

## Le pari de M. Gonzalez

Dans le souci de donner au pays le sentiment d'une véritable stabilité institutionnelle, le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, s'est toujours montré partisan de laisser les législatures aller jusqu'à leur terme. Sans doute estime-t-il la démocratie suffisamment consolidée en Espagne puisqu'il vient d'annoncer que les prochaines élections législatives, prévues pour le mois de juin 1990, auront lieu le 29 octobre prochain.

Pour justifier cette décision, M. Gonzalez a invoqué les « défis » de la construction européenne et observé qu'il était souhaitable, pour y faire face, que le gouvernement de Madrid dispose des quatre années d'une législature complète, et donc d'une liberté d'action au moins jusqu'à l'expiration de 1993. Si l'argument est valable, ce n'est pourtant pas la seule raison qui a conduit le chef du Parti socialiste espagnol à avancer la date de la consultation. Lui-même a d'ailleurs admis que l'économie nationale souffrait de déséquilibres qui, pour être corrigés, nécessitent l'intervention d'un gouvernement « solide ». En clair, la croissance de la consommation provoque une « surchauffe », génératrice d'inflation et de déficits extérieurs, qui appelle inévitablement une politique de « refroidissement ».

Il est clair, en outre, que M. Gonzalez entend faire profiter son parti d'une conjoncture politique favorable. Les élections européennes de juin dernier ont montré que le PS espagnol avait pratiquement rasé le terrain perdu lors de la vague d'agitation sociale de 1988 et que, si les abstentions avaient augmenté, aucun parti d'opposition n'avait bénéficié de la grogne syndicale, exception faite seulement des communistes. C'est la première fois que ceux-ci vont se présenter à des élections législatives sous l'étiquette d'une coalition de la gauche unie, dirigée par leur secrétaire général, Julio Anguita, dont chacun reconnaît l'indéniable charisme. Mais son discours radical, et à l'occasion fortement anticapitaliste, effarouché bien des électeurs.

Sur leur droite, les socialistes espagnols n'affrontent qu'une opposition en plein désarroi. « Leader historique » du Parti populaire, M. Manuel Fraga a respecté l'engagement qu'il avait pris de passer la main pour « faire place aux jeunes », mais il a tardé à désigner son successeur. Le candidat semble-t-il le mieux placé pour ce poste, le jeune président du gouvernement autonome de Castille-Laon, M. José María Aznar, a sans doute un avenir, mais paraît encore trop néophyte pour inquiéter sérieusement M. Gonzalez.

Au centre non plus on n'est guère préparé à la bataille des urnes. Le Centre démocratique et social de M. Adolfo Suarez ne parvient pas à sortir d'une crise d'identité. Après des alliances municipales avec le Parti populaire, il a perdu des voix au centre gauche et tente de corriger le tir. Ces zigzags idéologiques n'ont pas facilité son électorat.

La victoire prochaine des socialistes, dans ces conditions, ne fait pratiquement de doute pour personne en Espagne. La seule interrogation porte en fait sur l'avance qu'ils parviendront à prendre sur leurs adversaires. Pour la troisième fois consécutive, M. Gonzalez peut-il espérer s'assurer une confortable majorité absolue ? Il a apparemment estimé que le moment propice était venu pour tenter ce pari.



## La préparation du budget et la rentrée sociale

### En proposant un « pacte de croissance » M. Rocard veut apaiser les fonctionnaires

Soucieux d'apaiser le mécontentement des fonctionnaires, M. Rocard a expliqué, vendredi 1<sup>er</sup> septembre devant les militants socialistes réunis en université à Risoul (Hautes-Alpes), sa proposition de « pacte de croissance ». Ce « pacte » financera trois

types de dépenses : pour la création d'emplois ; pour l'éducation, la formation, la recherche et l'investissement ; pour le pouvoir d'achat. Il sera proposé aux organisations syndicales que le premier ministre rencontrera entre le 13 et le 20 septembre.

Aux demandes d'amélioration des salaires et du pouvoir d'achat qui se multiplient dans la fonction publique, M. Michel Rocard vient de répondre par la proposition d'un « pacte de croissance ».

L'idée n'est pas neuve, puisqu'on en retrouve les prémices dès les années 60, avec notamment l'ancien commissaire au Plan, Pierre Massé, et ses « dividendes du progrès ». Idée toujours essentielle pourtant qui rappelle aux serveurs de l'Etat,

d'une part que l'amélioration de leur niveau de vie n'est possible que si le pays produit davantage, d'autre part que les fruits de la croissance — ces dizaines de milliards supplémentaires produits dans les entreprises notamment — ne doivent pas être consommés immédiatement sous forme de rémunération, mais doivent préparer l'avenir. L'avenir sous forme d'investissement pour le secteur privé, d'amélioration de notre système d'enseignement, de

## La guerre contre la drogue en Colombie



### A Medellin, la peur sous l'indifférence

Scepticisme et impassibilité : Medellin, la deuxième ville de Colombie, demeure presque indifférente à la guerre déclarée par le gouvernement contre les trafiquants. Il est vrai que la Mafia de la drogue impose ici depuis si longtemps sa présence, sa loi, la peur, et aussi son « nouvel ordre économique », que la société tout entière s'en trouve changée. D'autre part, le volcan Nevado del Ruiz s'était remis en activité vendredi 1<sup>er</sup> septembre, provoquant l'évacuation de milliers de personnes.

MEDELLIN

de notre envoyé spécial

Curieux silence que celui du troisième jour de couvre-feu à Medellin ; depuis plus

de vingt-quatre heures, aucune bombe n'a explosé. La dernière, le jeudi 31 août, a fait neuf blessés, dont quatre sont dans un état grave. C'est comme si elle était déjà oubliée, comme si la routine du terrorisme s'était installée. Les soldats patrouillent dans les rues, les immeubles officiels sont gardés comme des casernes, le journal conservateur de la ville, *El Colombiano*, a fait de son siège une forteresse, mais l'ambiance n'est pas à la panique. Il n'y a pas de psychose de la terreur.

Le maire, M. Juan Gomez Martinez, qui s'alarmait il y a quelques jours de voir sa ville sans défense contre les attentats des « narcos », montre, vendredi matin devant les journalistes étrangers, la même tranquillité que ses administrés.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

## La lutte contre la vitesse

### Routes « barbares »

M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, a fait connaître son intention de proposer prochainement l'interdiction de la vente d'alcool dans les stations-service.

Cette mesure est l'une de celles proposées par la commission de la sécurité routière, présidée par M. Pierre Giraudet, dans le rapport qu'elle vient de lui remettre. Cette commission insiste également à nouveau sur

l'importance des limitations de vitesse et fait de nombreuses propositions pour améliorer la sécurité des véhicules et des routes.

M. Sarre s'est montré particulièrement inquiet du nombre de tués sur la route au mois de juillet, qu'il juge « accablant ». Il considère que cette « barbarie moderne, intolérable » est essentiellement due aux excès de vitesse.

(Lire page 9 l'article d'ALAIN FAUJAS.)

## Vendanges précoces pour les bordeaux

### Euphorie dans les vignobles

Le préfet de la Gironde a déclaré officiellement ouvertes, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, les vendanges du bordelais. En Gironde, comme partout dans les régions viticoles de France, le millésime 89 s'annonce remarquable. Si les conditions climatiques de septembre le permettent, il pourrait atteindre l'exceptionnel...

BORDEAUX

de notre envoyé spécial

Année du siècle ou pas, le record est battu. Jamais, de mémoire de Girondin, on n'avait vu cela. Il faut en effet remonter à 1893 pour retrouver trace d'un tel miracle. « En 1976, nous avions manqué l'exceptionnel de presque rien », se souvient M. Antony Ferris (château carbonnieux), propriétaire de quatre-vingt hectares classés de graves, à quelques jets de grappes des murailles sud de Bordeaux. « Mon père, qui dirigeait alors le domaine, espérait qu'on y parviendrait pour la première fois dans le siècle ; mais le raisin n'était pas tout à fait mûr, et nous n'avions débuté que dans les premiers jours de septembre. » Carbonnieux n'est pas unique. Ils sont nombreux célèbres (comme le domaine de Chevalier et le château Haut-Brion) ou beaucoup plus modestes, dans le sud des graves et sur la rive droite de la Garonne, à avoir réédité l'exploit de 93 : vendanger en août.

Comme le vent la tradition — ou, plus exactement, comme la vigne l'impose — on a commencé par le cépage sauvignon. Certains, toutefois, se trouveront contraints d'y associer plus vite que prévu la cueillette des raisins de muscadelle et de sémillon, bouleversant ainsi, à cause des conditions climatiques exceptionnelles de cet

été, l'ordonnancement scolaire de la récolte des blancs de Gironde.

Dans quelques jours, du Médoc à Pomerol et Saint-Émilion, ce sera l'heure des rouges : merlot, cabernet franc, puis cabernet-sauvignon. Et tout laisse à penser que, à l'exception des vins liquoreux de sauternes, loupac et sainte-croix-du-mont, qui s'enfonceront crânement dans l'automne en quête de pourriture noble, la cueillette, aujourd'hui malheureusement mécanisée (70 % des vignes sont récoltées à la machine), des 100 000 hectares du plus grand vignoble de vins fins du monde, sera terminée dans les premiers jours d'octobre.

Le phénomène, certes, était prévisible. Bordeaux, pourtant, n'en est pas encore revenu. L'avance de la vigne a été jusqu'à prendre de court le Comité de la maturité, cet organisme qui joue un rôle essentiel dans la lourde procédure administrative préalable à la signature, par le préfet de la Gironde, du décret de ban des vendanges. Effectués aux environs du 15 août, les premiers dosages d'acidité et de concentration en sucre des raisins avaient confirmé l'impression générale. Une première réunion du comité, le 22 août, une seconde, le 29, c'était déjà trop tard. La vigne avait doublé l'administration. Le ban officiel pour les blancs n'a, pour des raisons pratiques, pu être fixé qu'au 1<sup>er</sup> septembre, alors même que les vendanges avaient commencé dans bien des cas depuis plusieurs jours.

Tout aujourd'hui laisse penser qu'on est loin d'en avoir fini avec les plaines à venir de ce millésime du Bicentenaire. Autant que l'évidente satisfaction des propriétaires des grands et petits châteaux bordelais, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 8.)

## PHILIPPE LAZAR

PHILIPPE LAZAR  
LES EXPLORATEURS  
DE LA SANTÉ

LES EXPLORATEURS  
DE LA SANTÉ

EDITIONS  
ODILE JACOB

VIENDE PARAÎTRE

# Dates

Il y a soixante-quinze ans

## Les taxis de la Marne

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 08  
Tél. : (1) 42-47-87-27  
Télé. MONDIPAR 850 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauriol (1959-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
"Les rédacteurs du Monde",  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :  
Daniel Veruet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

### Le Monde

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
Reproduction sur les microfilms  
et autres supports (1) 42-47-88-51.

### Le Monde

Composés 36-15 - Types LÉMONDE  
ou 36-15 - Types LM

ABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

Autres pays  
voir tarifs

3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 400 F

ÉTRANGER :  
Par voie aérienne  
tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOUVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINTEL  
3615 LÉMONDE  
code d'accès ABO

PORTAGE :  
Pour tous renseignements :  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse  
provoqués : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

□ □ □ □

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie. 821 Miquel

« UNE auto, tous feux éteints, (...) jette contre moi un flot confus d'hommes et de bêtes dont la pression m'écrase contre la pierre... Une autre auto suit, puis d'autres et d'autres encore, des centaines, silencieuses, interminablement. On reconnaît, luisant un peu, sous la lune qui s'est levée, les casquettes de toile cirée des chauffeurs de taxi. On entrevoit dans les voitures des têtes penchées de soldats qui dorment. Quelqu'un interroge : « Blessés ? » On nous répond : « Non. C'est la 7<sup>e</sup> division. On vient de Paris. On va là-bas !... »

Ce rare témoignage d'un combattant de la Marne (1) permet de comprendre à quel point les contemporains ont été impressionnés par cette file interminable de taxis achevant vers le front plusieurs milliers de fantassins pour les jeter au matin du 8 septembre 1914 dans l'immense bataille. En réalité, l'épisode des « taxis de la Marne », par l'amplification légendaire dont il fut l'objet, offre un bel exemple de décalage entre l'Histoire et sa mémoire.

Après l'invasion de la Belgique par l'Allemagne et l'échec franco-anglais dans la « bataille des frontières », la retraite générale des armées alliées, commencée le 24 août, se prolongea jusqu'au 5 septembre. A cette date, l'aile droite allemande était à moins de 40 kilomètres de la capitale, couverte par la 1<sup>re</sup> armée du général Maunoury, placée sous le commandement supérieur du général Gallieni, gouverneur de Paris.

Mais, début septembre, la droite du corps de bataille allemand incline sa marche vers le sud-est, dédaignant Paris et s'exposant du même coup à une attaque de flanc venue du camp retranché parisien. Saisissant l'occasion, Joffre lance alors les armées françaises dans une contre-attaque générale depuis l'Oise jusqu'à la Meuse.

Dès le 5, à l'aile gauche française, l'armée Maunoury a attaqué sur l'Ouro. Mais le renforcement adverse provoque l'échec relatif de son offensive, et la gauche de la VI<sup>e</sup> armée, à l'est de Senlis, se trouve rapidement dans une situation critique. C'est là que Gallieni, le 6 septembre au soir, décide de faire venir la 7<sup>e</sup> division. Celle-ci, ramenée de l'est de la France par chemin de fer, était parvenue, après un voyage épuisant et avec beaucoup de retard, à Pantin. Il fallait maintenant lui faire franchir les 50 kilomètres qui la séparaient de l'aile gauche de l'armée Maunoury en l'achevant le plus vite possible jusqu'à Nanteuil-le-Haudouin. Or la ligne de chemin de fer de Soissons ne pouvait suffire à elle seule. Il fallait donc utiliser aussi la route : c'est là qu'interviennent les taxis parisiens.

#### Sans lumière

La direction des transports du camp retranché avait pris au début du mois de septembre plusieurs mesures de réquisition des véhicules de la capitale, utilisés dès le 3 et 4 septembre pour des transports de ravitaillement et de bagages. Le commandement avait également obligé les trois compagnies de taxis (Générale des voitures, Automobiles de place et Kermina-Métropole) à organiser une réserve permanente de 150 taxis-autos disponibles à tout moment. Mais les voitures immédiatement utilisables ne pouvaient suffire à transporter les deux régiments de la 7<sup>e</sup> division qui ne prendraient pas le train, le général Clergerie, chef d'état-major de Gallieni, lança le 6 au soir l'ordre de réquisition de la totalité des taxis parisiens. La mobilisation générale, en expédiant les plus jeunes chauffeurs au front, avait laissé à Paris 3 000 taxis sur 10 000, des

voitures Renault type AG1 capables de rouler à près de 50 km/h.

Le 6 mars vers 22 heures, un premier rassemblement groupa aux Invalides les 150 taxis de la réserve permanente et les 100 premiers arrivés de la réquisition supplémentaire. Le convoi se rendit de nuit porte de La Villette, puis roula jusqu'à Tremblay-lès-Gonesse pour se mettre au service du général Maunoury. Il fut rejoint vers 3 heures du matin par un deuxième convoi, composé d'autos de tourisme conduites par des chauffeurs militaires et d'un second contingent de taxis. Mais, le chef de la VI<sup>e</sup> armée ayant quitté les lieux, les 600 voitures ne repartirent qu'au petit jour l'ordre de repartir vers Dammarville-en-Goële. Le convoi y attendit de nouveaux ordres

ordre du jour du commandement affiché dans tous les garages parisiens se félicitant « du zèle et de l'esprit de dévouement patriotique » des chauffeurs. Dès le 6 au soir au contraire, les officiers avaient dû montrer beaucoup de fermeté pour empêcher certains conducteurs de quitter le convoi lors de la traversée de Paris. Le 7, la situation s'aggrava : énervés par l'attente et le bruit du canon, les conducteurs mirent en cause la légalité de leur réquisition et les officiers durent menacer de démonter certaines pièces des moteurs pour maintenir sur place les récalcitrants. En fait, c'est surtout après coup que les chauffeurs parisiens se montrèrent si fiers d'avoir « fait leur devoir ». Un devoir d'ailleurs rémunérateur : les taxis avaient marché « à la course » au tarif n° 2 (plus de

portant sur un ennemi affaibli, signe de cristallisation d'une légende...

Pourtant, l'épisode des taxis n'occupe qu'une place restreinte dans la culture écrite d'avant 1939. Lors de la bataille de la Marne et dans les jours qui suivirent, les plus grands journaux parisiens n'ont rien dit des taxis : les quelques rares mentions ne sont apparues que plus tard.

#### Le mythe

Dans l'entre-deux-guerres, même absence relative. Les taxis de la Marne n'ont inspiré qu'un modeste et unique ouvrage (4). Dans leurs Mémoires, les grands chefs n'en parlent que fort peu, et souvent avec condescendance. Gallieni lui-même n'échappe pas à la règle, sans doute soucieux de ne pas voir son rôle stratégique supposé dans la victoire de la Marne résumé à une anecdote assez insignifiante (5). L'école, pourtant grande pourvoyeuse de mythes historiques, paraît plutôt silencieuse elle aussi : les principaux manuels du primaire et du secondaire d'avant 1939 ignorent l'événement. A partir de la fin des années 50, en revanche, la culture scolaire, au prix d'un étrange retard chronologique, a davantage pris en compte l'épisode des taxis, assurant sans doute ainsi son enracinement durable dans le souvenir historique.

Si une longue tradition d'inexactitude a contribué à alimenter le mythe, plusieurs raisons peuvent expliquer pourquoi l'épisode a frappé si durablement les imaginations. Les taxis sont apparus tout d'abord comme l'irruption de la modernité dans la conduite de la guerre. Leur réquisition a également symbolisé dans l'opinion la conception française du combat, la supériorité de cette dernière sur celle de l'ennemi. Cet épisode « au caractère de goguennard fantaisie si familier à notre esprit français », comme le décrit Maunoury dans un style inimitable, résume, face à la lourdeur supposée de la stratégie allemande, la justesse du coup d'œil du chef, son esprit de décision, et aussi la débrouillardise dans l'exécution. En ce sens, les taxis de la Marne ont renvoyé aux Français une image flatteuse d'eux-mêmes, conforme à l'idée qu'ils se faisaient de leurs qualités nationales.

L'épisode permit surtout de mettre en valeur la population parisienne. En janvier 1871, la France avait été vaincue par la capitulation de Paris, en dépit de l'héroïque résistance de sa population. En 1914, Paris a pu s'imaginer avoir contribué au rétablissement de la situation militaire. L'épopée des taxis vint ainsi souligner l'importance décisive de la capitale dans la défense de la nation, dans la quête de la victoire. En outre, elle exprime fort opportunément la solidarité profonde entre la population et les combattants : le transport des troupes par des civils jusque sur le front soulignait la force des liens entre l'arrière et l'avant. Ce sentiment de solidarité a contribué à donner sa dimension émotionnelle à la légende, une légende dont la place dans le souvenir collectif n'est pas due au hasard. Sa vigueur lui permet d'exister aujourd'hui encore.

STÉPHANE AUDOIN-ROUZEAU.



Autobus et taxis en route vers le front en septembre 1914.

pendant toute la journée du 7 avant d'être renvoyé 30 kilomètres en arrière, sur la route de Meaux, entre Livry et Le Raincy, pour charger dans la soirée les soldats du 104<sup>e</sup> régiment d'infanterie. A raison de cinq soldats par taxi, le convoi remonta sans lumière vers Sully-le-Long, près de Nanteuil, où il parvint le 8 au matin.

#### Devoir rémunérateur

Mais, au cours de cette même nuit du 7 au 8, la file des taxis fut rattrapée et dépassée par un autre convoi de même importance regroupé à Paris au cours de la journée du 7. C'est celui-ci qu'ont vu les Parisiens, les taxis ayant été cette fois réquisitionnés en plein jour et leurs passagers débarqués par les agents. Après avoir traversé la capitale et pris la route de Meaux, ils embarquèrent à Gagny le 103<sup>e</sup> régiment d'infanterie pour l'amener également à Nanteuil. Un second voyage fut d'ailleurs nécessaire au cours de la nuit pour acheminer les soldats des deux premiers bataillons qui n'avaient pu trouver de place dans les voitures. Le troisième bataillon partit en chemin de fer et n'arrivera que le 8 au soir. Quant aux taxis, la plupart rentrèrent à Paris le même jour.

La réalité est donc loin de la légende héroïque. Toute l'affaire se résume au transport lent et difficile de 4 000 hommes sur 50 kilomètres. Les pertes de temps accumulées par le premier convoi du fait du commandement furent aggravées par l'indiscipline des chauffeurs, qui provoqua accrochages, embouteillages, retards de toutes sortes, et qui rendit nécessaire le deuxième voyage d'une partie des voitures : à la faveur de l'obscurité, beaucoup de taxis s'étaient en effet dispensés d'embarquer leurs cinq soldats réglementaires...

En outre, l'enthousiasme fut loin d'être général, quoi qu'en ait dit un

trois personnes), et les conducteurs touchèrent de retour au garage 27 % des sommes inscrites au compteur.

Le résultat de l'opération coïncide également fort mal avec la légende. Certes, sans les taxis, la moitié de la 7<sup>e</sup> division ne serait intervenue que plus tard et à l'issue d'une épuisante marche forcée. Mais son mouvement offensif n'empêcha pas la gauche de l'armée Maunoury de se trouver à nouveau dans une position très difficile au soir du 9 (2). La décision, on le sait, se joua ailleurs, dans la brèche de 60 kilomètres ouverte entre la 1<sup>re</sup> et la II<sup>e</sup> armée allemande par le mouvement rétrograde des corps de von Kluck. C'est là que les Britanniques et la V<sup>e</sup> armée française pénétrèrent, forçant le commandement allemand au repli général du 10 septembre.

Comment expliquer la disproportion entre l'impact de l'événement et le souvenir qui en a été conservé ? Question complexe, ambiguë. La mémoire orale ou visuelle a sans doute joué un rôle amplificateur, dans le contexte dramatique du début du mois de septembre 1914, les Parisiens qui virent les taxis traverser Paris dans la journée du 7 semblent avoir conservé du spectacle un souvenir marquant, susceptible d'alimenter l'épopée. Et les chauffeurs, seuls civils de la capitale à avoir approché le front de près pendant cette période, eurent ensuite tout le loisir de façonner leur propre légende au sein de la clientèle parisienne.

Le 11 novembre 1920 au soir, jour du dépôt sous l'Arc de triomphe de la dépouille mortelle du soldat inconnu, de la célébration du cinquantième anniversaire de la III<sup>e</sup> République et de l'entrée du cœur de Gambetta au Panthéon, les « taxis de Gallieni » défilèrent dans Paris : signe de consécration. La même année, une *Histoire de la Grande Guerre par un Français* (3) n'hésita pas à les présenter remplis de soldats tirant presque à bout.

- (1) Paul Lintier, *Ma pièce*, Plon, 1916.
- (2) *Les Armées françaises dans la Grande Guerre*, SHA, T.1, vol. 3.
- (3) Jean Aicard, *Histoire de la Grande Guerre par un Français*, Hatier, 1920.
- (4) Henri Carré, *La Véritable Histoire des taxis de la Marne*, publiée du général Maunoury, Paris, Chapelot, 1921.
- (5) Sur ce point : Henri Costantini, 9 septembre 1914. *La victoire de la Marne*, Paris, Gallimard, collection « Travaux de la Marne », 1970. Et Marc Michel, *Gallieni*, Paris, Fayard (à paraître).

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

en direct sur

EDOUARD  
BALLADUR

animé par  
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON  
et Erik ISRAËLEVICZ (Le Monde)  
Jean-Yves HOLLINGER  
et Marc ULLMAN (RTL)

RTL

صلى الله عليه وسلم



# Etranger

La célébration du cinquantième anniversaire de la seconde guerre mondiale

## Bonn : relance du débat sur les frontières

BONN  
de notre correspondant.

La célébration du cinquantième anniversaire de l'attaque nazie contre la Pologne, point de départ de la seconde guerre mondiale, a été marquée par une déclaration gouvernementale du chancelier Kohl devant le Bundestag. Contrairement au président fédéral Richard von Weizsäcker, qui, dans un message au général Jaruzelski, avait indiqué que son pays n'avait aucune revendication territoriale vis-à-vis de la Pologne, le chancelier n'a pas évoqué la question très controversée des frontières orientales d'une Allemagne éventuellement réunifiée. Il s'est contenté d'affirmer que le gouvernement fédéral s'engageait « à la lettre et à l'esprit » du traité de Varsovie de 1970, qui insiste sur l'« inviolabilité » des frontières issues de la seconde guerre mondiale et sur le renoncement à la violence pour les modifier.

En se plaçant en retrait de la position défendue par le président, en refusant, comme le demandait l'opposition social-démocrate, de faire approuver solennellement par le Bundestag le message de ce dernier au président polonais, le chancelier a manqué l'occasion de faire de ce discours fort attendu l'événement que certains espéraient, notamment à Varsovie. Le débat sans cesse réouvert sur les territoires allemands à l'est de la ligne Oder-Neisse risque donc de resurgir, même s'il est qualifié d'« inutile et dangereux » par M. Lambdorff, président du Parti libéral.

S'exprimant au nom du groupe parlementaire social-démocrate, l'ancien chancelier Willy Brandt, avec une force de conviction impressionnante, a manifesté son inquiétude devant l'attitude du gouvernement à l'égard de la Pologne. « On a eu malheureusement cet été l'impression fautive que le chemin vers Varsovie était plus court en partant de Londres, de Paris ou même de Washington que de Bonn. Le peuple polonais et son gouvernement ont eu l'impression que pour la Hongrie et d'autres pays qui ont été libérés de la domination nazie, nous sommes solidaires liés à eux », a-t-il dit avant de conclure : « J'ai le sentiment qu'une époque touche à sa fin, celle où, dans notre rapport à l'autre Etat allemand, il s'agit avant tout de préserver par de multiples petits pas les liens des familles séparées, et par conséquent ceux qui unissent la nation. » L. R.



## En Suisse aussi...

BERNE  
de notre correspondant

Epargnée par la guerre, la Suisse n'en a pas moins à se distinguer à ses frontières. Cinquante ans plus tard, la Confédération est sans doute le seul pays à célébrer le début d'un conflit dont elle a réussi à se tenir à l'écart.

Depuis le début d'août et jusqu'à fin septembre, quelque cent quarante mille visiteurs de l'armée helvétique participent à des manifestations commémoratives de la mobilisation aux quatre coins du pays. A l'époque, environ quatre cent trente mille citoyens-soldats et vingt-cinq mille femmes du service complémentaire avaient été appelés sous les drapeaux.

A quelques semaines d'une consultation populaire, sur une initiative des jeunes socialistes proposant, si plus ni moins, l'abolition de l'armée, ceux-ci reprochent au département militaire fédéral de faire ainsi « de la propagande déguisée en faveur de l'armée » avant la « votation » du 26 novembre.

Cette commémoration a également relancé le débat sur le rôle de la Suisse pendant la seconde guerre mondiale. Certains se demandent si la Confédération a échappé à une invasion en raison de son armée ou bien de ses relations économiques avec l'Allemagne, et font valoir que la Suisse était à l'époque le seul banquier de l'Allemagne nazie, lui donnant accès au commerce international de l'or et des devises.

JEAN-CLAUDE BUNIER.

## « La Pologne a été assaillie de toutes parts, condamnée à mort » déclare le général Jaruzelski

Le cinquantième anniversaire du déclenchement de la seconde guerre mondiale a donné lieu, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, à de nombreuses commémorations. En Pologne, où les sirènes ont retenti et où la circulation s'est arrêtée pendant une minute à midi, une cérémonie officielle s'est déroulée à Westerplatte, l'ancienne forteresse proche de Gdansk qui fut la première à recevoir les obus de la marine allemande. Encadré par M. Lech Walesa à sa droite et M. Mazowiecki, le nouveau premier ministre issu de Solidarnosc, à sa gauche, le président Jaruzelski a évoqué « les chemins de la lutte et de souffrance du peuple polonais ». « On a vu le sort des nations, la Pologne a été assaillie de toutes parts, condamnée à mort », a-t-il dit, avant de signifier les camps de concentration « et les pogroms ». Plusieurs personnalités ouest-allemandes se

sont rendues à cette occasion en Pologne, notamment MM. Johannes Rau, ministre-président (social-démocrate) du Land de Rhénanie-Westphalie, et Walter Momper, également SPD, bourgmestre de Berlin-Ouest.

M. Gorbatchev avait adressé de son côté un message au général Jaruzelski, soulignant que « le peuple polonais et son armée ont été les premiers à soutenir le choc de la puissante machine militaire allemande ». « Ces événements ont été accélérés par l'incapacité des Etats, menacés par le fascisme et le militarisme, de s'unir et de mettre en place un système de sécurité collective », ajoute le président soviétique. La presse de Moscou souligne, pour sa part, la responsabilité de la France et de la Grande-Bretagne dans l'absence d'accord avec l'URSS, et affirme, comme notamment

l'Etoile rouge, organe de l'armée, qu'« en août 1939 il n'y avait aucune solution de rechange au pacte germano-soviétique ».

A Berlin-Est, une session extraordinaire du Parlement de RDA s'est déroulée en présence des principaux dirigeants, à l'exception du numéro un, M. Honecker, opéré la semaine dernière. M. Oskar Fischer, ministre des affaires étrangères, a invité les dirigeants de Bonn à abandonner l'idée d'une « tutelle » ouest-allemande sur tous les Allemands, et mis en garde ceux qui « jouent avec le feu » en s'ingérant dans les affaires des pays socialistes et « minent les bases de l'ordre européen d'après guerre ». Une délégation polonaise, conduite par M. Czerwinski, ministre d'Etat, assistait à la cérémonie.

## TÉMOIGNAGE

## A Auschwitz, ce 1<sup>er</sup> septembre...

Une délégation de l'association Prix de la mémoire et de SOS-Racisme, à laquelle participait Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, s'est rendue à Auschwitz, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, et s'est présentée aux portes du camp, pour remettre un message aux religieux. L'écrivain Emile Coperferman en faisait partie.

« Les fondateurs du Prix de la mémoire, Eva Weil et Jean-Claude Garosci, ont projeté de se rendre à Auschwitz. Double symbole clair et sans équivoque pour commémorer la date du 1<sup>er</sup> septembre, mais les récentes et multiples déclarations faites à propos du camp ont modifié le sens de la démarche, et ils décident avec Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, et Harlam Désir, Melek Boutin, Eric Ghéral (SOS-Racisme), qui s'étaient joints à eux, de rencontrer des caméristes afin de leur communiquer ce message :

« Il y a cinquante ans, l'invasion de la Pologne plongea l'humanité dans la nuit de la guerre. Ici, à Auschwitz, furent tués des hommes, des femmes, des enfants de toutes nationalités, races et religions parce qu'ils refusaient la soumission à la barbarie. Mais comment oublier qu'Auschwitz fut la destination finale de millions de juifs et de tziganes exterminés parce qu'ils étaient juifs ou tziganes. Personne n'a le droit de s'approprier leurs cendres. Ils appartiennent au vide et au silence du monde. Aucune Eglise n'a le droit de confisquer cette mémoire. C'est pourquoi la présence d'un camp en ce lieu ne respecte pas la mémoire de ce génocide. Auschwitz doit nous rappeler les idéologies du mépris de l'homme : le racisme et l'antisémitisme.

« Seul le réveil de la mémoire active permet que la vérité historique ne s'efface pas et ne soit ni falsifiée ni déformée par les uns ou les autres. C'est pourquoi nous avons tenu à être présents à Auschwitz ce 1<sup>er</sup> septembre 1989. »

A midi, à l'appel des sirènes de la ville commémorant le 1<sup>er</sup> septembre 1939, les visiteurs du camp s'immobilisaient. Puis la délégation regagnait la grille du camp. Vainement. La grille restait close. Et alors deux mini-Fiat surgissaient, dépassant des jeunes d'abord menaçants, puis, troublés par la présence d'un évêque, post-étre autant que par celle d'un homme au teint bistre, Harlam Désir, plus calme ensuite. Il

fallut une demi-heure pour que ces gardes civils ou policiers, ou prêtres, ainsi qu'ils se présentent, acceptent de jouer les intermédiaires.

Vers 15 heures, Eva Weil et Mgr Gaillot étaient enfin reçus par la Mère supérieure. On apprit ainsi grâce à eux que la vie du camp s'organisait — ce que l'immense échec affirmait déjà — cinq nouvelles femmes ayant pris la veille récemment, une subite proximité, toutes Polonaises. Quant à l'avenir, « il est entre les mains de Dieu ».

Plus qu'à Auschwitz, c'est à Birkenau (Auschwitz II), boudé par les touristes, que le poids des assassinats de masse pèse. Il y a l'enceinte de barbelés, ponctuée de miradors, il y a les rails sinistres et interminables jusqu'à la rampe de sélection, l'immensité désolée d'herbes folles où s'alignent, innombrables, des centaines de baraques. Nombre d'entrées elles en ruine. La porche immonde par laquelle quatre millions de déportés anonymes disparaissent. Doublement anonymes. Car, comme on le dit à Auschwitz, Brzezinka (nom polonais de Birkenau) est « un mouvement de martyrologie et de lutte du peuple polonais et d'autres peuples ». Le terrain de l'ancien camp contient les cendres d'environ quatre millions de personnes assassinées par les nazis. Le mot « juif » a été proscribed. N'y aurait-il jamais eu de juifs à Auschwitz ?

« Le dialogue entre les communautés ne pourra se faire qu'à partir de la vérité historique, dit Harlam Désir. A la condition que chacun refuse de la masquer et l'assume. Un pays démocratique doit affronter son histoire. »

EMILE COPPERFERNAN.

## Regain de tension au Caucase entre Azéris et Arméniens

MOSCOU  
de notre correspondant

Le feu se rallume au Caucase : l'attaque des Arméniens dans la région de Nagorno-Karabakh a repris avec ampleur face aux menaces des Azéris mobilisés pour un meeting de masse, samedi 2 septembre, dans la capitale de l'Azerbaïdjan.

Des groupes de jeunes Azéris attaquent des Arméniens dans la rue, des appartements sont pillés, et certains ont reçu jeudi des menaces par téléphone pour qu'ils quittent Bakou « sous quarante-huit heures », selon la témoignage de plusieurs familles arrivées à Moscou.

Les événements sont suffisamment graves pour que les officiels de la République en fassent état. Les Azéris ont repris depuis un mois et il y a bien des « cas d'agression », selon-on au ministère des Affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, mais on accuse aussi les Arméniens de se livrer à des attaques incessantes contre les Azéris dans le Haut-Karabakh et à sa périphérie.

M. Vadim Bakatine, ministre soviétique de l'Intérieur, avait annoncé mardi dernier l'envoi de troupes supplémentaires dans la région à la suite de la multiplication des affrontements (le 30 août 31 août). Il s'agit pourtant particulièrement inquiet devant l'emploi de plus en plus fréquent d'armes à feu. « C'est la guerre dans le Haut-Karabakh », affirment pour leur part les activistes azéris, parlant d'assaut en règle contre les maisons de leurs compatriotes.

Depuis le massacre de Soumgaït, près de Bakou, en février 1988, la tension autour du Haut-Karabakh — revendiqué par les deux communautés — ne s'est jamais relâchée. Les Arméniens, la grande majorité parmi les 170 000 habitants de cette région autonome sous tutelle de l'Azerbaïdjan, exigent toujours leur rattachement à l'Arménie voisine. La mise sous administration provisoire de Moscou en décembre dernier n'a rien réglé.

C'est dans ce contexte trouble que les animateurs du Front populaire azéri, non reconnu officiellement, poursuivent leur bras de fer avec l'appareil communiste de l'Azerbaïdjan. Dans cette République où le népotisme et les prébendes sont la règle, ils voudraient profiter des élections locales qui doivent avoir lieu à la fin de l'année ou au printemps prochain pour faire souffler un vent de changement.

Il faudrait pour cela que les élections ne soient pas trop manipulées.

et que soit notamment levé le couvre-feu, imposé depuis l'agitation de l'année dernière, qui interdit théoriquement tous les rassemblements. En fait, plusieurs meetings se sont tenus sur la place Lénine, au bord de la Caspienne, pendant le mois d'août, sans que les forces de l'ordre interviennent. Pour ce samedi 2 septembre également, bien que le meeting n'est pas été officiellement autorisé, les orateurs attendaient « plus d'un demi-million de personnes ». Le meeting devait décider d'une grève générale en Azerbaïdjan à partir de lundi. Des membres du parti devaient prendre la parole pour en dissuader l'assistance, indiquant-on au ministère des Affaires étrangères.

## Un avertissement de M. Tchebrikov

Les organisateurs craignent des incidents anti-arméniens qui saboteraient leur mobilisation. Ils ont affiché des tracts dans les rues appelant la population à éviter de tomber dans des « provocations ».

La télévision locale a indiqué vendredi que d'anciens soldats d'Alghaïstien sont mobilisés pour assurer l'ordre dans la ville et, selon le porte-parole du Front populaire, M. Leila Younousova, des unités de parachutistes supplémentaires patrouillent depuis une semaine dans Bakou. Moscou prend très au sérieux la menace d'une reprise des affrontements au Caucase. Une réu-

nion des dirigeants des partis communistes d'Azerbaïdjan et d'Arménie s'est tenue jeudi au siège du comité central du PC soviétique, en présence de deux membres du bureau politique, MM. Viktor Tchebrikov et Nikolai Silovnikov.

« Le plus important est d'assurer la sécurité de chaque famille, chaque personne » et le problème du Karabakh ne peut être résolu « que sur une base constitutionnelle, démocratique », ont affirmé les participants, selon l'agence Tass.

M. Tchebrikov, ancien chef du KGB, a profité vendredi d'un discours à l'occasion de la rentrée des classes pour lancer un avertissement et appeler à plus de fermeté face à l'agitation nationaliste, un propos qui visait surtout les Baltes, mais aussi les Arméniens et les Azéris.

« Des mesures supplémentaires vont être prises pour renforcer les organes judiciaires et de maintien de l'ordre et pour relever leur prestige », a-t-il annoncé devant l'Académie des sciences sociales. Il est nécessaire de couper court aux tentatives d'exploitation de ceux qui spéculent sur les sentiments nationaux, sèment la haine et les conflits interethniques, cherchent à satisfaire leurs ambitions démesurées (...). Les meurtriers, les voleurs et les bandits ne doivent pas rester impunis : peu importe quel drapeau national ils brandissent et dans quel costume national coloré ils se drapent. — (Interim.)

LA RENTRÉE ACTES SUD (6)  
BAPTISTE-MARREY  
L'ATELIER DE  
PETER LOEWEN  
Amours et désillusions d'un jeune peintre.

LES SIX ROMANS DE LA RENTRÉE ACTES SUD :

1. NINA BERBEROVA : LE MAL NOIR
2. LUDVÍK VACLÍK : LA CLEF DES SONGES
3. JEAN-CLAUDE BARREAU : OUBLIER JÉRUSALEM
4. OLYMPIA ALBERT : RIVE DE BRONZE, RIVE DE PERLE
5. PAUL ALISTER : LE VOYAGE D'ANNA BLUME
6. BAPTISTE-MARREY : L'ATELIER DE PETER LOEWEN

SEPTEMBRE 89 - DIFFUSION PUF

## EN BREF

● RFA : deux soldats britanniques blessés par balles. — Deux soldats de l'armée britannique du Rhin ont été blessés par des tirs de mitrailleuses qui ont couvert le feu sur eux, vendredi soir 1<sup>er</sup> septembre, alors qu'ils regagnaient à pied leur caserne de Münster, dans le nord de la RFA, a annoncé le ministère de la Défense à Londres.

Le personnel militaire britannique en RFA a été, ces dernières années, la cible de plusieurs attentats de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). — (Reuters.)

● RDA : M. Honecker a quitté l'hôpital. — Le chef de l'Etat et du PC est-allemand, M. Erich Honecker, est sorti de l'hôpital après avoir subi une opération « réussie » de la vésicule biliaire, et a commencé des « vacances de convalescence », a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, l'agence de presse officielle est-allemande ADN. M. Honecker se trouve « dans un bon état de santé », ajoute ADN sans autres précisions. Le numéro un est-allemand fait apparition pour la dernière fois en public le 19 août. — (AFP.)

## Limogeages en Estonie

Moscou. — Plusieurs responsables du parti communiste estonien ont été limogés, a-t-on appris vendredi 1<sup>er</sup> septembre auprès d'un porte-parole de la télévision locale. La tension avait monté d'un cran, rappelée-on, entre Moscou et les Républiques baltes après que le comité central du PC soviétique ait dénoncé le caractère hystérique des manifestations nationalistes qui s'y déroulaient.

Selon le porte-parole de la télévision estonienne, les responsables limogés sont cependant connus comme des conservateurs déclarés. L'un d'eux, M. Vaskiv, qui était chef du département administratif du PC d'Estonie, a été remplacé par M. Hillar Eller, considéré comme un réformiste. — (Reuters.)

● Emigration record des juifs soviétiques en août. — L'émigration des juifs soviétiques a atteint, pour le mois d'août, le record absolu de 6 766 personnes, a indiqué, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, à Washington, le président de la Conférence pour les juifs soviétiques, M. Shostakovsk.

Cette organisation, qui recueille les statistiques d'émigration depuis 1968, a précisé que le précédent record pour l'émigration des juifs soviétiques avait été établi au mois d'octobre 1979, avec 4 748 personnes. Depuis janvier, 33 444 juifs ont pu quitter l'Union soviétique, et le total pour cette année pourrait donc dépasser le précédent record annuel de 19 969 pour 1988 et de 8 155 pour 1987. En août 1989, 11,3 % des juifs émigrés ont choisi de se rendre en Israël. — (AFP.)

● Le PC de Moscou dénonce « certains groupes nationalistes ». — Le bureau du Parti communiste de Moscou, que dirige M. Lav Zaitkov, a adopté jeudi une résolution condamnant « la politique de provocations qui vise à saper les fondements de l'Etat soviétique », a rapporté, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, la Pravda.

Le PC de Moscou a rejeté avec indignation l'atmosphère de peur, de terreur, de discorde à l'égard de ceux qui ne sont pas d'accord avec la ligne séparatiste agressive.

La déclaration accuse « certains groupes nationalistes » de chercher à « détruire l'intégrité de l'URSS » et apporte son soutien à la mise en garde aux Baltes, adoptée samedi par le comité central du Parti communiste soviétique.

## Amériques

PANAMA : mis en place par le général Noriega

### Le nouveau président a été investi dans l'indifférence générale

PANAMA  
de notre envoyé spécial

La cérémonie d'investiture du nouveau président de la République du Panama, M. Francisco Rodríguez, s'est déroulée, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, dans l'indifférence générale et en l'absence du corps diplomatique, qui n'avait pas été invité. Dans un discours à la nation, M. Rodríguez a lancé un appel à la réconciliation avec les États-Unis et a présenté les grandes lignes de son programme économique : privatisation de certains secteurs d'activité, lutte contre la corruption et recherche de nouveaux partenaires commerciaux en Europe, en Asie et en Amérique latine.

Contrairement à ce qui avait été annoncé, il n'a pas révélé la composition de son gouvernement qui, s'il est vrai, sera « pluraliste ». L'opposition a cependant confirmé qu'elle n'avait pas l'intention de collaborer avec un président « illégitime » et « inconstitutionnel ».

Le spectacle était tout à la fois insolite et pitoyable. Pour donner un caractère un tant soit peu légaliste à ce transfert de pouvoir qualifié de « coup d'Etat » par l'opposition, les autorités avaient décidé de se transporter dans les locaux de la Cour suprême de justice, seule institution épargnée par la crise politique à la suite de l'annulation des élections du 7 mai, largement remportées par l'opposition.

Après avoir prêté serment devant la Cour suprême, M. Rodríguez et le vice-président, M. Carlos Ochoa, ont descendu les marches qui donnent sur la place de France. Quelques dizaines de sympathisants et une garde d'honneur les attendaient... au pied du coq gaulois perché sur sa colonne et face au drapeau de l'ambassade de France, qui faisait apparaître rachitique le minuscule drapeau panaméen, lui aussi bleu-blanc-rouge. La scène était d'autant plus insolite que les relations entre Paris et Panama se sont très nettement refroidies. Les autorités panaméennes n'ayant pas été invitées aux festivités du 14 juillet, en cette année du Bicentenaire.

Après l'hymne national, le président a parcouru à pied les 500 mètres qui séparent la place de France du palais présidentiel. Pas de bain de foule et très peu de vivats au cours du trajet dans ce quartier où vit une population profondément touchée par la crise économique. La police se contentait de regarder passer de leur balcon ce nouveau président qu'ils ne connaissent pas, le septième en dix ans.

#### Le durcissement de Washington

Au cours d'une conférence de presse plus longuement dans son discours à la nation, M. Rodríguez a commenté la décision de la Maison Blanche, annoncée le jour même, de ne pas reconnaître « tout nouveau gouvernement désigné par Noriega » et de préparer de nouvelles sanctions contre Panama. Il a rappelé que le départ éventuel du général Manuel Antonio Noriega était une décision relevant exclusivement du Panama et que les États-Unis devaient oublier les « inventions » et les « mythes » créés à propos du chef de l'armée panaméenne.

Cet appel à la réconciliation a peu de chances d'être entendu, et les États-Unis sont revenus à la charge en présentant sur grand écran une interview en direct depuis Washington de M. Michael Kozak, responsable des affaires interaméricaines au département d'État. Deux heures à peine après la cérémonie d'investiture de M. Rodríguez, la salle de conférences des services d'information de l'ambassade des États-Unis à Panama était pleine à craquer de partisans de l'opposition venus écouter les propos très durs de M. Kozak. Malgré la décision du président Bush de supprimer totalement les contacts diplomatiques avec Panama, l'ambassade des États-Unis, dont le personnel a toutefois été réduit de deux cent cinquante personnes à quarante-cinq en un an, est plus active que jamais dans son entreprise de déstabilisation du régime du général Noriega.

BERTRAND DE LA GRANGE.

#### CUBA

### L'ancien ministre de l'intérieur condamné à vingt ans de prison

Le général Abrantes, ancien ministre de l'intérieur et ex-chef des services secrets cubains, qui, à ce titre, avait également été chargé de la sécurité personnelle de Fidel Castro, a été reconnu coupable d'abus de confiance, de négligence et de malversations par un tribunal militaire d'exception, et condamné à vingt ans de prison, jeudi 31 août (nos dernières éditions du 2 septembre).

L'accusation la plus grave parmi celles portées contre le général Abrantes était celle de « négligence dans le service », au titre de laquelle on lui reprochait son inefficacité dans la recherche des responsabilités parmi les fonctionnaires de son ministère dans le cadre de l'affaire Ochoa, le scandale de la drogue cubaine.

Six autres anciens fonctionnaires du ministère de l'intérieur ont été condamnés à des peines allant de cinq à douze ans de prison.

Le président du tribunal militaire était le général de division Ulises Rosales, qui, en juillet dernier, avait présidé la cour martiale qui avait condamné à mort le général Arnaldo Ochoa, le colonel Antonio de La Guardia, le major Alejandro Padron et le capitaine Jorge Martínez.

La relative clémence du tribunal à l'égard de l'ancien ministre destitué et remplacé dès la fin juin, semblerait montrer que des preuves ont été apportées de son manque de célérité dans son enquête interne, mais non pas de sa complicité dans l'organisation de trafic de drogue.

(AFP.)

## Afrique

AFRIQUE DU SUD : l'interpellation de l'archevêque Desmond Tutu

### La vague d'arrestations prend de l'ampleur

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

L'archevêque anglican du Cap, Desmond Tutu, et son épouse ont été interpellés, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, au Cap, en compagnie de trente-quatre personnes. Emprisonnés au poste de police pour vérification d'identité, tous ont été relâchés après trois heures. Les protestataires risquent d'être inculpés pour rassemblement illégal à la périphérie du Parlement.

Ce groupe était descendu dans la rue pour manifester contre le mariage, le matin, d'une vingtaine d'ecclésiastiques qui réclamaient la libération des prisonniers politiques, dont deux d'entre eux, Trevor Manuel et Willie Hofmeyr, ont entamé une grève de la faim il y a quelques jours. Le Prix Nobel de la paix avait déjà passé quelques heures au poste de police, en février 1988, et son épouse avait été interpellée une première fois au début de la semaine dernière en compagnie de cent soixante-dix femmes qui entendaient remettre une note à l'ambassade de Grande-Bretagne. Vendredi encore, cent vingt universitaires ont été interpellés sur la rue alors qu'ils manifestaient dans le Cap en brandissant des pancartes.

Des manifestations, boycotts et marches ont eu lieu un peu partout dans le pays alors que les arrestations de militants anti-apartheid se poursuivent à quelques jours des élections du 6 septembre. Le porte-parole de la police a reconnu qu'environ une centaine de personnes avaient été placées en détention. Le mouvement de protestation a également gagné le secteur industriel où des débrayages ont été observés vendredi pour protester

contre une loi qui restreint la liberté de manœuvre des syndicats. Un mécontentement qui s'est aussi manifesté dans les mines.

Au fur et à mesure que l'on approche du scrutin, l'opposition aux élections, relayée par la campagne de désobéissance civile, qui a débuté le 2 août, prend de l'ampleur. Une nouvelle étape devrait être franchie ce week-end avec une vaste marche prévue au Cap, en direction du Parlement. Les autorités ont prévenu qu'elles agiraient fermement. Un meeting doit également avoir lieu à Soweto. Ces manifestations sont toutes interdites, de même que l'opération pique-nique sur les plages encore ségréguées de Durban dimanche. Les milieux anti-apartheid ont enfin annoncé qu'une marche serait organisée lundi en direction de la prison de Pollsmoor au Cap et celle de Paarl, à 70 kilomètres de là, pour exiger la libération des prisonniers politiques et notamment celle de Nelson Mandela.

Antant de défis qui risquent de dégénérer en affrontements avec les forces de l'ordre. Le rôle du MDM (Mouvement démocratique de masse), à l'origine de la plupart de ces manifestations, est devenu l'un des thèmes principaux de la campagne. Pour une fois, tous les mouvements anti-apartheid ont retrouvé une relative unité. Ils entendent démontrer qu'ils ont voix au chapitre bien qu'empêchés de s'exprimer dans cette consultation qui ne concerne qu'une partie de la population. Le pouvoir hésite encore à réprimer trop durement les contestataires pour ne pas écorner l'image libérale qu'il veut se donner en la personne du président en exercice, M. Frederik De Klerk.

Le MDM est accusé d'être la courroie de transmission de l'ANC

(Congrès national africain) et de recevoir ses ordres de Lusaka (Zambie) où est installé son quartier général. Pour la première fois dans l'histoire de la lutte anti-apartheid, le régime se heurte à une organisation informelle sans structure, sans exécutif déclaré, même si ses principaux dirigeants sont ceux des syndicats ou d'organisations comme l'UDF (Front démocratique uni) interdits d'activités politiques.

MICHEL BOLE-RICHARD.

#### ÉTHIOPIE

### de la guérilla tigréenne

Addis-Abeba, (AFP). — Le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) continuait vendredi 1<sup>er</sup> septembre une offensive dans la province de Wollo, en direction du sud, selon des informations recueillies auprès du Shengo, le Parlement éthiopien, actuellement réuni en session à Addis-Abeba.

Les combats seraient concentrés dans la région de Korem, à plus de 600 km au nord d'Addis-Abeba, où se trouve une garnison gouvernementale, selon les mêmes sources. Le président Mengistu Haile Mariam avait annoncé jeudi au Parlement que le FPLT avait lancé une attaque à l'aube « sur tous les fronts » dans la province du Tigré, ainsi que des opérations dans les régions voisines. Il s'en était étonné parce que, selon lui, un accord avait été conclu en vue d'une rencontre prochaine entre adversaires. Il semble donc, aux yeux des observateurs, que la guérilla tigréenne cherche à s'assurer une position de force avant de s'asseoir à la table de négociations.

Cette offensive intervient une semaine avant l'ouverture de pourparlers — le 7 septembre, aux États-Unis — entre Addis-Abeba et le principal mouvement érythréen, le FPLE (Front populaire de libération de l'Erythrée).

COLOMBIE : la guerre contre la drogue

La guerre déclenchée par le gouvernement colombien contre les cartels de la drogue a été momentanément éclipisée, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, par le réveil du volcan Nevado del Ruiz, situé à trois cents kilomètres de Bogotá, et brusquement entré en activité à 4 heures du matin, déclenchant immédiatement l'alerte maximale de la part des autorités, qui ont ordonné l'évacuation de près de trois mille personnes du voisinage. C'est dans une coulée de boue provoquée par l'irruption du Nevado del Ruiz que vingt-trois mille habitants du village d'Armero avaient trouvé la mort, le 13 novembre 1985.

A Medellin, siège de l'un des principaux cartels de la drogue, la police a annoncé qu'un autobus avait été incendié par des hommes masqués et qu'une charge explosive, placée devant une banque de la ville, avait été désamorcée. Trois cents personnes ont été interpellées, mais un calme relatif régnait en ville, où une unité anti-insurrectionnelle a été dépêchée vendredi.

Aux frontières comme à l'extérieur du pays, la grande offensive anti-drogue soutenue par les États-Unis se poursuit. Washington devait envoyer dès dimanche deux avions cargos C-130B en Colombie, qui seront suivis, le lendemain, de huit avions d'observation OA-37, puis, mardi, de cinq hélicoptères pour le transport de

troupes. A bord de ces appareils se trouvera notamment un lot de gilets pare-balles destinés à la protection des autorités judiciaires colombiennes, contre lesquelles ont été proférées des menaces de mort. Ultérieurement, a expliqué vendredi un porte-parole du Pentagone, seront fournis les véhicules et les armes inclus dans l'enveloppe des 65 millions de dollars d'aide consentie par le président Bush au gouvernement Barco. Enfin, dix conseillers américains sont déjà sur place, de cinquante à cent autres sont attendus.

En Bolivie, le deuxième producteur mondial de feuilles de coca derrière le Pérou, l'un des principaux trafiquants, Jose Ali Parada, en fuite depuis sa condamnation à dix ans de prison en 1987, a été arrêté jeudi par la police anti-drogue. En signe de soutien, le Brésil a, pour sa part, proposé de fermer pendant vingt-quatre heures ses frontières avec la Bolivie et la Colombie, et a commencé à faire brûler les plantations de coca qui s'y trouvaient. Enfin, tandis que Haïti et les États-Unis ont signé un nouvel accord de coopération anti-drogue, l'organisation internationale de police criminelle Interpol faisait savoir qu'elle allait s'implanter davantage en Amérique latine, notamment en Argentine, pour renforcer la lutte contre les trafiquants. — (AFP, Reuter.)

### A Medellin, la peur sous l'indifférence

(Suite de la première page.)

Le mot « guerre » fait tiquer le maire de Medellin. Il ne parle à aucun moment de terrorisme et ne prononce aucune parole vengeresse contre les poseurs de bombes. De ceux-ci, il dit simplement qu'ils « veulent déstabiliser les institutions » et réitére son offre de dialogue avec le pouvoir. Mais ces arguments sont pauvres, il n'est pas très convaincant.

Le directeur d'une entreprise de tourisme, qui ne tient pas à être identifié, avance son diagnostic : « La guerre ? On n'en parlera plus dans un mois. Les négociations, les sautes de biens de la Mafia n'ont rien d'indit. Quand Rodrigo Lara, ministre de la justice, a été assassiné il y a cinq ans, le gouvernement avait également lancé une offensive dans tout le pays. Et puis, la police était retombée. Vous verrez que, bientôt, on ne se donnera plus grand mal pour arrêter les narcotrafiquants ». Le scepticisme et l'absence d'adhésion des citoyens à toutes ces opérations sont plusieurs années dans la deuxième ville de Colombie.

Il y a bien longtemps, en effet, que la Mafia de la drogue a imposé ici, sinon sa loi, du moins sa présence et ses mauvaises manières. Le « sicaire », le tueur recruté dans les couches marginalisées de la société, a une silhouette aussi nette que celle des mafiosi siciliens, avec leurs chaussettes blanches et leurs cheveux brillants : c'est un jeune, un respecté du chômage et de la délinquance, qui, une fois nanti de son arme et de ses protections, se livre à des rodéos pétaradants dans les rues de la ville, la chemise bien ouverte sur ses chaînes en or, l'insulte à la bouche, avec l'assurance de l'impunité. Il est l'élément primitif d'une organisation qui a aussi des mercenaires d'un niveau plus élevé, entraînés au maniement de l'explosif et de la voiture piégée.

Les enquêtes de ces dernières semaines ont révélé que des instructeurs étrangers avaient formé à partir de 1987, dans la région du Moyen-Magdalena, des groupes d'autodéfense destinés à protéger les grands planteurs agricoles contre la guérilla, avec financement et contrôle de la Mafia.

Pablo Escobar et les frères Ochoa, « capos » du cartel de Medellin, n'ont pas toujours été clandestins pour les notables locaux. *Mafioso a vu Pablo Escobar il y a trois ans dans un supermarché*, raconte un hôtelier. On décrit des fêtes où ces messieurs se montraient sans crainte d'apparition d'être dérangés. Il est vrai que depuis ils sont traqués. Les offres commerciales de négociations sont dues à l'impossibilité où ils se trouvent de jouer tranquillement de leur argent. Se cacher, se faire discrètement deux nuits de suite dans le même lit, ne pas pouvoir aller au restaurant ou au cinéma comme tout le monde, quel ennui !

De l'avis des spécialistes, les parias, dont les journaux alignent les portraits depuis deux semaines comme ceux des tueurs de westerns, ont commis deux erreurs capitales : ils ont effiché leur fortune et voulu faire de la politique.

« Erreurs de gens qui ont été pauvres et qui ont la richesse ostentatoire », explique M. Mario Arango, conseiller municipal de Medellin, auteur de plusieurs ouvrages sur la Mafia. Les propriétés somptueuses et l'action municipale de Pablo Escobar ont contribué, autant que ses méfaits, à détruire son personnage. Il a commencé à se faire connaître à la fin des années 70 en construisant des logements, des terrains de sport, en installant le tout-à-l'égout dans des quartiers déshérités. Il a vu dans le nouveau libéralisme, fondé par Luis Carlos Galán, un mouvement d'avenir capable de diriger le pays et il a voulu obtenir son appui pour gagner un siège de député. Mais Galán a dit « non ». Tout le monde se souvient de ce « non » retentissant, prononcé en 1983 dans un meeting de la ville. L'insulte n'a jamais

été pardonnée. Et l'assassinat de Galán trouve son explication, en partie, dans cette blessure faite au machisme d'un homme dont on dit que, sur ce point, il est bien représentatif de la région. Bref, le tort de Pablo Escobar est d'avoir été trop voyant, comme ce fut celui de Carlos Lehder, fondateur du Mouvement latin national, à résonance fasciste, qui multipliait volontiers les interviews avant d'être extradé aux États-Unis. Comme c'est aussi celui de Rodriguez Gacha, dit « le Mexicain », abonné à l'assassinat en série de militants communistes.

« Les uns et les autres se sont désignés aux poursuites des États-Unis », explique Mario Arango. Mais les nouvelles générations de narcos sont plus discrètes. Il y a dans les principales villes de Colombie des chefs de réseau que personne ne connaît, qui jouissent de leur fortune sans être inquiétés.

Mario Arango analyse en économiste et en sociologue l'irruption de l'argent de la drogue dans la société locale. « Pendant cinquante ans, jusqu'en 1970, Medellin a stagné, dit-il. Il n'y a pas eu d'entreprise nouvelle et la bourgeoisie d'Antonio restait la même, très fermée. Avec l'argent de la cocaïne, la ville a connu un boom et les élites économiques, qui étaient toutes blanches il y a vingt-cinq ans, sont devenues un peu plus sang-mêlé. Le trafic de narcotique — qui utilise 1 700 000 personnes dans tout le pays — a permis l'éclosion de nouvelles couches sociales. Il a intégré des chômeurs, des délinquants, des éléments appartenant aux secteurs décadents de la société. Une bourgeoisie s'est formée, inculte, sans idéologie précise, sinon une haine du communisme, car celui-ci contrarie ses intérêts ».

#### Profit hypocrite

Que les barons de la cocaïne aient stimulé l'économie du pays, comment en douter ? Ils ont investi massivement dans l'élevage et 60 % des terres cultivables, si l'on en croit certaines sources, leur appartiennent. Ils ont fait grimper le prix dans l'immobilier. Ils possèdent des agences de voyages, des hôtels, des entreprises de tourisme. « Les banques se disputent leur argent », affirme Mario Arango. Et pour l'argent de la drogue dans la société locale, il a intégré des chômeurs, des délinquants, des éléments appartenant aux secteurs décadents de la société. Une bourgeoisie s'est formée, inculte, sans idéologie précise, sinon une haine du communisme, car celui-ci contrarie ses intérêts ».

Les liens entre les fortunes traditionnelles et l'argent de la coca sont sans doute nombreux, mais malaisés à établir. A en croire un notable de Medellin, pas un potentat de la finance et de l'industrie locale n'échappe aux soupçons. Mais les classes dominantes profiteraient de la manne de façon hypocrite, clandestinement, sans admettre en leur sein ces parvenus que sont les capos de la mafia. Il y aurait donc chez ces derniers un certain ressentiment à l'égard d'une oligarchie dénoncée en toute clarté comme « un adversaire à combattre », au même titre que les juges et les journalistes pas assez complaisants.

Un phénomène typiquement capitaliste — tout comme l'a été l'exploitation de la main d'œuvre servile, — favorisant l'émergence de nouvelles classes sociales dans une société longtemps figée : dans la bouche des analystes tels que Mario Arango, qui se dit marxiste, le narcotrafic repolit ses lettres de noblesse en même temps que son explication. Mais l'heure n'est pas aux analyses. Après que le couvre-feu a été décrété, le conseil municipal débitera sur la décision prise par le maire. Trois conseillers ont voté contre, six élus seulement sur quarante ont soutenu

la proposition de dialogue avec les narcos avancée par M. Juan Gomez Martinez. Si l'opinion publique à Medellin était encore divisée il y a quelques années sur l'opportunité d'une négociation avec la mafia, l'assassinat de Galán l'a sondée dans le refus d'une telle solution et dans le désir de fermeté, du moins apparent.

Les journaux colombiens viennent de se prononcer dans le même sens. Dans une déclaration commune, publiée le 1<sup>er</sup> septembre, ils approuvent les mesures répressives prises par le président Barco, en souhaitant qu'elles ne soient pas provisoires. Se disant « les interprètes du sentiment populaire », ils lui demandent d'organiser une consultation nationale « pour trouver une solution à la crise et vaincre les ennemis de la démocratie ».

A Medellin, pourtant, les journalistes continueront, sans doute, d'être prudents. Non par manque de courage, mais parce que les narcos ont imposé des limites à leur volonté de tout savoir. « Nous ne faisons pas une couverture approfondie du narcotrafic », explique le directeur adjoint d'un quotidien. Si nous cherchions à découvrir où se trouve Escobar, nous signerions notre condamnation à mort. Alors, nous reproduisons les communiqués et les rapports officiels, et nous trichons en publiant les informations données par la presse et la télévision étrangères. Nous avons affaire à une multinationale de la terreur, qui veut non seulement l'argent, mais le pouvoir, et fait tout pour que s'installe en Colombie un gouvernement fantoche qu'elle pourrait influencer à son gré ».

CHARLES VANHECKE.

## Asie

AFGHANISTAN

### La libération du médecin français Xavier Lemaire serait imminente

KABOUL  
de notre envoyé spécial.

La délégation française venue à Kaboul pour obtenir la libération du médecin Xavier Lemaire (le Monde du 30 août) est repartie samedi 2 septembre pour Paris. M. Didier Leroy, représentant du quai d'Orsay, avait remis vendredi soir aux autorités afghanes un message personnel de M. Mitterrand au président afghan, M. Najibullah.

Dès l'arrivée de la délégation française à Kaboul, il y a une semaine, il était évident que Xavier Lemaire ne serait pas relâché sans un message du chef de l'Etat français, mais l'Élysée n'a, semble-t-il, pris cette décision que vendredi après-midi. Il y a plusieurs mois (le Monde du 29-30 mai 1988), le journaliste français Alain Guillot n'avait été libéré que grâce à une lettre semblable de M. Mitterrand, que les autorités afghanes avaient sollicitée.

Pour M. Najibullah, dont le régime est jugé « illégitime » par la plupart des pays occidentaux, toute marque de reconnaissance internationale, même si celle-ci est très indirecte, contribue, du moins le pense-t-on à Kaboul, à rompre l'isolement diplomatique du régime afghan. Washington avait adressé une lettre du gouvernement américain pour obtenir la libération en juillet dernier du photographe Tony O'Brien et Rome en avait fait de même pour parvenir à la libération du journaliste italien Fausto Bilavero. Le préalable de la lettre de M. Mitterrand étant levé, la libération de Xavier Lemaire pourrait donc intervenir rapidement.

L. Z.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR

### Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI, LM

Explo. Suisse, Graphologie, 8100 Yverdon, tél. 026 301 30 30, tél. 026 301 30 30

صلى الله عليه وسلم



## Diplomatie

A la veille du sommet de Belgrade

### Le non-alignement à l'heure du réalisme yougoslave

La IX<sup>e</sup> Conférence au sommet des pays non alignés se tiendra à Belgrade du 4 au 7 septembre en présence d'une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement (1). Elle a été précédée, ces jours derniers, par la réunion des experts, puis par celle des ministres des affaires étrangères chargés des ultimes préparatifs.

Vingt-huit ans après la première conférence du mouvement (tenue, elle aussi, dans la capitale yougoslave), cette réunion devrait favoriser l'adaptation du mouvement - de ses objectifs, de ses procédures et de son discours - aux nouvelles réalités internationales. Faut-il dire que les non-alignés, affaiblis par leurs divisions, handicapés par le décalage entre leurs prises de position et une capacité d'action limitée, et dans certains cas pris à contre-pied par la perestroïka, risquent de se retrouver de plus en plus marginalisés face à un Occident triomphant ?

La Yougoslavie, forte de son passé de membre fondateur des non-alignés, d'une nouvelle présidence du mouvement pour trois ans et du soutien d'une majorité de pays membres, entend freiner une telle dérive. Elle s'efforce de redorer le blason du mouvement sur la scène internationale.

Et, en même temps, de rehausser sa propre image de marque, passablement ternie ces dernières années par ses convulsions politiques et économiques internes.

A l'heure de la détente Est-Ouest, de l'intégration accrue des économies occidentales, de l'alourdissement de la dette du tiers-monde et de l'enlisement du dialogue Nord-Sud, Belgrade est plus que jamais persuadée que l'efficacité du groupe des non-alignés - sinon, à terme, sa survie - passe par le « recentrage », le « réalisme » et la « modernisation ». Les Yougoslaves veulent en finir - autant que faire se peut - avec l'esprit de confrontation et les positions dogmatiques héritées de la guerre froide. Réalisme, pragmatisme et concertation devraient être les mots-clés de cette IX<sup>e</sup> Conférence.

Le ministre yougoslave des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, a d'ailleurs insisté, ces jours-ci, sur « la nécessité de nouvelles initiatives formulées dans un nouvel esprit constructif de négociation et de conciliation ». Pour le ministre, la détente Est-Ouest, loin de sonner le glas des non-alignés, leur donne un « nouveau souffle ». Compte tenu du nombre et de la complexité des problèmes qui affectent la planète, mais que la détente ne résoudra pas miraculeusement, les non-alignés ont toujours fort à faire. M. Loncar a attiré l'attention sur les problèmes économiques, tout particulièrement sur les déséquilibres Nord-Sud - qui ont atteint une dimension dramatique et dangereuse. Tout indique d'ailleurs que le nouveau réalisme préconisé par la Yougoslavie donnera la priorité aux problèmes économiques concrets plutôt qu'à des questions politiques suscitant des polémiques mille fois ressassées.

#### La modernisation du mouvement

Les grands problèmes internationaux et régionaux ne seront toutefois pas absents. Une fois de plus, on s'attend à des débats difficiles sur les questions d'Afghanistan, du Liban, du Golfe, et de l'Amérique centrale. L'Afrique du Sud devrait faire l'actualité, comme ce fut le cas lors du dernier sommet, à Harare (Zimbabwe). On laisse également entendre que cette IX<sup>e</sup> Conférence tentera de faire aboutir un projet de conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Elle aura, par ailleurs, à se pencher sur la question des droits de l'homme, inscrite - pour la toute

première fois - à l'ordre du jour. Enfin, les délégués auront une nouvelle fois à se prononcer sur la question d'une réforme de certaines structures, pratiques et procédures du mouvement, jugées depuis longtemps d'une lourdeur et d'un formalisme paralysants.

Reste à savoir si les pays non-alignés tels que Cuba, la Corée du Nord, la Libye, le Vietnam et d'autres encore, qui ont longtemps œuvré pour une inflexion prosoviétique du mouvement, et qui ont fait preuve d'un anticapitalisme et d'un anti-impérialisme militants, s'accommoderont des propositions yougoslaves de « modernisation ». Selon ce groupe de pays rétifs à toute détente, ces thèmes reviennent en effet à faire accepter par les non-alignés la suprématie politique et la logique économique de l'Occident dans les affaires du monde.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Le mouvement est composé de 101 membres : 99 Etats plus l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) et le mouvement nationaliste de Namibie, la SWAPO. Le Venezuela doit prochainement se joindre au mouvement. Lors de la première conférence, en 1961 à Belgrade, les non-alignés étaient au nombre de 25.

#### En visite aux Etats-Unis

### Le premier ministre japonais s'est montré ferme sur le contentieux commercial

WASHINGTON  
de notre correspondant

Le nouveau premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, a toutes raisons de s'estimer satisfait. Sa visite inaugurale aux Etats-Unis s'est déroulée aussi harmonieusement que possible. Il a été reçu avec tous les égards par le président Bush, qui a interrompu ses vacances et est revenu quelques heures à Washington pour l'accueillir « dans les formes ». Surtout, il s'est abstenu de toute concession apparente aux Américains.

De toute évidence, il s'agissait pour la partie américaine de rendre un service au nouveau premier ministre, et nullement de tenter de tirer profit de sa faiblesse politique pour exercer des pressions sur lui. Après tout, les Etats-Unis auraient tout à perdre à une aggravation de la crise

politique au Japon, surtout si elle devait conduire à une relance du pouvoir au profit des socialistes.

M. Bush a donc fait état du « large accord » qui se serait manifesté au cours des entretiens et du déjeûner qui a suivi, tout en s'abstenant d'entrer dans les détails. Naturellement on n'a pas été jusqu'à passer sous silence l'objet du principal contentieux entre les deux pays : l'énorme excédent commercial japonais, qui dépasse 50 milliards de dollars. Le président Bush a lui-même déclaré que, si le Japon était reconnu comme « une superpuissance de l'exportation », « le temps était aussi venu pour qu'il devienne une superpuissance de l'importation ».

Pour cela, et maintenant que la plupart des barrières protectionnistes ont été levées par la partie japonaise, Washington souhaite que Tokyo s'attaque sérieuse-

ment à ce qu'il est convenu d'appeler les « obstacles structurels » qui freinent les ventes de produits étrangers au Japon. La réduction de ceux-ci est au centre des conversations bilatérales qui se sont engagées entre les deux pays : le Congrès, fort de la nouvelle loi sur le commerce adoptée l'été dernier, se fait de plus en plus pressant, et l'administration est forcée d'en tenir compte. Le Japon figure, en compagnie du Brésil et de l'Inde, parmi les pays que l'administration a fermement priés, en mai dernier, de modifier leurs pratiques commerciales, une mise en demeure qui avait été accueillie avec aigreur à Tokyo.

Au cours du déjeuner à la Maison Blanche, le secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, a d'ailleurs souligné qu'il était « important » que les conversations en cours à propos des obstacles au commerce fassent marquer « par un progrès d'ici au printemps prochain ». Mais le premier ministre japonais a refusé de s'engager. « Je ne peux garantir que de tels progrès seront réalisés d'ici au printemps », a-t-il déclaré à M. Bush : difficile de faire plus clairement preuve de fermeté à l'égard de l'ami américain, et, en bonne logique politique, de faire bonne impression sur le public japonais.

M. Kaifu a donc eu ce qu'il voulait : une consécration américaine, nullement minée par le fait qu'il est le troisième premier ministre de son pays à rencontrer le président Bush en l'espace de six mois. Les Américains, eux, ont accepté, pour la bonne cause, de prendre leur mal en patience, tout en faisant assez clairement comprendre que cette patience ne durera guère, et certainement pas au-delà des prochaines élections au Japon.

JAN KRAUZE.

#### La rencontre Mitterrand-Thatcher

- Léger progrès sur l'Europe sociale
- Impasse persistante sur les questions monétaires

LONDRES  
de notre correspondant

M. Mitterrand et M<sup>me</sup> Thatcher ont décidé « d'intensifier les contacts officiels » à propos de la charte sociale européenne, a indiqué vendredi 1<sup>er</sup> septembre un porte-parole britannique à l'issue de la visite de travail de quelques heures effectuée par le président français en Grande-Bretagne. M<sup>me</sup> Thatcher souhaite « avancer point par point pour éviter les malentendus » et n'a pas développé d'arguments idéologiques hostiles au principe même d'une telle charte, a-t-on indiqué du côté français.

Si la « Dame de fer » n'est sans doute toujours pas convaincue du bien-fondé d'une législation uniforme dans toute la CEE en matière de droit syndical et de vie de l'entreprise, elle a donc gardé cette fois-ci ses réflexions pour elle-même. Elle a également accepté que, par collaborateurs interposés, Français et Britanniques procèdent, d'ici la fin du mois de septembre, à une étude détaillée du projet de charte sociale, afin de dresser un tableau des accords et des désaccords.

M. Mitterrand et M<sup>me</sup> Thatcher ont déjeuné ensemble à Chequers, résidence de campagne des premiers ministres britanniques. Leurs ministres des affaires étrangères, MM. Roland Dumas et John Major ont eu des entretiens parallèles. C'était pour ce dernier, qui a succédé à sir Geoffrey Howe lors du remaniement ministériel de juillet, sa première rencontre avec un de ses collègues européens. Les conversations ont été qualifiées d'« informelles et très amicales » par les Britanniques.

melles et très amicales » par les Britanniques.

M. Mitterrand, qui exerce la présidence de la Communauté depuis le 1<sup>er</sup> juillet, souhaitait surtout parler des affaires européennes. Il a donc été question du processus d'intégration européenne et des questions monétaires, ainsi que des demandes d'adhésion de l'Autriche et de la Turquie. Aucun progrès ne semble avoir été enregistré à propos de l'union monétaire, même si M. Mitterrand a réaffirmé son intention de relancer les travaux pendant les quatre mois de présidence française.

Le premier ministre britannique et M. Mitterrand ont longuement évoqué la situation en Pologne, notamment la façon dont les Occidentaux pouvaient aider le gouvernement de M. Mazowiecki, et en Hongrie. M. Mitterrand et M<sup>me</sup> Thatcher ont également parlé de la lutte engagée par le gouvernement colombien, avec l'aide des Etats-Unis, contre les producteurs et les trafiquants de drogue. Le premier ministre britannique a enfin déclaré qu'elle « comprenait et appuyait » la politique française au Liban.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● Rencontre de MM. Baker et Chevardnadze le 22 septembre. M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, et son collègue soviétique M. Edouard Chevardnadze se rencontreront les 22 et 23 septembre dans un parc national du Wyoming aux Etats-Unis, a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> septembre le département d'Etat. — (AFP.)

VIVIS ROUSSET ROUARD présente

## Une réussite !

attends moi au Ciel

## LE PREMIER ÉVÉNEMENT DE LA RENTRÉE

J. Sictier  
Le Monde

Le film le plus émouvant de la rentrée.

D. Attali  
**Le Journal**

On pourrait y rester des heures.

O. Grand  
**COSMOPOLITAIN**

Quelle jolie réussite !

A. Copperman  
**Les Echos**

Des trésors de sensibilité et d'émotion.

J.C. Loisean  
**FOURMAGASIN**

René Féret réussit l'improbable :

atteindre l'universel.

M.F. Leclerc  
**le point**

D'une sensibilité et d'une justesse admirables,

un film superbe.

P. Tretack  
**E.L.L.E.**

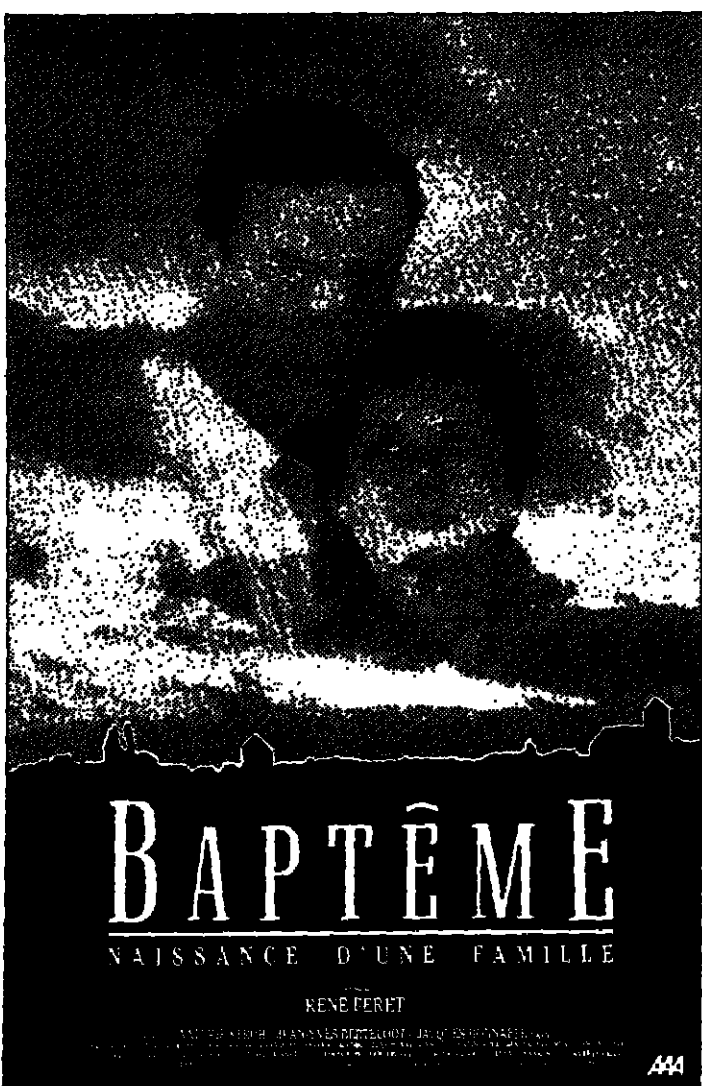
Simple et beau comme la vie,

unique.

J.M. Frodon  
**(A SUIVRE)**

On prend un plaisir extrême.

C.M. Trémois  
**Télérama**



Vous n'avez pas le droit de manquer BAPTEME

M. Pascal  
**Europe 1**

Très certainement

le plus joli film français de l'année.

E. Leguebe  
**Le Parisien**

On ne peut pas faire plus beau !

C. Clouzot  
**BIBA**

Un film débordant d'amour.

F. Jonquet  
**le quotidien**

Un film ample et généreux,

tendre et intimiste.

M. Rebichon  
**STUDIO**

Que c'est bon de pleurer comme ça !

Diastene  
**Jeune**

De la tendresse à revendre.

J. Tenret  
**BEAUTÉ**

Émouvant comme un bonheur.

M. Neubourg  
**MarieFrance**

Le parfum d'une époque.

Un peu de la France, un peu du monde,

un peu de nous.

M.N. Tranchant  
**LE FIGARO**

# Politique

## La politique du gouvernement

### Le premier ministre explique son « pacte de croissance »

M. Michel Rocard a expliqué, vendredi 1<sup>er</sup> septembre à Risoul (Hautes-Alpes), à l'occasion de l'Université d'été du Parti socialiste, ses intentions, en affirmant : « La perspective est d'arriver à une société de responsabilité, l'égalité des chances peut se concrétiser par là. Elle suppose la généralisation d'une pédagogie différenciée dans l'éducation, l'extension de la formation permanente, l'approfondissement d'une dimension contractuelle dans la politique salariale qui puisse distinguer les parts respectives de la croissance nationale, des performances de l'entreprise ou du service et du travail individuel. Elle suppose, en outre, une fiscalité repensée du patrimoine, l'accès plus aisé aux biens collectifs ».

Le premier ministre a rappelé que « la question de la répartition équitable des fruits de la croissance quand il y en a - et c'est le cas en ce moment - se pose dans le soubassement d'un équilibre fragile » : celui de faire reculer l'aggravation des inégalités et l'exclusion des moins forts - sans affaiblir le dynamisme, l'efficacité, la stimulation - de notre système économique. Si la rémunération et l'emploi des travailleurs indépendants et des salariés - directement liés à l'effort, se traduisent dans les comptes de l'entreprise (...), toute différence est

la situation des agents publics, ceux de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics ».

M. Rocard a insisté sur le fait que « l'économie est convalescente ». « Une économie qui compte deux millions cinq cent mille chômeurs n'est pas une économie en bonne santé » et « une économie qui achète à l'étranger beaucoup plus qu'elle ne lui vend, faute d'avoir investi assez, et à temps, n'est pas une économie guérie ».

Cette convalescence ne sera pas « un prétexte pour refuser toute amélioration » de la situation des agents publics, M. Rocard a souligné que ces derniers accèdent à « une répartition équitable et qui ne porte que sur une richesse vraie, produite ». « Ils auront leur juste part, mais je refuserai toujours qu'elle soit payée en assignats », a-t-il insisté.

#### Trois tiers

Si le premier ministre propose « à l'ensemble du pays » ce « pacte de croissance », il faut qu'il devienne une règle de conduite pour les collectivités publiques. « Concrètement, cela signifie que les progrès enregistrés par notre économie doivent être partagés entre trois types

de dépenses, au moins au-delà d'un certain seuil », a-t-il expliqué. Deux conditions déterminent, selon M. Rocard, ce seuil à partir duquel « la richesse est réelle », à savoir que, d'une part, « le gouvernement et les socialistes (...) doivent toujours être les premiers à se préoccuper des chômeurs ». Il faut donc que la répartition des richesses permette, avant tout, « d'offrir un emploi au moins aux 170 000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail ».

Le « pacte de croissance » doit financer trois types de dépenses, réparties en trois tiers : « La création d'emplois (...) car nous ne nous contenterons pas de la stabilisation du chômage ; la préparation de l'avenir, l'éducation, la formation, la recherche et l'investissement ; le pouvoir d'achat et la politique des salaires ». M. Rocard affirme qu'il propose là « une mini-révolution » consistant à « passer de l'idée ancienne et dangereuse d'indexation des salaires sur les prix à l'idée nouvelle de pacte de croissance ». « La règle du jeu sera claire et connue, son respect assurément vérifiable », a-t-il ajouté dans la mesure où « ce qui sera bon pour tous les salariés sera également bon pour chacun et dans une juste proportion. Là se trouve la traduction sociale de l'économie mixte. Là se trouve la solidarité

profonde entre le secteur public et le secteur privé ».

Le pacte de croissance va se concrétiser, a annoncé M. Rocard, avec l'adoption, le 13 septembre, d'un nouveau plan de lutte contre le chômage et avec la présentation, le 20 septembre, du projet de budget axé sur l'éducation et la recherche. « Entre ces deux dates, a également précisé le premier ministre, je proposerai ce pacte de croissance aux organisations syndicales et je ferai en sorte que sa mise en œuvre soit préparée en étroite concertation avec elles ».

« Au-delà des mesures catégorielles (...), cela pourra se traduire, a de surcroît avancé le chef du gouvernement, par une sorte de prime de croissance, pour les agents publics dont le versement et le montant seront liés aux performances d'ensemble de l'économie nationale. Ce pacte de croissance « correspond », à encore affirmé M. Rocard « au mandat que m'a donné le président de la République et aux valeurs qui font les socialistes. A ceux qui nous reprocheraient désormais de ne pas faire assez sur un des trois volets, il reviendra de dire clairement lequel des deux autres il serait prêt à sacrifier ».

### M. Rocard prépare aussi le congrès du parti

RISOU (Hautes-Alpes)  
de nos envoyés spéciaux

M. Jean-Paul Huchon, directeur de cabinet du premier ministre, avait, le mardi 29 août, en Arvign, déblayé le terrain en définissant un premier bilan de l'action de M. Michel Rocard à Matignon, et en tranchant ses perspectives, les fameux « onze travaux d'Hercule ». Vendredi, à Risoul, dans son discours de rentrée, le chef du gouvernement a repris le mode d'emploi de l'ensemble en énonçant notamment la partie la plus novatrice de ses propositions, la création d'un « pacte de croissance », qu'il est prêt à mettre en œuvre dans le secteur public, et dont il recommande au secteur privé de s'emparer.

Tel que le premier ministre l'a défini - les gains de croissance divisés en trois tiers, l'un pour l'emploi, l'autre pour l'investissement et la formation, le dernier pour le pouvoir d'achat - ce pacte de croissance reprend et prolonge la théorie des trois tiers déjà exposée par M. Rocard lors de l'émission « Questions à domicile » au printemps dernier. Plus profondément, cette idée plonge ses racines dans la substance même du rocardisme, tel que le premier ministre l'avait expliqué en 1987, dans son livre *Le Cœur à l'ouvrage*, et tel qu'il s'engage à le mettre en pratique depuis son arrivée à Matignon, en dépit des critiques et des oppositions, voire des sarcasmes, que suscite son action.

Dans le pacte de croissance se retrouvent en effet deux de ses idées essentielles : le contrat et la transformation progressive de la société, la seconde devant se faire par le biais du premier, devenu un moyen essentiel de gouvernement. Pour le premier ministre, il s'agit de convaincre que ce pacte, fondé sur l'idée de compromis, ne se limite pas pour autant à la seule gestion consensuelle de la société. Le raisonnement de M. Rocard est schématisé comme suit : après l'échec historique du communisme, le « socialisme démocratique » est désormais bien placé pour devenir un modèle dominant, mais « une course de vitesse » est engagée avec le capitalisme. Si les socialistes français veulent gagner cette course, ils ont intérêt à définir un modèle attractif qui prenne en compte l'évolution d'une société complexe - tout en s'adressant à l'ensemble des acteurs de cette société.

La proposition d'un pacte incarne, aux yeux de M. Rocard, ce nouveau socialisme, et c'est pourquoi le premier ministre précise que, avec ce contrat, « le chef d'entreprise ou le salarié, actif ou inactif, a le même intérêt, et j'allais dire, le même investissement ».

Le premier ministre se doutait probablement que sa proposition n'allait pas être l'unanimité syndicale, voire dans celle du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement. Fixer la « gauche » du PS, telle est la fonction de la présence de M. Poperen au gouvernement depuis bientôt seize mois. A l'approche du congrès, et alors que les querelles des mitterrandistes provoquent un certain désordre, M. Poperen représente, pour M. Rocard, un facteur de stabilité non négligeable.

que le premier ministre, visionnaire audacieux, a tracé les voies d'un nouveau dialogue entre gouvernement et acteurs sociaux, dialogue qui permettra de tenir les deux bouts de la chaîne d'une société guettée par le dualisme, voire le « tréalisme ». Selon cette interprétation, ceux qui critiquent le premier ministre méconnaissent un combat d'arrière-garde, à courte vue.

Interprétation inverse : le premier ministre, s'obstinant à ne pas tenir compte des demandes de la base sociale du PS, camoufle sous un langage théorique le pilotage à vue des conflits sociaux. Crispé sur une rigueur qu'il égare d'ailleurs, catégorique par catégorique, il finira par scier la branche sur laquelle est assis le gouvernement.

M. Rocard, quant à lui, a une nouvelle fois, affirmé qu'une société « de moins en moins homogène » justifie la « démarche du gouvernement de traiter en fonction de leur spécificité les conflits sociaux auxquels il a eu à faire face ».

#### Avec la complicité de M. Poperen

En réservant l'explication de sa proposition de pacte de croissance aux socialistes réunis à Risoul, M. Rocard a voulu se situer, lui aussi, dans le débat qui s'annonce au PS, en vue du congrès de mars 1990. Il l'a fait en privilégiant un dialogue implicite avec M. Jean Poperen, le ministre des relations avec le Parlement, qu'il appelle volontiers son « vieux complice », et qu'il pratique en effet depuis trente ans. Au congrès de Lille, en 1987, on avait déjà observé l'accord tacite qu'associait à M. Rocard M. Poperen en rupture avec le courant mitterrandiste, après avoir été écarté par M. Jospin du poste de numéro deux du PS.

Dans la présentation même de son projet, M. Rocard a utilisé des arguments et des mots privilégiés de longue date par P. Poperen, qui ne peut que se réjouir de voir le premier ministre estimer, comme lui, que la disparition de « l'idée ancienne et dangereuse d'indexation des salaires sur les prix » rend nécessaire le pacte - il n'a pas dit l'« indexation », mais cela revient au même - de croissance.

MM. Rocard et Poperen ne disent quand même pas tout à fait la même chose : l'un propose un mécanisme d'intéressement des salariés du secteur public à la croissance, tandis que l'autre réclame une négociation générale incluant le patronat, et à visée « redistributive ». Il est vrai que M. Poperen ne dit pas comment il compte amener les chefs d'entreprise à la table de négociation, en l'absence de toute mobilisation des salariés du secteur privé.

En valorisant ainsi M. Poperen et le courant qu'il annonce au sein du PS, le premier ministre l'aide à jeter le trouble dans la base mitterrandiste, voire dans celle du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement. Fixer la « gauche » du PS, telle est la fonction de la présence de M. Poperen au gouvernement depuis bientôt seize mois. A l'approche du congrès, et alors que les querelles des mitterrandistes provoquent un certain désordre, M. Poperen représente, pour M. Rocard, un facteur de stabilité non négligeable.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI  
et PATRICK JARREAU.

### Le « partage » est devenu la loi des socialistes

RISOU (Hautes-Alpes)  
de notre envoyé spécial

Pour faire une université d'été, il faut un lieu qui évoque les vacances, des militants qui aient envie d'y passer quelques jours à prix modique et d'entendre parler de politique entre un barbecue et une soirée dansante et, si le parti est au pouvoir, des ministres, beaucoup de ministres.

Si peu d'été - il pleut - et pas du tout d'université : la réunion organisée par le PS à Risoul, dans les Hautes-Alpes, a satisfait aux règles du genre. Les ministres défilent, arrivant en hélicoptère pour les plus titrés (successivement MM. Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy et Michel Rocard) ou en voiture. Certains enfilent prestement un chandail (M. Jean Poperen) ou une chemise polo (M. Jospin), avant d'entrer en scène. Ils repartent sous les applaudissements à peu près invariables des militants, après avoir répondu à quelques questions, parfois surprenantes, rarement impertinentes.

Vendredi 1<sup>er</sup> septembre, en attendant la venue de M. Rocard, clou de la rencontre, les socialistes réunis à Risoul ont commencé la journée avec M. Poperen. Pour le ministre des relations avec le Parlement, la « question principale » posée au PS, comme au gouvernement, est celle d'une meilleure « redistribution des fruits de la croissance ». Celle-ci, a-t-il observé, ne peut être assurée par le libre jeu du marché. Le marché du travail, en effet, fait peser sur les salariés la pression de la masse des chômeurs, mécanisme qui a pour effet de limiter les rémunérations en « grignotant » le système de garanties sociales issu du Front populaire et de la Libération. D'où la nécessité d'un « nouveau compromis » entre les « forces dominantes de l'économie » et le « monde du travail », qui doit reposer, selon M. Poperen, sur une « indexation de croissance », liant des salaires au progrès économique.

#### Un compromis à trois

M. Poperen prévenait que le compromis auquel il pense devrait associer trois partenaires : le gouvernement, mais aussi le patronat et, par conséquent, les salariés du secteur privé comme ceux du secteur public. Le ministre des relations avec le Parlement reste fidèle à l'idée de grandes négociations sociales qu'il défend depuis plusieurs années. Il a précisé qu'elles devraient prendre la forme de rencontres biennales, un peu comme il existe la conférence agricole annuelle.

M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, a déclaré que les socialistes sont « tous d'accord » pour penser

qu'« on ne peut pas ne rien faire pour ceux qui n'ont guère bénéficié de la croissance ».

Signataire du texte présenté en juillet par M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, pour l'unité du courant mitterrandiste, M. Estier a déclaré que celle-ci peut se faire « à une condition : que chacun admette que l'objet du congrès de Rennes ne sera pas la succession de François Mitterrand ». M. Michel Pezet, ancien candidat officiel du PS à la mairie de Marseille, inculpé dans l'affaire de la SORMAE, a fait à ce moment son entrée sous les applaudissements de la salle.

Aux journalistes, M. Estier a expliqué que les mitterrandistes devraient, selon lui, parvenir à un accord lors de la réunion du comité directeur, dite de synthèse, fixée à la mi-janvier. Il a assuré que M. Mermaz n'a pas pour objectif de remplacer M. Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire du parti. Si les socialistes, comme le dit M. Estier, estiment tous qu'il faut faire « plus et mieux », M. Bérégovoy aurait dû, en bonne logique, passer un mauvais quart d'heure à Risoul. Or, le ministre de l'économie a été vivement applaudi. S'il lui arrive, sous les critiques, de se prendre « pour saint Sébastien », M. Bérégovoy a pu dire qu'il est « un saint Sébastien à l'humour tranquille ».

#### M. Bérégovoy : le martyr de la rigueur

Le martyr de la rigueur ne semble pas trop souffrir. A ceux (MM. Jean-Marie Bockel et Julien Dray, récemment à Mulhouse) qui lui reprochent de gouverner « du pareil au même » par rapport à la droite, le ministre de l'économie a recommandé de « tenir leurs langues » jusqu'au débat budgétaire, qui montrera que l'opposition n'est pas du même avis qu'eux.

M. Bérégovoy a défendu la priorité donnée à l'investissement, car « deux millions et demi de chômeurs, c'est trop », a-t-il souligné, en se demandant « si on en a encore conscience ». Il faut, certes, a-t-il dit, « quand on parle de partage, commencer par celui du travail », qui doit se faire « progressivement », mais il faut aussi « encourager les bénéfices à se réinvestir », car les entreprises françaises « sont encore sous-capitalisées ». Cela n'interdit pas les réformes : le RMI, l'ISF, le plan d'épargne populaire, « voilà de la gestion accompagnée de réformes ! » s'est exclamé M. Bérégovoy. Selon le ministre, la baisse de la TVA, imposée par le marché unique européen, est aussi une mesure sociale puisqu'elle réduit la fiscalité indirecte, que les socialistes ont toujours considérée comme injuste.

La suppression du plan d'épargne-retraite, mis en place

par M. Edouard Balladur, va entraîner, a dit M. Bérégovoy, la disparition, sur les années 1989-1991, d'environ 6 milliards de francs d'avantages fiscaux « injustifiés », équilibrant les 6 milliards de nouveaux allègements en faveur de l'épargne. Le ministre souhaite, en outre, « que la réflexion continue et qu'on puisse demander plus » à l'impôt sur la fortune.

Quant à la libre circulation des capitaux et aux mesures fiscales qu'elle impose, M. Bérégovoy n'a pas caché qu'il avait fait part, en leur temps, dans les débats gouvernementaux, de la difficulté qu'il prévoyait à ce sujet. L'impératif de croissance doit s'accompagner, a-t-il fait remarquer, d'un « effort pour les basses catégories de revenus ». « Tout n'est pas possible tout de suite, a-t-il dit, mais tout ce qui est possible doit être fait. On peut déjà mieux partager le gâteau tel qu'il est ».

Réforme, dialogue social, démocratisation, tels doivent, selon lui, les maîtres-mots des socialistes. « Ce qui est le plus choquant, juge le ministre, c'est le déséquilibre entre les revenus salariaux et les revenus non salariaux. Nous sommes là pour corriger cela ». Soulignant que les socialistes peuvent se prévaloir d'une gestion économiquement efficace et socialement juste, M. Bérégovoy a émis un souhait : « Qu'on n'attende pas que mon prédécesseur soit redevenu mon successeur pour s'en apercevoir ».

Après celle de M. Bérégovoy, les militants socialistes ont pu entendre une autre défense et illustration de la politique gouvernementale, faite par M. Claude Evrin, ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale. Proche de M. Rocard, M. Evrin a regretté, en commençant, les critiques parfois formulées par certains ministres, « au nom même de la solidarité gouvernementale ». Dans un propos qui visait, à l'évidence, entre autres M. Jospin pour ses observations sur la réforme électorale des PTT, M. Evrin a déclaré : « J'aurais la sagesse de me souvenir que, quels que soient nos secteurs de responsabilité, nous avons des dossiers difficiles à traiter. Les appréciations portées aujourd'hui par certains ne devraient pas leur faire oublier qu'hier ils ont pu, eux aussi, connaître des moments de tension ».

#### M. Fabius : « Ne pas confondre les échéances »

M. Evrin a traité à son tour de la notion de partage, figure obligée de cette période de préparation du congrès socialiste. Le partage, selon lui, « ne peut se limiter à un réajustement entre salariés du public et salariés du privé, ou même entre salariés et non-salariés ». Parmi les principaux problèmes que doit traiter le gouvernement figure, au premier

rang, selon M. Evrin, la réforme du financement de la protection sociale, qui passe, a-t-il dit, par « la mise en place d'une contribution sociale généralisée ».

M. Laurent Fabius, qui s'est adressé aux participants dans la soirée, convient que le prochain congrès n'aura pas pour objet de désigner un candidat à la présidence de la République et qu'il « ne faut pas confondre les échéances ». « Il ne faut pas non plus, a-t-il ajouté, que l'on accuse les candidats éventuels de tomber dans ce travers, afin de les empêcher de débattre normalement ».

Ce débat, M. Fabius souhaite le faire porter, en premier lieu, sur le projet à long terme du Parti socialiste. « Il faut, a-t-il déclaré, que le PS soit porteur d'une vision de la transformation de la société et pas seulement d'une gestion de la société ». En second lieu, le président de l'Assemblée nationale entend formuler des propositions visant à réformer le PS. Il a rappelé que des décisions avaient déjà été prises à ce sujet dans le passé, mais qu'elles n'avaient pas été appliquées. « Il faut des équipes pour le faire », a-t-il souligné. Pour autant, le président de l'Assemblée nationale n'a pas dit qu'il se portait lui-même candidat au poste de premier secrétaire du Parti socialiste.

P. J.

### Apaiser les fonctionnaires

(Suite de la première page.)

« Les chômeurs n'ont pas le droit de grève, les chômeurs n'ont pas de syndicats », a rappelé le premier ministre, faisant écho aux déclarations de son ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, qui déplorait, vendredi, que le chômage ne soit plus au premier rang des préoccupations.

Voilà donc le pacte Rocard, un pacte préparant l'avenir - des machines neuves et performantes, un système d'enseignement et de recherche amélioré - sans sacrifier les appétits légitimes de bien-être immédiat d'une catégorie de la population - les fonctionnaires qui, depuis le début des années 80, ont été malmenés. Malmenés à partir de 1983-1984, moins dans son niveau de vie, qui s'est tant bien que mal maintenu, que dans ses effectifs - légèrement mais pas toujours opportunément - et que dans son image : fonction publique pléthorique, fonction publique privilégiée, fonction publique inefficace.

Les critiques portées aux enseignants, aux agents des postes et des impôts, aux policiers... n'ont épargné personne ou presque. A l'heure d'une reprise économique qui se confirme forte, tous ces agents de l'Etat se font un malin plaisir de rappeler leur utilité.

Il y a plus, et c'est peut-être là que le pacte de croissance de

M. Michel Rocard risque de ne pas répondre à des problèmes importants touchant à l'équité. Le premier ministre rappelle - ce qui est parfaitement exact - que le sort des salariés du privé dépend de l'entreprise qui les emploie : que celle-ci se porte bien, qu'elle fasse des bénéfices et ses salariés voient leur niveau de vie augmenter immédiatement (salaires) ou à terme (primes d'intéressement). Il en va de même pour les entrepreneurs individuels qui bénéficient depuis deux ans, faut-il le rappeler, de la liberté des prix, une liberté qui sous réserve de la concurrence, leur assure théoriquement des revenus croissants. Restent les agents de l'Etat et du secteur public, dont tous ne sont pas à plaindre, loin de là, mais dont certains sont oubliés aussi longtemps qu'ils ne protestent pas.

On se souvient du cas des infirmières qui assurent des tâches pénibles, ingrates, importantes, pour des rémunérations très basses. On sent le problème des enseignants. Mais la difficulté est immense avec le secteur public : relever les traitements de tous, c'est distribuer peu à chacun (1), probablement relancer l'inflation et laisser intactes les disparités choquantes qui existent ici et là. Attendre que des demandes pressantes et justifiées se manifestent c'est encourager toutes les catégories de fonctionnaires à venir manifester les unes après les autres devant l'hôtel Matignon : les avan-

tages accordés aux professeurs et aux instituteurs ont excité les revendications des agents des impôts, ceux qui viennent d'être attribués aux gendarmes « énervent » les policiers. On n'en sort pas, et on en sort d'autant moins que chacun a le sentiment justifié que l'économie française est sortie de la crise et produit de plus en plus de richesses.

Ce qui manque probablement au pacte Rocard, c'est un inventaire - vaste, sérieux, ambitieux - des besoins et des moyens du secteur public pris dans son ensemble, depuis l'enseignement jusqu'aux policiers, en passant par l'armée, les postiers, les transports publics. Cela afin d'éviter à l'Etat sans cesse pris de court par les événements, de découvrir un dernier moment ce que chacun sait en pressent depuis longtemps, comme ce fut le cas pour les infirmières et les enseignants.

A moins que le plan de rénovation du secteur public, passé jusqu'ici inaperçu mais qui tient à cœur à Michel Rocard, ne soit, au fond, destiné à répondre à ces très vieilles et très difficiles questions : à qui donner ? Par qui commencer ?

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Une stricte application du pacte de croissance consistant à répartir les fruits de l'expansion (3,5 % en termes de PIB 1989) en trois parties égales, pour l'emploi, l'investissement et le pouvoir d'achat, aboutirait à ne plus rien distribuer cette année (au nombre de pouvoir d'achat des rémunérations).

صكنا من الالهي



# Politique

## et les débats au sein du PS

**M. Delebarre ne veut pas recevoir  
«une médaille de bonne gestion  
sur les critères de la droite»**

LOCTUDY  
de notre envoyé spécial

Les jeunes amis de M. Michel Rocard, réunis à Locudy le 1<sup>er</sup> septembre, ont entendu M. Michel Delebarre faire pratiquement acte de candidature au poste de premier secrétaire du Parti socialiste. Le nouveau maître de Dunkerque ne se contente plus d'être le dauphin de M. Pierre Mauroy.

L'accueil enthousiaste qu'il a reçu montre que sa vision de ce que devrait être le fonctionnement du parti est proche de celle des rocardiens. Mais il a aussi émis son « programme » d'une contestation de l'action du gouvernement, dont il est membre, afin peut-être de s'attirer les bonnes grâces des militants en leur montrant qu'avec lui le parti ne tiendrait pas un langage de « godillot ».

Pour prendre le Parti socialiste, il faut l'attaquer par la gauche. « Nous sommes de gauche à assés », M. Delebarre a déclaré. « Fondamentalement, on est au gouvernement pour ça, pas pour nous faire attribuer dans quelques mois, ou dans quelques années, une médaille de bonne gestion sur les critères de la droite », a-t-il ajouté. Pour autant, le ministre de l'équipement se refuse à « opposer l'exigence de transformation et d'espérance de gestion », car « la gestion peut être révolutionnaire dès lors qu'elle se fonde sur un projet de transformation de la société ».

La gestion qu'il préconise paraît pourtant d'une sensibilité différente de la « méthode Rocard » des « chantiers ». Il regrette qu'on ait parfois « abandonné la charrette au milieu du champ sans achever les sillons commencés ». « On aurait mieux fait, a-t-il dit, de s'arrêter pour la pousser afin de la mener au bout, ou lieu de commencer de nouveaux sillons ».

De ces abandons à mi-course, certains paraissent particulièrement malheureux à M. Delebarre : le terrain fiscal, la réforme fiscale ne peut se limiter à l'impôt sur les grandes fortunes. « La refonte des exonérations, car il faut poursuivre avec acharnement le traitement social du chômage ». La décentralisation car pour l'instant les décentralisations ont été trop profites et les régions pas assez, et qu'elle ne permet pas d'être pleinement responsables et jugés sur leurs actes. Surtout, il fait remarquer : « Un gouvernement ne peut supporter un déficit budgétaire ni celui du commerce extérieur, mais un gouvernement comme le nôtre ne peut pas supporter un dé-

cit social : lui aussi fait partie des grands équilibres ».

Recommandant qu'il n'y ait pas de « solution » toute faite pour « résoudre » son parti, M. Delebarre, co-signataire de la contribution de M. Jospin pour le congrès de mars, préconise notamment la création de commissions au sein du comité directeur et la mise en place d'un secrétariat national qui soit « une équipe solidaire et compacte capable d'être jugée sur ce qu'elle aura pu entreprendre ».

M. Soisson  
social-démocrate

Un autre membre du gouvernement était présent vendredi à Locudy M. Jean-Pierre Soisson. Ce ministre venu de la droite croit à « une force socio-démocrate qui aille bien au-delà des diverses tendances du PS ».

Venu manifestement pour plaire aux rocardiens, le ministre du travail a fait ce qu'il fallait pour cela. Fidèle interprète du premier ministre, il a affirmé : « Il n'y a pas d'urgence plus grande que de lutter contre l'absence de 800 000 chômeurs de longue durée que nous ne pouvons laisser sur le bas-côté de la route ». Il a d'ailleurs annoncé que serait présenté lors de la session parlementaire de l'automne un projet traduisant cette volonté.

Avant de prononcer son discours de rentrée politique à Rueil, devant les socialistes réunis en université, M. Rocard a fait un crochet par Locudy. Il s'est donc livré, devant cinq cents jeunes administrateurs, qui lui ont réservé un accueil triomphal, à une réflexion qui lui est chère : la nécessité d'une organisation de la Planète. Prenant longuement exemple de la bataille pour l'environnement, il a insisté sur le fait que la nécessité d'une organisation internationale des pouvoirs supranationaux, mais aussi de la situation du tiers-monde et de l'évolution économique des pays industrialisés, a souligné un « paradoxe ». D'un côté, a dit le premier ministre, le monde « prend conscience de son unité », de l'autre « la quête de l'identité n'a jamais été aussi forte, les écarts se creusent entre les plus prospères et les plus démunis ». Les écarts se creusent entre les plus prospères et les plus démunis. Il a souligné la situation dans les pays baltes, il a constaté que certains peuples veulent affirmer une idée d'indépendance nationale alors que chez les autres, « le concept de nation commence à rencontrer sérieusement ses limites ».

THIERRY BRÉHER.

**Les amis de M. Chevènement  
demandent au gouvernement  
de rompre avec « le conformisme libéral »**

ORANGE  
de notre envoyé spécial

Comme les autres courants du PS, Socialisme et République, animé par M. Jean-Pierre Chevènement, l'est dans la préparation du congrès socialiste de Rennes, en mai 1990. Comme les autres courants du PS, Socialisme et République, souhaite que ce congrès soit l'occasion d'un « vrai débat ». Quel type d'alliance est-il susceptible de nouer ? Avec le délégué de l'Escom, M. Julien Dray ? Avec la sensibilité de M. Jean Poparn ? Le premier a participé avec d'autres responsables de Socialisme et République aux réunions de Mulhouse où la méthode Rocard et la politique de M. Pierre Bérégovoy ont été « posées ».

Le second a adressé un attentif aux congressistes d'Orange les invitant aux rencontres qu'il organise dans les régions à partir de mi-septembre. A défaut de réponse à ces questions, les trois journées de travail organisées par Socialisme et République à Orange (Vaucluse), sont l'occasion de lancer la réflexion sur la contribution que ce courant prépare.

La réflexion de Socialisme et République part d'un texte préparatoire que M. Pierre Guidoni a présenté, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, aux militants présents. Après une analyse de ce qui « ne va pas » (chômage, inégalités croissantes, des revirements, division de la société...), c'est le thème de « l'adversaire », c'est-à-dire « le libéralisme ou plus précisément l'individualisme libéral » et assure qu'il « n'y a pas de progrès sans justice sociale ni de justice sociale sans progrès ».

Critiquant sévèrement une ouverture à « l'impact électoral », le texte prône le « rassemblement », qui passe par la définition d'un projet avant l'établissement d'alliances. Le texte ajoute : « Il ne suffit pas de dire que nous voulons la transformation de la société, il faut dire comment, à quel rythme, et traduire cette volonté dans l'action gouvernementale et législative. Il ne suffit pas de dire que l'on est partisan du « partage », la richesse nationale n'est pas un gâteau que l'on distribue et dont on pourragerait. C'est l'échange de la paix sociale. Une volonté politique clairement affirmée, forte de l'autorité de l'Etat républicain, devrait fixer aux pays tout entier des objectifs à moyen terme : la croissance qui permet le partage mais qui ne doit pas étendre le champ de la démocratie et du développement.

Premier principe avancé : la puissance publique portant la responsabilité de l'éducation, des transports, de la santé, du logement social, de la culture, etc., « la perspective de la coopération de l'Etat est inacceptable et injustifiable ». Du coup n'est pas justifié l'objectif de baisse des prélèvements obligatoires, et le problème du prochain budget n'est pas la répartition des dépenses mais celle des recettes.

« Ni trublion, ni godillot »

Pour Socialisme et République, la politique actuelle n'est pas la seule possible. « Il faut rompre avec le conformisme libéral », estime ce courant, qui affirme que le moment est venu de donner un coup d'arrêt à la perpétuation des inégalités et des injustices. Il propose une réorientation de la construction européenne « échappant aux méandres du marché unique libéral et du fédéralisme bureaucratique », ce qui implique « un PS qui sache être le facteur de l'avenir, ni trublion ni godillot ».

Quant à l'enjeu du congrès, il réside aux yeux de Socialisme et République dans la question suivante : « Le PS doit-il aligner sa doctrine sur la politique gouvernementale et se recomposer comme un parti de gestion à l'intérieur du système capitaliste libéral ou doit-il reprendre sa marche en avant en se fixant de nouveaux objectifs de transformation sociale ? »

Le premier forum des journées d'Orange consacré à « Y a-t-il un rattachement du gouvernement ? » a montré quelle réponse souhaitent les militants. Pour M. Joël Betteux, il serait « ridicule » de dire que la méthode Rocard est négative, alors que l'opinion l'approuve à travers les sondages. Mais, il lui reproche de rechercher d'abord la « synthèse » et que « la paix sociale » est dangereuse, c'est la passivité. M. Odile Sicard, ancien député a. l'ère, a observé que, s'il y a « rattachement », c'est pour le danger du socialisme. Pour un syndicaliste CDT qui milite à Clichy-sous-Bois, ville dont le premier ministre est le maire, il n'est pas bien un « rattachement » au gouvernement avec des valeurs communes à tous les socialistes, mais il n'y a pas de « stratégie structurée » d'un projet de société. Socialisme et République est justement décidé à en proposer une.

ANNE CHAUSSEBOURG.

# Communication

**Bernard Pivot annonce la fin de son émission  
1990, dernier cru d'« Apostrophes »**

1990 sera sans doute la dernière année d'« Apostrophes », mais Bernard Pivot a prévu qu'elle serait aussi « une année du feu de Dieu ». C'est en direct sur Antenne 2, lors de la diffusion de son émission consacrée à la rentrée littéraire, le 1<sup>er</sup> septembre, que Bernard Pivot a annoncé la nouvelle aux 156 spectateurs. En précisant que la dernière d'« Apostrophes » aurait lieu en juin ou juillet 1990, celui qui aura fait entrer les livres dans de nombreux foyers a indiqué la venue sur le plateau d'espionnage, John Le Carré (la Taupe, l'Espion qui venait du froid, Gens de Smiley, la Petite Fille au tambour, etc.).

Bernard Pivot a indiqué qu'il s'agit d'une décision personnelle prise depuis plusieurs mois. « La raison en est qu'« Apostrophes » aura quinze ans et demi en juin 1990, a expliqué le journaliste. « Il arrive, à un certain moment, de vouloir tenter de nouvelles aventures ». « Apostrophes » débute le record de longévité des émissions littéraires. Créée le 10 janvier 1975, elle succédait à une autre émission présentée par Bernard Pivot, « Ouvrez les guillemets ». Sa célébrité a rapidement franchi les frontières de l'Hexagone, à tel point que le Times de Londres, qui lui avait consacré une page complète en juin 1987, parlait à son propos d'« institution littéraire » et que plusieurs

commentateurs étrangers regrettaient qu'il n'existe pas « un spectacle littéraire de ce type » capable d'intéresser chaque semaine plus de six millions de téléspectateurs, sur d'autres télévisions étrangères.

Comme toutes les émissions vedettes, « Apostrophes » a aussi ses détracteurs. Ainsi l'écrivain Régis Debray, alors conseiller culturel du président de la République, avait-il accusé en 1982 « Apostrophes » d'exercer « une véritable dictature sur le marché du livre », ce qui ne l'avait pas empêché d'accepter de figurer sur le plateau de Bernard Pivot. L'émission a inspiré d'autres magazines littéraires, comme « Ex libris » de Patrick Poivre d'Arvor sur TF 1 ou « Livre et change » sur M6.

Bernard Pivot, en quatorze ans de magistrature du livre sur A2, a reçu les auteurs les plus importants du monde des lettres (Nabokov, Soljenitsyne, Albert Cohen, etc.), mais aussi des hommes politiques venus expliquer leur goût en matière de livres (Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand ou Felipe Gonzalez).

Bernard Pivot, qui dirige en outre la rédaction du mensuel Lire (groupe Express), a reçu pour « Apostrophes » le Prix de la critique de l'Académie française en 1983 et le prix Louise Weiss-Bibliothèque nationale en 1988.

Avec l'appui de sondages positifs

## Les francophones défendent TV5

CARCAIS-MAUBISSON  
(Gironde)  
de notre envoyé spécial

« Avec un budget de 100 millions de francs pour ses meilleures émissions de chaînes, TV5 Europe offre le meilleur rapport qualité-prix de toutes les télévisions », lance Jean-Claude Chancel, de la Télévision suisse romande. « Au contraire de ce que dit le rapport Deauville, l'excellente parce que chacun met dans l'écrouille ce qu'il a de meilleur », rétorque son collègue de la télévision belge RTBF. « Nous avons investi dans cette expérience de TV5. Nous serions déçus si elle s'arrêtait. Car ce serait un appauvrissement de la francophonie », conclut Jean Jacques Landry, un des Canadiens de TV5 Québec-Canada.

Deux temps forts

Les partenaires étrangers de TV5-Europe n'ont pas tardé à monter en chœur pour défendre cette chaîne francophone, diffusée par satellite dans 25 pays à 12 millions de foyers câblés, et qui réunit aussi les trois premières chaînes françaises. Dans un rapport de la ministre de la Culture, Jacqueline Auloy, le ministre de la Culture, Jacques Lang, a proposé de remplacer le remplacement « en douceur » de TV5 par Antenne 2. La douceur ne sera sûrement pas de mise, à entendre les arguments avancés par les partenaires de la France, lors des débats

de l'université d'été de Carcans. Les télévisions étrangères participant à TV5 ont d'ailleurs envoyé un rapport commun à leurs autorités politiques respectives préconisant le maintien des accords internationaux actuels, et les invitant à faire pression sur le gouvernement français afin qu'il choisisse de renforcer TV5, et non de la supprimer.

Fort de ces soutiens internationaux, le président français de TV5, M. Jean-Jacques Clément, s'appuie aussi sur les résultats des sondages récents pour défendre la chaîne. Selon une enquête Médiamétrie menée en RFA, en Hollande, au Danemark et en Norvège, une personne sur deux a entendu parler de TV5, tandis qu'un foyer câblé sur deux l'a déjà regardée. La nouvelle grille de programmes de TV5, en vigueur dès le 1<sup>er</sup> septembre, comprendra deux heures de plus, 20 heures pour un public cultivé d'Europe du Nord, des émissions de réflexion alternatives aux programmes forts des télévisions nationales. Et après le journal de 22 heures, de la destruction par les téléscripteurs du sud de l'Europe ou du pourtour méditerranéen. L'information sera renforcée, l'information de Gilbert Denoyan, et un « club de TV5 » s'attachera à créer des liens avec l'audience. Grâce à ce renforcement de la spécificité de la chaîne, et à un effort de fidélisation du public, TV5 Europe veut donc affirmer sa place de chaîne internationale, « qu'on ne programme pas comme une chaîne nationale ». Elle est aussi la seule à diffuser 100 % de produits francophones.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## M. Méhaignerie se verrait bien premier ministre d'une nouvelle cohabitation

RAMATUELLE  
de notre envoyé spécial

Concluant samedi 2 septembre la quatrième université d'été des jeunes démocrates-sociaux, M. Pierre Méhaignerie s'est efforcé de regrouper le moral et les troupes ébranlées par la réélection décevante de la liste de M. Simone Vail aux élections européennes du 18 juin dernier. Multiples interrogations sur le bien-fondé de la stratégie d'auto-critique appliquée par les centristes depuis un an à l'Assemblée nationale, appréhensions à l'idée de rentrer la tête baissée dans l'opposition, crise de confiance envers les dirigeants du mouvement : un climat délicat a régné sur cette université d'été. A tel point, qu'ayant le sentiment d'avoir été grugés, certains jeunes démocrates-sociaux en sont venus à se demander publiquement s'ils avaient été parfaitement avisés de tendre la main à M. François Léotard. Dès vendredi, M. Jacques Bertrand, Ds appliqué un peu de baume sur les jeunes cœurs centristes meurtris en déclarant que le rapprochement avec M. Léotard et son Parti républicain devait être envisagé comme un « mariage de raison » dépourvu « de tout angélisme et d'excès de naïveté ». Le secrétaire général du CDS a réaffirmé que les centristes « n'avaient mille vocation à devenir un centre allié », que les 8,3 % du 18 juin constituaient un « noyau dur indispensable pour des victoires potentielles ». Il a expliqué que les centristes pouvaient toujours prétendre « jouer le rôle de seconde droite par rapport à une droite un peu engoncée dans ses conformismes et ses habitudes ».

Samedi, M. Méhaignerie n'avait pas d'autre choix, face à tant de découragement, que de prêcher une nouvelle croisade centriste sur le base de l'indépendance de l'opposition. Il a d'abord expliqué la nécessité de conduire désormais avec les partenaires de l'opposition « des alliances pragmatiques et efficaces qui préparent une opposition renouvelée et recentrée ». Il a recommandé « la nécessité de mieux identifier le centre ». A cette fin, il a annoncé la tenue d'un congrès CDS au printemps 1990 pour jeter les bases d'un nouveau parti politique « de rassemblement et d'élargissement ».

L'espoir fait vivre

« Si l'opposition voulait être intelligente dans ces huit prochains mois, a-t-il déclaré, si elle veut être responsable, renouvelée et recentrée, elle a un boulevard devant elle. » Dans l'immédiat, le président du CDS fait confiance aux socialistes pour se charger de la partie de la situation politique. La période de détente économique internationale ne saurait, selon lui, se perpétuer. Le gouvernement commet l'erreur de ne pas entreprendre de véritables réformes de fond et l'économie mixte, si chère à M. Rocard, n'est à l'entendre « qu'un slogan ». M. Méhaignerie n'a pas mélangé le premier ministre : « Il explique assez bien ce qu'il veut faire, mais il ne le fait pas. Le deuxième travail d'Hercule serait pour lui de mettre en application ce qu'il dit (...). En fait, M. Rocard ne fait que

gérer avec prudence son avenir présidentiel, sans croire par le courant qu'il ne l'est pas ».

Il est d'usage que les hommes politiques prennent leurs désirs pour des réalités et admettent que l'espoir fait vivre. Animé par l'optimisme, M. Méhaignerie imagine déjà l'opposition remportant les élections législatives de 1993 et, dans la foulée, la répétition d'une nouvelle période de cohabitation. C'est ici que l'on découvre que l'intensité du retour de vacances avec de nouvelles ambitions. Réprimant sans doute une proposition naturelle à la modestie devenue incompréhensible pour le militant de base, il a adroitement fait passer le message : il est candidat pour Matignon. Il a fait d'abord en militant à la question d'un jeune militant : « Je me sens tout à fait capable d'être un bon premier ministre. » Puis il a expliqué cette information au cours d'un déjeuner de presse, vendredi après-midi. « Autant nous pouvions gagner les législatives de 1993, autant la présidentielle nous paraît plus périlleuse. Tout dépendra du choix du premier ministre en 1993. Les deux leaders actuels de l'opposition, M. Chirac et Giscard d'Estaing, symbolisent pas assez le renouvellement. Inversement, les nouveaux leaders potentiels n'ont pas fait encore leurs preuves à des postes de responsabilité de premier ordre ».

Ministre pendant cinq ans sous M. Raymond Barre (1976-1981), pendant deux ans avec M. Chirac (1986-1988), le président du CDS se déclare prêt à l'emploi. Le patron du CDS a compris que le développement, voire la simple survie de son parti passent, sous la Ve République,

par une course au aux plus hautes responsabilités de l'Etat. Hors l'élus, hors Matignon, point de salut. D'autres centristes imaginent d'autres scénarios. Celui, par exemple, d'une chute du gouvernement à la rentrée sur le financement des partis politiques. Le RPR concède déjà une motion de censure explosive, compte tenu de l'hostilité des communistes sur ce sujet. M. Méhaignerie a annoncé la couleur : « Nous n'avons pas beaucoup de sympathie pour le cartel des non. Mais l'amnistie des excès passés n'est pas vendable auprès de l'opinion. Nous ne pouvons pas faire autrement que de voter contre. Il vaut mieux que le premier ministre le sache tout de suite. » Nonobstant, certains redoutent que M. Méhaignerie ne soit tenté par une épreuve de force : dissolution de l'Assemblée nationale, victoire des socialistes, retour en force de M. Rocard à Matignon, redéfinition d'une nouvelle majorité de gouvernement. Que deviendrait alors les centristes ?

DANIEL CARTON.

• M. Baudis cherche des règles d'arbitrage dans l'opposition. — M. Dominique Baudis (UDF-CDS), député de Haute-Garonne, a souligné, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, à Sud-Radio, qu'il y ait des règles pour arbitrer « quelques hommes » au sein de l'opposition. « La question des chefs n'empêche pas la vie » de l'UDF et du RPR, a fait observer le maire de Toulouse, qui a préconisé la création d'une grande organisation de vie commune afin que l'opposition « soit plus unie et mieux organisée tout en respectant les diversités de courants ».

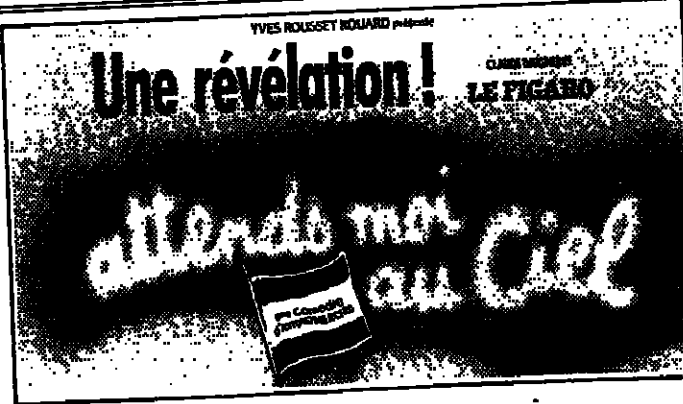
## M. Carlo De Benedetti contrôle 42 % de Mondadori

L'industriel italien Carlo De Benedetti vient de renforcer sa participation au capital du groupe d'édition Mondadori, d'abord à la pique à M. Silvio Berlusconi. « L'ingénieur », comme on le surnomme en Italie, qui détenait 51 % des actions par le biais de son groupe Compagnia Industriale Ricerche (CIR), a porté cette participation à 71 % en achetant des actions hors Bourse pour 80 millions de dollars (528 millions de francs). En y ajoutant sa participation de 17,3 % en actions ordinaires, Carlo De Benedetti contrôle désormais 42 % de Mondadori.

Mais « l'ingénieur » est aussi allié à l'AMEF, deuxième actionnaire de Mondadori avec 27,1 % du capital. Les autres actionnaires de l'AMEF sont notamment M. Leonardo Mondadori, neveu du fondateur de la maison d'édition, et le magnat italien de la télévision privée, M. Berlusconi. Selon plusieurs commentateurs, le détail entre M. Berlusconi et M. De Benedetti pour le contrôle

de Mondadori tourne largement en faveur du second. Cependant, M. Berlusconi a dénoncé « le capitalisme capitaliste » de la récente opération et a indiqué, qu'il avait proposé un pacte à trois avec M. De Benedetti et Formenton, l'allié de « l'ingénieur » dans l'AMEF, pacte qui a été repoussé.

• Joseph Pöhl a fait ses adieux à TF 1 vendredi 1<sup>er</sup> septembre, après vingt-trois ans de télévision. « C'est sans amertume mais avec une certaine émotion que je quitte la rue Cognac-Jay », a expliqué celui qui, jusqu'en 1988, a présenté le journal de 23 heures et dont la facoche méridionale et l'aspect paternel avaient séduit les téléspectateurs. « J'ai des projets et des idées », a ajouté Joseph Pöhl qui, après sa mise en retraite en 1988, a présenté un an durant sur TF 1 l'émission « Livres en tête » consacrée aux livres en compagnie du PDG du Point, Jacques Duquesne.



# Société

La sécheresse de 1989 et celle de 1976

## Deux étés « extra-ordinaires »

L'été de 1989 a rappelé les chauds souvenirs de celui de 1976. Effectivement, l'un et l'autre ont été exceptionnels par la succession de trois mois anormalement chauds et secs. Pour la Météorologie nationale, une telle série ne survient probablement qu'une dizaine de fois en mille ans... En 1976, comme cette année, la sécheresse a commencé dès l'automne précédent. La seule différence étant que novembre 1975 avait été très arrosé, alors que cette année, c'est le mois d'avril qui nous a fait subir de vrais déluges, totalisant en moyenne le triple des précipitations habituelles.

Les chiffres des tableaux que nous publions concernent les six grandes régions météorologiques de l'Hexagone (Paris est dans la région nord). Ce sont des chiffres de moyennes mensuelles et régionales

calculées à partir de relevés quotidiens faits dans les stations météorologiques des six régions. Pour les températures, une moyenne mensuelle régionale supérieure de 2 degrés Celsius à la normale (moyenne calculée à partir de trente ans de données) traduit un chaleur notablement plus forte que ce à quoi on est habitué pour ce mois-là.

Les tableaux montrent que la répartition de la sécheresse et de la chaleur a été différente selon les régions et les mois. Ainsi juin 1976 a-t-il été extrêmement sec surtout dans le Nord et tout l'Ouest, alors qu'en 1989 a été partout caractérisé par un grand déficit des pluies. De même, juin 1976 a été plus chaud que juin 1989; en revanche, les températures d'août 1989 ont été, sauf dans la région ouest, plus élevées que celles d'août 1976.

RÉGIONS	JUN			JUILLET			AOÛT		
	N	76	89	N	76	89	N	76	89 (*)
PLUIES en millimètres									
Ouest	49	3	31	44	39	30	50	22	20
Sud-Ouest	65	3	35	53	79	44	60	108	108
Nord	57	3	53	57	51	35	50	11	11
Centre-Est	80	12	31	58	50	66	80	96	96
Nord-Est	81	20	39	67	67	71	80	31	31
Sud-Est	45	14	19	45	44	8	44	44	44

(\*) Chiffres provisoires.

RÉGIONS	JUN			JUILLET			AOÛT		
	N	76	89	N	76	89	N	76	89 (*)
TEMPÉRATURES en degrés Celsius									
Ouest	15,6	19,6	16,7	17,6	19,9	20	17,5	19,7	19
Sud-Ouest	17	21,3	18,5	19,3	21,2	21,8	19	20,7	22
Nord	17	19,7	17,6	17,6	19,4	20,1	17,6	19,4	20,1
Centre-Est	17,4	20,2	16,5	19,7	21,3	20,5	19,1	18,9	21,1
Nord-Est	16,6	19,2	16,1	18,5	21	19,6	18	17,7	21
Sud-Est	19,8	21,9	20,4	22,6	23,7	24,6	22,2	21,7	25,5

(\*) Chiffres provisoires.

(Suite de la première page.)

Après un hiver sec et une floraison très précoce, le vignoble a bénéficié d'une durée et d'une intensité d'ensoleillement hors de la norme, explique M. Hubert Mussot (conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux). Entre les mois de mars et de juillet, l'insolation de la vigne a été d'environ deux cents heures supérieure à la moyenne des trente dernières années. Corollaire : les températures ont été notablement plus élevées et la pluie beaucoup moins fréquente (464 millimètres de novembre 1988 à juin 1989 contre 653 millimètres en moyenne). Et les quelques orages du mois d'août sont même venus à point nommé pour prévenir les effets de la sécheresse sur la plante et augmenter les volumes des grains de raisin.

Dans les endroits les plus prestigieux, les études comparatives sont menées par les plus grands soins. Ainsi, au château Cos d'Estournel (Saint-Estèphe), le cépage merlot, à la différence des cabernets est en avance de quatre semaines sur l'an dernier et de douze jours sur le millésime 82. Une excellente nouvelle n'étant, en viticulture, jamais unique, cette situation exceptionnelle s'accompagne d'un remarquable état sanitaire du raisin.

### Climence céleste

Sans doute y aurait-il quelques chances de déraisonnable, comme le soulignent ensemble propriétaires et employés des châteaux de Bordeaux, à anticiper le bulletin de vin-

Vendanges précoces pour les bordeaux

## Euphorie dans les vignobles

La Gironde viticole craint en effet comme la peste les traditionnelles pluies de la fin septembre. C'est que le pari sur la clémence céleste, tenté chaque année, n'est nulle part encore véritablement gagné, la précocité de la maturité n'étant pas toujours synonyme de millésime d'exception. « La qualité d'un millésime dépend de trois variables, explique M. Bruno Prats, propriétaire du château Cos d'Estournel : l'état sanitaire du vignoble, la maturité du raisin et la concentration de ses constituants. Les deux premières sont acquises, la troisième dépend des pluies éventuelles qui pourraient, comme en 1976, entraîner une dilution, que personne ne souhaite. »

Je pense que nous réaliserons un millésime qui, au pire, ressemblera à 1976 et, au mieux, à 1982. Nous aurons des vins très agréables, ronds, souples, faciles à boire et à vendre. Nous tenons le grand millésime. »

On ne saurait, toutefois, oublier les grilles du début juillet, responsables de la destruction d'une fraction de château d'Yquem et des nombreux crus classés du saintémilien, pas plus que les orages de ces derniers jours, qui ont haché menu certains vignobles de Fronsac.

Les amateurs éclairés, ou les obsessionnels de la chronique viticole, noteront aussi les microscopiques foyers de pourriture présents dans quelques grappes de sauvignon, des grappes du Nord ou les deux plus de polémique qui font à Saint-Emilion certaines parcelles sont excessivement précoces, alors que

d'autres ne dépassent pas le stade habituel de la maturité.

Maïs, si l'on excepte cette inévitable part du destin, tout aujourd'hui est proche, sinon de la perfection du moins de l'équilibre, ardemment désiré et rarement atteint, qui permettra aux vignerons et aux œnologues d'exprimer au mieux, dans le futur millésime, les caractéristiques des raisins mûris au soleil de 89.

Ce millésime se présente déjà suffisamment bien pour que l'on n'hésite pas, sur les quais des Charentes, à commencer ce subtil jeu de poker, spécifiquement bordelais, où l'on cherche à prédire l'impact du millésime en gestation sur les prochaines opérations spéculatives que réalisent, le plus souvent avec succès ces dernières années, les nombreux intermédiaires français et étrangers présents sur le marché du vin. S'il se révèle exceptionnel — ou, du moins, s'il est présent comme tel, — le millésime 89 ne devrait pas bouleverser les cours, déjà fort élevés, des millésimes.

leurs des vins de Bordeaux. On prévoit une certaine hausse, entre 5 et 10 %, par rapport aux vins de 1988 qui avaient eux-mêmes fait un bond substantiel par rapport à ceux de 1987.

Maïs l'inquiétude est ailleurs : dans le monde que pourrissent faire courir, aux yeux des œnologues du monde entier, les vignerons qui s'abandonnent aujourd'hui trop facilement. Si le ciel bordelais demeure au beau fixe, certains, à Pomerol notamment, pourraient être tentés de dépasser le stade de la maturité habituelle pour se lancer en retardant au maximum le début de leurs vendanges dans l'attente de la surmaturation. Celle-ci donnerait alors naissance à des vins que l'on ne rencontre généralement que sous les latitudes plus ensoleillées, de la péninsule ibérique et qui perdraient la traditionnelle, et très prisée, silhouette bordelaise.

JEAN-YVES NAU.

## Un millésime prometteur

Le millésime 1989 se présente sous les meilleurs auspices dans l'ensemble des régions viticoles françaises. En Bourgogne, on estime que les vendanges auront entre deux et trois semaines d'avance. L'état sanitaire du vignoble est tout à fait satisfaisant, qu'il s'agisse du cépage chardonnay, pour les vins blancs, ou du pinot, pour les rouges. Seul accident climatique, la récolte se fera à maturité et le millésime, indique-t-on à Basane, sera au mieux « exceptionnel », au pire « bon ».

En Champagne, on assiste à une accélération très rapide de la maturation du raisin. Les vendanges des vignes de chardonnay débutent dans quelques jours. Selon les comités interprofessionnels du vin de Champagne, les gélées qui avaient frappé à la fin d'avril de 10 à 20 % du vignoble (en particulier les cépages pinot noir et pinot meunier) pourraient être en partie compensées par le développement d'une seconde génération de raisins. On prévoit des récoltes d'environ 10 000 kg à l'hectare et le 1989 sera vraisemblablement retenu pour être millésimé.

semblablement retenu pour être millésimé.

En Alsace, on hésite encore à formuler un pronostic, compte tenu du rôle important de l'arrière-saison. Les premiers contrôles laissent toutefois prévoir une maturité très précoce et un volume moyen de la récolte. On ignore encore si les vignerons alsaciens pourront avec succès pratiquer cette année la « sélection des grains nobles » et des « vendanges tardives ».

En Touraine et dans l'ensemble du Val de Loire, l'optimisme est quasi général. La sécheresse de l'été laisse toutefois prévoir une récolte légèrement inférieure (de 10 à 15 %) à celle de l'an dernier. Les premières vendanges (cépage sauvignon) débuteront dans quelques jours, suivies par le gamay, le cabernet franc et le chenin. Pour M. Jacques Pualet, président de l'Union mondiale des œnologues, la silhouette du 1989 sera proche de celle des millésimes 1959 et 1976.

J.-Y. N.

## SPORTS

TENNIS : Open des Etats-Unis

## Noah danse avant la pluie

Les Américains Jay Berger et Aaron Krichstein, respectivement têtes de série n° 11 et 14, se sont qualifiés, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, pour les huitièmes de finale de l'Open des Etats-Unis à l'occasion de matches dont ils avaient perdu les deux premières manches. Le Français Yannick Noah avait la possibilité de réessayer la même performance, quand son match nocturne avec l'Israélien Amos Mansdorf a été interrompu par la pluie au quatrième set.

NEW-YORK de notre envoyé spécial

Yannick Noah est peut-être plus populaire à New-York qu'à Paris. Les Américains n'ont pas à son égard les arrière-pensées des Français. Nul ne songe, de ce côté de l'Atlantique, à lui reprocher de ne pas avoir été le champion qu'il aurait pu être s'il n'avait pas un peu gâché son talent, par dilettantisme, à la suite de sa victoire à Roland-Garros. Noah est apprécié ici pour la qualité du spectacle qu'il offre, pour la dramaturgie de ses matches. Il fait sensation pour les émotions qu'il procure.

Parmi les raisons de cet intérêt, assez inhabituel pour un joueur qui n'est pas américain — même en s'étant installé dans le Connecticut et en ayant demandé la nationalité

américaine, Ivan Lendl, dont le palmarès est incomparablement plus riche, ne jouit pas d'une estime analogue, — il y a sans doute, pour une petite part, le fait que Noah avait choisi de se « réfugier » à Manhattan pour échapper aux sollicitations des médias européens. Mais son jeu a été incontestablement déterminant dans l'affaire.

Aucun amateur de tennis n'a oublié le retour de lob entre les jambes, du fillet, qu'il a tapé une après-midi de septembre 1983 contre Aaron Krichstein, alors considéré comme un des grands espoirs du tennis américain. Cette image — repassée des milliers de fois par toutes les chaînes de télévision — en a fait une sorte de show-man de cette espèce que les Américains adorent. Ils n'assistent pas vraiment à ses matches pour le voir gagner. Ils y vont comme à un régal. Dans ces trois bons points acrobatiques font le bonheur du public.

Voilà essentiellement pourquoi Yannick Noah avait été programmé, vendredi soir, sur le Stadium — le « central » de 20 000 places de Flushing Meadow — à la suite de son classement mondial ne l'autorisant plus à être tête de série. C'était, pour les organisateurs, l'assurance d'un indice de satisfaction maximal.

Mais une partie de tennis n'est pas réglée comme un numéro de cirque. Tout commence donc comme si Noah avait oublié son texte quand il est entré sur le court. Ce n'était pas l'athlète félin capable d'exploits

inavissables qui faisait face à l'Israélien Amos. C'était le Noah des mauvais jours, lent, maladroit, qui tentait d'imprimer à ses coups des effets tarabiscotés pour un résultat tordu. Etait-il dégoûté par les odeurs rances et aigres que le vent apportait dans l'arène transformée en véritable dépotoir d'ordures ménagères à cette heure avancée de la soirée ? Avait-il du mal à supporter la chaleur tropicale qui s'était abattue sur New-York ? En tout cas le résultat était affligeant.

### Survie par la colère

Pour se consoler, le public pouvait se dire que l'issue était proche. Dès le premier jeu du troisième set, Noah venait, en effet, de perdre son service. Pas un bookmaker n'aurait alors donné une cote sur la victoire de Mansdorf. L'Israélien, qui avait enlevé les deux premières manches en une bonne heure, n'avait pas eu la moindre balle de break contre lui. Il avait été supérieur à la victoire dans les compartiments du jeu. A peine avait-on applaudi un foudroyant passing-shot de revers de Noah lors de son avant-dernier jeu de service. Il y avait pourtant dans cette frappe de balle une puissance qui avait fait défaut jusqu'alors au Français.

Etait-il en train de retrouver ses sensations ? Allait-il retourner une situation apparemment désespérée, comme l'avaient fait, en début d'après-midi, les Américains Jay

Berger et Aaron Krichstein ? Magie des matchs au meilleur des cinq manches ! Soixante-quatorze minutes après le premier coup de raquette, Noah faisait pour la première fois le break. Une autre partie commençait.

Les efforts produits par Mansdorf dans les deux premières manches avaient-ils entamé les réserves de l'Israélien ? Avaient-ils épuisé sa lucidité ? Le monologue qu'il avait entretenu depuis le début de la rencontre se transformait enfin en un dialogue. Et Noah levait le ton. Il était manifestement en colère. Un peu contre l'arbitrage, parfois approximatif, des juges de ligne. Beaucoup contre lui-même.

Dans cette rage il allait trouver l'énergie pour prendre trois fois le service de Mansdorf. Celui-ci était, dès lors, contraint au tie-break, alors qu'il avait servi pour le gain du match. Noah l'emporta (7-3) avec un service au timing impeccable. L'Israélien n'a pas baissé pavillon pour autant. Mais le Français a été maintes fois parfaitement déconcerté. Il mettait tout son poids dans la balle, et celle-ci ne s'envolait plus dans les bûches. Bref, Noah avait repris la situation en main. Le visage foudroyé par les tresses, il réglait le public, qui était sous le charme.

La partie n'était, certes, pas gagnée pour autant. Après avoir été mené 3-1 dans le quatrième set, Mansdorf était revenu à 5-5. Mais il était sous pression. Il servait en effet à 0-30 quand la pluie s'est mise à tomber. La fin du match à dû être reportée à samedi après-midi.

A qui cette interruption allait-elle être favorable ? Une nuit de repos permettrait-elle à Mansdorf de retrouver des forces nouvelles ? Ce délai briserait-il l'élan de Noah ? Ou bien celui-ci serait-il plus à son affaire à la lumière du jour ? En quittant Flushing Meadow sous la pluie vendredi soir, les spectateurs dans leur grande majorité ne se posaient pas de telles questions. Ils étaient heureux Noah avait fait le spectacle comme ils s'y attendaient.

ALAIN GIRAUDO.

OLYMPISME : le tennis et les basketballs professionnels admis aux Jeux. — La Comité international olympique, réuni en session à Porto-Rico, a décidé, jeudi 31 août, de conserver le tennis au programme des Jeux à condition que la Fédération internationale cesse toute compétition en Afrique du Sud. Le tennis, qui avait quitté le mouvement olympique après les Jeux de 1924 à Paris, avait été réadmis comme sport de démonstration à Los Angeles (1984) et figurait à titre expérimental à Séoul (1988). Le CIO a également décidé d'autoriser la participation aux Jeux des basketballs professionnels.

## La centième de Chris Evert

NEW-YORK de notre envoyé spécial

En assistant, en compagnie d'une amie, à la demi-finale des championnats de Wimbledon 1975, Jimmy Connors a-t-il perturbé Chris Evert, qui était alors sa fiancée, au point de lui faire perdre la partie contre Billie-Jean King et, éventuellement, une occasion de remporter le titre ?

Evert le prétend. Connors s'en défend. La polémique est futile, mais elle est le principal centre d'intérêt des Internationaux féminines de tennis de Wimbledon.

Les cinq premiers jours de compétition n'ont apporté aucune surprise particulière : Martina Navratilova n'a concédé que sept jeux ; Staffi Graf a caracolé comme à son habitude ; et Hans Mandlikova a naturellement été éliminée.

L'attention s'est donc concentrée sur Chris Evert. L'Américaine s'est délibérément mise sous le loupe de l'actualité en

racontant sa vie à Sports Illustrated, le magazine qui annonçait sa retraite, à la fin de la saison, après une dernière participation à la Coupe de la Fédération, à Tokyo, avec l'équipe des Etats-Unis, et après une tournée-exhibition d'adieu avec Martina Navratilova.

Mais, à trente-quatre ans, Chris Evert reste plus joueuse que comtesse. Pour sa dernière grande sortie, elle a ainsi affronté encore une fois ses records : en battant l'Argentine Patricia Tabarini, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, au troisième tour, elle a remporté un centième match sur cent dix en dix-neuf ans des Etats-Unis.

C'est le record absolu, hommes et femmes confondus (dix de plus que Connors), tout comme ses cent cinquante-sept titres (cinquante de plus que Connors).

A.G.

## FAITS DIVERS

Délégué régional du syndicat FO

## Un surveillant de prison arrêté pour trafic de drogue

Lucien Ferrando, quarante-cinq ans, surveillant à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis et délégué régional du syndicat pénitentiaire FO, a été interpellé, mercredi 30 septembre, à Evry (Essonne), en compagnie de l'un de ses fils, Stéphane, vingt ans, de son épouse Christiane et de ses deux enfants. Son deuxième fils, Franck, en voyage aux Etats-Unis, est l'objet d'un mandat d'arrêt.

Il est reproché à Lucien Ferrando, qui possédait une Rolls-Royce d'une valeur de plus de 1 million de francs et un compte bancaire bien garni, de s'être livré au trafic de drogue. Il appartenait à un réseau qui alimentait la région parisienne en cannabis provenant du Maroc et servait d'intermédiaire pour l'acheminement de drogue vers les Pays-Bas. Toutefois les trafiquants ne fournissaient pas de drogue aux détenus.

## EN BREF

Arrêtation du secrétaire général de l'Académie du disque français. — M. Michel de Bry, secrétaire général de l'Académie du disque français, a été arrêté, mercredi 31 août, à Paris, et écroué sous l'inculpation de détournement d'objets d'art estimés à plusieurs millions de francs. Agissant sur commission rogatoire de M. Mayeux, juge d'instruction à Paris, ce sont les enquêteurs de l'Office central de répression des vols d'œuvres d'art et d'objets d'art (OCROVA) qui ont arrêté M. de Bry. C'est l'apparition, dans des ventes publiques et chez des antiquaires, d'objets d'art dont il était le dépositaire qui avait alerté les policiers.

Trois évadés à la prison de Chambéry. — En franchissant le mur d'enceinte grâce à un grappin et une échelle de corde lancée de l'extérieur, trois Italiens détenus à la maison d'arrêt de Chambéry (Savoie) se sont évadés, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, s'agit de Riccardo d'Allesandro, trente ans, de Justino Ferrante, trente-deux ans, qui devaient être jugés avant la fin de l'année pour plu-

sieurs attaques à main armée, et de Giuseppe Del Monaco, trente-cinq ans, condamné à huit ans de prison, également pour attaques à main armée. Un quatrième évadé a été repris de justesse alors qu'il tentait de s'enfuir avec les trois autres.

Trente blessés dans un hypermarché près de Maubeuge. — Un rayon de fournitures scolaires s'est écroulé, vendredi soir 1<sup>er</sup> septembre, dans un hypermarché de Louvroil, près de Maubeuge (Nord). Trente clients ont été blessés, pour la plupart légèrement. Seules trois personnes, dont certaines souffraient de fractures, ont été admises au centre hospitalier de Maubeuge. Le rayon des fournitures scolaires de 15 mètres de long et de 3 mètres de large s'est écroulé vers 20 heures, alors que de nombreux clients faisaient leurs achats de rentrée. Le magasin, qui devait rester ouvert jusqu'à 22 heures, a rapidement été évacué dans le calme, et les pompiers ainsi que le service médical d'urgence sont arrivés rapidement sur les lieux.

سلافة الامل



Société

1 043 tués et 21 450 blessés en juillet

De nouvelles mesures sont proposées pour réduire l'hécatombe routière

pour réduire l'hécatombe routière. 14 841 accidents corporels ont été enregistrés sur les routes de France au cours du mois de juillet. Ils ont entraîné la mort de 1 043 personnes et en ont blessé 21 450 autres. Par rapport au même mois de 1988, le nombre d'accidents a baissé de 7,8 %, celui des blessés de 8,4 % et celui des tués de 4,1 %. Commentant ces chiffres M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports routiers et fluviaux, constate que « la gravité des accidents s'accroît » et considère que « cette barbarie moderne, intolérable », est essentiellement due aux excès de vitesse. Favorable à l'interdiction de la vente d'alcool la nuit dans les stations-service, M. Sarre a déclaré vendredi 1<sup>er</sup> septembre à France-Soleil : « Un comité interministériel de sécurité routière se tiendra à l'automne pour soumettre probablement cette mesure au Parlement. »

un voyant signalant l'absence de bouclage de la ceinture ? En matière d'équipement routier, les rédacteurs préconisent que les plantations d'arbres (20 % des causes de décès après collision avec un obstacle fixe) soient systématiquement protégées par une glissière. Les nouvelles plantations de végétaux devraient être implantées à 4 mètres et protégées par un fossé. Dans le cas des intersections à deux voies, il conviendrait de matérialiser, de manière permanente, la priorité en vigueur. Enfin, la commission souhaite que soit généralisé le système de la priorité du véhicule sortant dans tous les carrefours circulaires dotés d'un terre-plein central afin de mettre fin à la situation confuse de carrefours successifs ayant des règles de priorité différentes.

ALAIN FAUJAS.

L'alcool à la pompe

« Essence, mécanique, alimentation », annoncent les enseignes au néon. C'est une station-service idéalement située, dans la banlieue ouest de Paris, à quelques centaines de mètres du tunnel de Saint-Cloud et de l'autoroute A 13, qui file sur quatre voies jusqu'à Rouen ou Caen. Depuis un an et demi, Frédéric, le jeune gérant, a entrepris de se diversifier : il a doté sa station d'une boutique qui propose aussi bien des accessoires automobiles que de l'alimentation, des biscuits aux surgelés en passant par une large gamme de boissons alcoolisées. « L'alcool représente 30 % du chiffre d'affaires de la boutique, explique-t-il. La moitié de mes ventes quotidiennes d'alcool se fait entre 22 heures et la fermeture à minuit. » Après 22 heures, il reste le seul magasin ouvert du quartier. « A cette heure-là, je me transforme en commerce d'appoint. »

Pour tous les magasins ouverts la nuit, comme cette station-service, il pourrait bientôt être impossible de vendre des boissons alcoolisées entre 21 heures et 6 heures. M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports routiers et fluviaux, souhaiterait que l'interdiction par les autorités départementales de la vente d'alcool la nuit soit généralisée. Le 24 août, dans une station-service du Var, au bord de la nationale 7, où il signalait un « passage de la route » (opération de sensibilisation mise en place au début de l'été), il a voulu apporter publiquement son soutien au préfet de la Mayenne, qui, le 19 juillet, a pris une telle mesure.

Si cette expérience était étendue, elle concernerait principalement le réseau des stations-service, seules boutiques qui peuvent proposer des boissons alcoolisées à emporter pendant la nuit. Depuis novembre 1987, une réglementation interdit aux stations d'autoroutes la vente à emporter des boissons excédant 1 degré d'alcool. La consommation sur place de boissons de moins de 19 degrés n'est autorisée qu'en complément d'un repas chaud. Pour toutes les autres stations-service du réseau routier, ou en agglomération, une simple déclaration à la préfecture suffit pour vendre des boissons alcoolisées à emporter. Une interdiction viserait un nombre assez important d'établissements.

Il est encore trop tôt pour apprécier les résultats de la mesure prise en Mayenne. Les autorités ont rappelé aux maires les règles précises de délivrance de certaines licences de vente d'alcool, pour les buvettes des fêtes, des rassemblements, et elles appliquent strictement la législation sur l'alcool. « Ces mesures semblent déjà porter leurs fruits », affirme M. Charbonnaud, directeur du cabinet du préfet. On constate depuis le début de l'année, dans ce département, une baisse des accidents de la route dus à l'alcool.

GUILLAUME LE NAGARD.

Après la mort de deux policiers

Le chef du RAID donne des précisions sur l'opération de Ris-Orangis

Le commissaire Ange Mancini, chef du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), cette unité d'élite dont deux membres ont été tués, jeudi 31 août, à Ris-Orangis (Essonne), par un forcené (le Monde du 2 septembre), a donné, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, au cours d'une conférence de presse, des explications sur les circonstances de cette opération, au cours de laquelle deux autres policiers ont été blessés.

Le commissaire a indiqué que la porte blindée de l'appartement du forcené lui avait posé un problème. « Le blindage était beaucoup plus résistant que nous le pensions », a-t-il dit, en précisant que ce type de blindage était inconnu de ses services. Sous l'effet de l'explosion, la porte n'a en effet pas cédé, alors que l'explosion « devait servir de signal » aux deux policiers qui devaient pénétrer dans l'appartement du forcené par une fenêtre.

Le forcené, adossé à un mur, armé d'un fusil d'assaut, a pu ainsi tirer presque à bout portant sur les deux policiers qui venaient de bondir à travers la fenêtre, les tuant tous les deux malgré leurs gilets pare-balles. Il s'agit de Christian Caron, quarante ans, inspecteur divisionnaire au RAID, marié et père de trois enfants, et de Fernand Belcher, trente et un ans, sous-brigadier au RAID.

Le commissaire Mancini a aussi indiqué que le silence du forcené pendant toute l'opération avait « profondément gêné les interventions » du RAID, silence qui notamment empêchait les policiers de le localiser avec précision.

Ce n'est que vers 21 h 15 que les hommes du RAID ont réussi à faire sauter la porte blindée et ont, de nouveau, donné l'assaut au cours duquel un autre policier du RAID, le gardien de la paix Thierry Azzouzi, trente ans, a été grièvement atteint à l'arrière fémoral.

Avant l'arrivée du RAID, un autre policier, Jean-Luc Grandjean, trente-cinq ans, inspecteur principal à Evry, avait été blessé au visage par le forcené alors que, installé sur une échelle, il crochait le volet d'une fenêtre de l'appartement.

Les obèques des deux policiers du RAID devaient avoir lieu lundi 4 septembre. Vendredi, M. Michel Rocard leur a rendu hommage dans un message adressé à M. Joxe, ministre de l'Intérieur, lui demandant de transmettre l'assurance de sa « sympathie émue » à l'ensemble des personnels de la police nationale.

Plusieurs syndicats de police ont également fait part de leur émotion, le syndicat FO affirmant de son côté que cette affaire « pose clairement le problème de la réglementation et du trafic des armes ».

La commission de la sécurité routière, présidée par M. Pierre Giraudet, président de la Fondation de France et ancien président d'Air France, avait proposé, le 25 avril dernier, des réformes importantes telles que la création d'une vraie police de la route et d'un permis de conduire provisoire ou la limitation de la vitesse des véhicules dès la construction (Le Monde du 26 avril). Elle vient d'achever les cent trente pages des annexes de son Livre blanc qui comportent de nouvelles propositions.

Des trois chapitres « Connaissance de la sécurité routière », « Propositions d'actions complémentaires » et « Réflexions sur le système de contrôle et de sanctions », on retiendra d'abord la constance de la commission Giraudet dans la dénonciation de l'excès de vitesse. Son argumentation se développe sur le schéma suivant : « Toutes les expériences montrent que les limitations de vitesse améliorent la sécurité routière ». Entre autres exemples, le rapport cite le Danemark qui, en réduisant, en 1985, de 60 à 50 km, la vitesse en agglomération, a réduit de 7 % le nombre des blessés graves et de 24 % celui des morts.

La commission souligne que l'un des principaux avantages des limitations de vitesse est d'homogénéiser le trafic et de réduire le nombre des dépassements dangereux sur les routes à double sens de circulation. Enfin, elle s'acquiesce de l'augmentation

régulière des vitesses pratiquées dont la courbe est parallèle à celle de la gravité des accidents. « De jour, et en 1986, un usager sur six dépasse les limites sur autoroutes de liaison, un sur trois sur autoroute de déviation, plus d'un sur deux sur routes nationales et près de deux sur trois sur les routes départementales. »

Les annexes au Livre blanc formulent une suite de propositions pour améliorer la sécurité routière. Les auteurs souhaitent l'approfondissement des connaissances en matière d'accidents, notamment par la communication des statistiques des compagnies d'assurances au Centre d'étude et d'information de la sécurité routière, dont la création est demandée par le Livre blanc et par l'institution d'une surveillance par chaque préfet du taux du port de la ceinture.

La prévention de la conduite en état d'ébriété inspire à la commission

A Grenoble, une jeune « punk » poignarde un passant pour une cigarette

Sans toit ni loi

Dans la nuit du samedi 26 au dimanche 27 août, Mohammed Farouci, un jeune tunisien de quarante-six ans, a été tué d'un coup de couteau en plein cœur, au coin d'une rue tranquille de Grenoble. Selon plusieurs témoins, une querelle est à l'origine de ce meurtre, dont l'auteur présumé est une jeune fille de seize ans et demi qui squattait une maison voisine avec un groupe de punks.

GRENOBLE de notre bureau régional

« T'es pas une cigarette ? » Tout est parti de cette demande lancée par deux adolescentes en vadrouille, à l'adresse d'un passant légèrement éméché. L'interpellé, Mohammed Farouci, tend son paquet de blondes et, en retour, demande du feu. Les filles n'en ont pas. « Alors rendes-moi mes cigarettes ! », se fâche-t-il. L'une accepte, l'autre pas. Le ton monte. On s'empoigne. Il est 2 h 30 du matin. La rue, à l'écart du centre animé, est quasiment déserte, mais un compagnon de squat des adolescentes vient se mêler à la bagarre. Les coups redoublent sur le tunisien. Et puis, l'irréparable : la plus jeune des deux filles sort un couteau et le plante dans la poitrine de Mohammed Farouci.

La « castagne »

Grâce à plusieurs témoins, une heure plus tard, onze « marginaux », dont le plus âgé a vingt-deux ans, sont interpellés dans l'immeuble délabré où ils ont élu domicile, à 100 mètres de là, rue Vergniaud. Parmi eux, les policiers de la brigade criminelle de la sûreté urbaine de Grenoble identifieront la meurtrière présumée, Valérie, seize ans et demi, son complice, âgé de vingt ans, et sa copine, qui vient d'avoir dix-sept ans. Ils seront respectivement inculpés de meurtre, de complicité de meurtre et de non-assistance à personne en danger par M. Vogt, juge d'instruction au tribunal de Grenoble, qui fera écrouer les deux premiers.

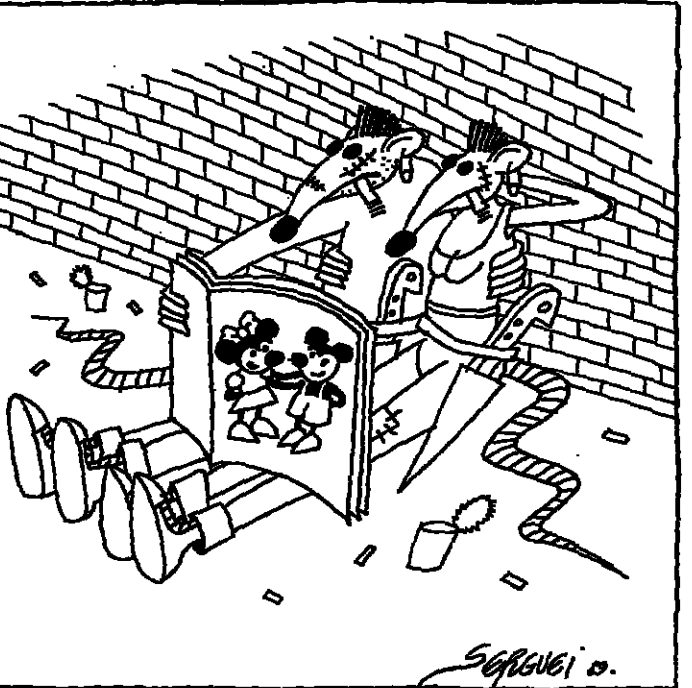
« C'est un Algérien (sic), mais ça aurait bien pu être un Français, dites donc... » A leur manière, les deux vieilles demoiselles qui tiennent l'épicerie de la rue de l'Abbé-Grégoire - le drame a eu lieu sous leurs fenêtres, mais elles n'ont rien entendu, rien vu, sauf la tache de sang - rejoignent l'impression des enquêteurs : ce crime gratuit n'est pas un acte raciste. Les squatters de la rue Vergniaud, qui ricanaient quand on les traite de « punks », ne supportent pas qu'on les confonde avec des « skinheads » (crânes rasés). Nihilistes peut-être, strictement pas « nazillons ». Les agressions dont ont été victimes un ouvrier réunionnais et un clochard algérien, tués dans les rues de Grenoble au cours du mois de novembre 1988, ne sont

pas dans leurs manières. Ne les a-t-on pas vu souvent cohabiter, dans leur squat, avec des beurs ou des Noirs de passage ?

Reste la violence, avec laquelle Valérie a toujours flirté. Par pulsions impulsives, elle vit sans toit ni loi depuis l'âge de quatorze ou quinze ans. Après avoir déserté le petit logement de la banlieue grenobloise où sa mère, vivant seule, s'est vite désintéressée d'elle. Son penchant pour la « castagne » était bien connu à la brigade des mineurs et chez le juge des enfants. Placements en foyers spécialisés, fugues à répétition, errance, juste à la frontière de la délinquance. Avec sa mèche-banane gominée, son blouson

leurs chiens, devant le supermarché Casino du quartier.

La bouche-à-oreille, qui, dans la marge « radicalement », tient lieu de guide des « suberges de jeunesse », attribue, paraît-il, une note modeste à ce squat urbain : « Centre-ville, tendance cratignos ». Effectivement, « ça crvait » au rez-de-chaussée, un cadavre d'hypomarché, un vélo rouillé, des restes de matelas en mousse, des mégots, du verre brisé et, par-dessus tout, des milliers de petites plumes, comme après une bataille de polochons géante. Juste derrière, dans le petit jardin à l'abandon - rafraîchissant si n'y flottaient des relents de poubelles, d'urine et de moisissure, - quel-



clouté, ses rangiers noirs, Valérie s'était aisément immergée dans la tribu hétérogène des punks, sa « famille ». Sans renoncer à faire le coup de poing. « Cette meuf-là (1), elle était dégingène... Même pour taper des cigarettes elle avait la haine », lâche, dans une note dédaigneuse, une punkette, à la crête fluo, qui eut naguère quelques différends avec Valérie.

Etat des lieux

Les occupants de la rue Vergniaud, dont certains connaissent très bien le quartier, n'ont pas envie de s'épancher. Pourtant, après la rafle policière de la nuit de dimanche, la plupart d'entre eux ont réintégré la vieille bâtisse. A défaut d'un accord des héritiers du propriétaire, décédé, la maison ne peut légalement être murée. Pas de scellés non plus sur la porte, mais un cadenas, posé par les squatters lorsqu'ils partent « zoner » autour de la manche, avec



ques vêtements féminins sèchent sur un fil. Chaque décimètre carré de mur est couvert de graffitis. Ni obscènes ni vraiment agressifs, mais franchement délirants : des rats rigolards (la mascotte des punks), des têtes coiffées d'entonnoirs, des déclarations sur la folie individuelle ou l'aliénation collective, des caricatures, des rébus, des bulles, des cris. Du premier étage, d'où parvenaient des voix étouffées, trois garçons finissent par dégringoler.



trente-six ans, « sans profession ni sans domicile fixe » depuis douze ans, n'hésite-t-il pas à revendiquer sa différence, pour peu que l'on s'installe à côté de lui, sur le trottoir du supermarché, boulevard Joseph-Vallier. « Ils me tapent une cigarette de temps en temps, mais on ne se fréquente pas, ce sont des allumés. Depuis samedi, ils ne sont pas revenus par ici. La fille au surin, je vois pas qui c'est, mais ils cherchent tous des embrouilles. »

Complètement édenté pour avoir trop longtemps fait le cracheur de feu - « Je passais mes deux litres d'alcool tous les jours » - les joues creusées, l'œil féroce, Patrick affiche pourtant une relative sérénité. « Tu vois, ici je me fais ma monnaie, un peu de bouffe, et après je vais me balader vers les jeux de boules ou je me paye un ciné. Je pioche beaucoup, mais pas à longueur de journées, et la shooteuse, j'y touche pas. »

L'été, il dort n'importe où, « sur un coin de macadam », mais l'hiver il lui arrive aussi de squatter. « Avec un pote ou deux, pas plus. Cette année on avait trouvé une relative sérénité. En tirant 60 mètres de câbles électriques on s'était installé un radiateur et une petite télé à 600 balles. Le proprio nous tolérât, on était bien, on jouait au tarot, on picolait... » Cette vie-là, engagée après une rupture avec sa femme, Patrick affirme y tenir : « C'est la liberté. Le boulot, merci bien ! » Pour lui, les « punks » font partie d'un autre univers. Pas des copains, des rivaux pour « la manche ». « Jusqu'à il y a deux semaines, mais si en plus ils se mettent à jouer du couteau, on n'a pas fini d'être emmerdés... »

La municipalité de Grenoble peut légitimement se targuer d'avoir innové dans le domaine de l'aide aux plus défavorisés, en créant un « revenu minimum » avant la lettre et, plus récemment, en imaginant une « carte santé » réservée aux jeunes sans couverture sociale. Il n'empêche. Comme beaucoup d'autres, les responsables des affaires sociales paraissent désarmés face au phénomène de marginalité extrême que représentent les punks et assimilés. « Vis-à-vis de cette population mouvante, mais heureusement limitée, qui refuse radicalement de se socialiser, le relais des travailleurs sociaux se révèle inefficace, remarque le directeur de la santé et de la salubrité. Pas moyen d'établir le contact avec eux, encore moins de les prendre en charge. » Pour ce qui concerne le squat de la rue Vergniaud, la mairie, légalement incompétente, envisage aujourd'hui une action en justice afin de faire murer et éventuellement démolir le taudis. Tout en sachant bien que le problème se trouverait alors simplement déplacé.

ROBERT BELLERET.

(1) Femme, en verlan.

## CINÉMA

« Le Dossier Adams » (« The Thin Blue Line »), d'Errol Morris

## La reconstitution

Tout cinéaste rêve de changer, par son film, la face du monde. Errol Morris est en tout cas parvenu, après enquête et reconstitution, à faire libérer un condamné à perpétuité.

Présenté à Deauville le 4 septembre, le Dossier Adams (« The Thin Blue Line »), d'Errol Morris, se fonde sur un vrai crime et dresse le portrait acide des ambiguïtés judiciaires au Texas. Grand, dégingandé, lunettes, proche de la quarantaine, diplômé de philosophie, Errol Morris s'intéresse depuis toujours à la criminologie : « Le meurtre, dit-il, concentre toutes les motivations. C'est l'acte humain qui suscite le plus de questions. Notre appréhension des actes de déviance s'appuie moins sur un schéma psychologique que sur nos fantasmes ».

C'est en 1974 qu'Errol Morris s'embrutit avec son premier assassin, Ed Kamper, grâce à qui Santa Cruz devint la capitale américaine du crime de masse. Puis il se rencontre avec une dizaine d'autres, dont Ed Gein, qui inspira Psychose et Massacre à la tronçonneuse. Les deux premiers films d'Errol Morris, Gates of Heaven (1979), sur les cinéastes d'innocents domestiques, et Verano, Florida (1981), chronique d'une petite ville, ne lui ouvrent ni les portes ni les portefeuilles des studios. Il travaille alors quelque temps avec un détective spécialisé dans les affaires de Bourse. Et, en mars 1985, il s'embarque dans le Dossier Adams.

Il devait d'abord tourner un documentaire sur un certain docteur John Grigson, psychiatre texan renommé « docteur Death », « docteur Killer » ou « le psy aux pendus » en raison du nombre d'accusés que son témoignage d'expert avait contribué à faire condamner. Selon la loi texane, les inculpés d'homicide ne peuvent être condamnés à mort que si un psychiatre les certifie sociopathes, prêts à tuer à nouveau. Randall Dale Adams avait été condamné à mort (peine commuée en prison à vie) pour le meurtre d'un officier de police sur un route déserte près de Dallas en novembre 1976.

« J'aurais voulu des prisonniers dont le profil avait été dressé par le docteur Grigson. Pour moi, Adams était juste un condamné de plus à son palmarès ». Naturellement, comme la plupart des prisonniers, Adams clame son innocence. Morris se penche sur les minutes du procès et y découvre « une foule de questions demeurées sans réponse ». Il abandonne le docteur et entreprend ses propres recherches. Le Dossier Adams n'est pas le film de cette enquête. Il est l'enquête.

Randall Adams a été arrêté et condamné sur le témoignage de David Harris, adolescent au casier judiciaire assez chargé, qui, arrêté quelques semaines après le meurtre du policier pour un tout autre motif, déclare avoir pris Adams en stop. Ils étaient ensemble, prétend-il, lorsque Adams commit son crime. Des

témoins viennent à la barre corroborer son récit et reviennent devant la caméra. Étonnante galerie de grotesques : une avocate obèse et hystérique ; une fausse blonde qui soutient que ça lui arrive tout le temps : « Où que j'aille, les gens se font tuer » ; une série d'officiers en costume trois pièces ayant tous des raisons pour se satisfaire d'un bon émissaire et clore au plus vite l'affaire. Et, bien entendu, les deux principaux personnages : Adams et Harris.

Errol Morris intervient le moins possible. Il impose le cadre : une même chaise pour tout le monde, à la même distance de la caméra, fixe, sur trépied. Une équipe et des éclairages de cinéma. Ce formalisme délibéré se révèle parfois libérateur. Morris recueille des confidences inédites, y compris l'aveu des trois témoins, qui avouent avoir menti au procès.

## Une démarche implacable

Un mois après le meurtre, la police piffine. L'opinion publique se fait pressante. Il faut un coupable. Agé de seize ans, David Harris ne pouvait pas être condamné. De plus c'est un enfant du pays. « Il était poli, bien élevé, blanc, avec une tête d'ange. Adams n'était pas d'ici, et avec ses cheveux mal peignés convenait bien au rôle de vagabond douteux ». Morris s'accroche à Harris : « Il m'a un jour posé un lapin, le temps de commettre le meurtre pour lequel il est aujourd'hui condamné ». Dès la première rencontre, Morris décèle la faille, et ne lâche plus Harris jusqu'à lui faire reconnaître, devant la caméra, sa culpabilité dans le meurtre du policier.

À l'écran, la confession se réduit à un enregistrement audiotape. « Ma caméra était tombée en panne, c'était pendant un week-end, impossible de trouver un équipement de rechange. Ce que j'ai fait n'a d'ailleurs rien à voir avec le cinéma-vérité ». Partant des témoignages, Errol Morris construit un scénario et, loin de Dallas, procède à une série de reconstitutions. Sa démarche, soutenue par la musique de Phil Glass, est presque surréaliste et pourtant implacable. Il montre : une route déserte, une voiture à l'arrêt. Un témoin indique le passage d'une autre voiture ? Morris reprend la scène. A chassé sa vérité, toutes les vérités naissent égales.

La première du film a eu lieu en mai 1988 au festival de Dallas — dans la fosse aux lions. Les critiques locaux jouent le jeu. La critique nationale s'en mêle. On parle de De sang-froid, de Truman Capote, du Chant du bourreau de Norman Mailer, on évoque Rashomon, de Kurosawa, et Hitchcock, Twilight zone. The Thin Blue Line vient en tête des meilleurs films de l'année, toutes catégories confondues.

Des pétitions commencent à circuler, exigeant la libération de Randall Adams. Non pour innocence — la justice texane est retorse — mais pour déni de justice. La valorisation dure plusieurs mois, et, treize ans après le crime, Adams est

libéré, revient en héros dans sa petite ville de l'Ohio.

Errol Morris est évidemment contre la peine de mort, mais, curieusement, pas Adams : « Je n'explique sa position en tant que la plainte qu'il a déposée contre moi », dit Morris. En effet, Adams et lui ne s'adressent plus la parole que par l'intermédiaire de leurs avocats. L'imbroglio est à la fois affectif, moral, légal, financier. Après l'interview, Morris avait fait signer à Adams une autorisation légale de diffusion. Il avait pris également une option sur les droits cinématographiques — 10 dollars en cas de documentaire, 60 000 en cas de film commercial.

L'ambiguïté du mot « commercial » est à l'origine de la rupture. Est-ce qu'il s'applique au circuit ? Ou seulement à la catégorie fiction avec acteurs ? Les « reconstitutions » font-elles tomber le film dans cette catégorie ? Tous deux ayant reçu des propositions de livres et de films, à qui appartient la vie de Randall Dale Adams ? Et celle d'Errol Morris ? Les deux ne sont-elles pas liées indissolublement dans le cadre de l'affaire ?

Si, le 2 août, un accord a été trouvé, l'amitié entre les deux hommes a irrémédiablement souffert. Mais, nanti d'une bourse de la Fondation Guggenheim, et d'une autre de la Fondation MacArthur (réservée aux « génies »), Errol Morris doit enchaîner avec le procès de King Boots, encore une fois la remise en cause du système judiciaire à partir d'un fait divers — « à cet égard, celui qui s'est retrouvé aux assises n'est autre qu'un berger allemand ».

HENRI BEHAR.

## THÉÂTRE

Ariel Goldenberg à Bobigny

## Ethique et statistiques

Argentin de naissance, Espagnol d'adoption, Français de cœur et à présent de métier, Ariel Goldenberg a pris la succession de René Gonzales à la Maison de la culture de Bobigny.

Il explique ses projets : « Ma présence à Bobigny est due surtout à un caprice de René Gonzales, avec qui j'ai beaucoup travaillé dans le sens où nous avons, lui à Bobigny moi à Madrid, pris les mêmes spectacles. Elle est due également au plaisir pervers de remettre les pieds à Paris. La France est le pays d'Europe où je me trouve le mieux, même si ces dernières années en Espagne j'ai fait le meilleur parcours. Avoir acquis la nationalité espagnole me facilite les choses en France... Disons que j'ai des problèmes d'identité. Je pense à une blague de chez moi : on dit que l'Europe n'existe que dans la tête des Argentins. On dit aussi qu'un Argentin est un Italien qui parle espagnol, pense en anglais et voudrait vivre comme un Français. Pour moi, voilà, c'est fait ».

En tout cas, j'aimerais beaucoup que Bobigny, si l'on peut disposer des moyens appropriés, s'aligne sur les grands théâtres européens. Ce qui se passe actuellement en Espagne est significatif. La plupart des fonds publics sont consacrés d'ores et déjà aux Jeux olympiques de 1992 à Barcelone, à l'Exposition universelle de Séville la même année et à Madrid, qui, en même temps, devrait être la capitale européenne

de la culture. Beaucoup de gens préféreraient que tout cet argent aille à un développement en profondeur des activités artistiques.

L'ambition d'un théâtre dépend de ce que chacun a dans sa tête. Moi, j'ai toujours travaillé sur des projets à vocation internationale. J'ai pas mal vécu dans les avions. Certains des spectacles ont fait un parcours extraordinaire : ainsi Zingaro. C'était d'abord un projet du Sygma de Bordeaux et du Festival de Madrid, on sait ce que c'est devenu.

Pour Bobigny, jusqu'à présent, j'accuse d'être mis sur le théâtre. Ce que je compte changer un peu. La maison que l'on vient de fixer proposera davantage de musique et d'opéras. Cela se traduira peut-être un jour par une modification des statuts. En attendant, la plupart des contacts noués par René Gonzales me paraissent excellents, et je ne les romprai pas.

Ainsi j'ai l'intention d'accueillir en résidence la compagnie Jean Jourdeuil/Jean-François Peyret. J'aimerais continuer le travail avec Joël Jouanneau, que Bobigny a accompagné depuis l'Hypothèse de Pinget, créé à Avignon en 1987. Je vais prendre contact avec Moshe Lerner et Patrice Caubère, deux metteurs en scène d'opéra qui ont fait leur première mise en scène de théâtre importante avec Jean-Pierre Vincent à la Comédie-Française. Je me suis également mis en rapport avec le département musique et danse du conseil régional d'Ile-de-France, car la maison de la culture est un très bon outil de travail pour les chorégraphes.

Je veux enfin continuer avec la nouvelle génération de metteurs en scène : Gérard Desarthe, Sophie Lincachevski, Ariel Garcia-Valdés... J'attends de connaître le nouveau découpage théâtral, afin d'adapter ma stratégie. Mon objectif est de maintenir Bobigny au premier plan, quoiqu'il advienne.

Aujourd'hui, la maison de la culture rassemble trois associations : son conseil d'administration, le centre international de création, fondé par René Gonzales, puis une association pour le cinéma. L'association maison de la culture reçoit 9,2 millions de francs de l'Etat, et 9,2 millions venus pour les trois quarts du conseil général et pour un quart de la ville. Les mêmes sommes depuis quatre ans. Le centre international de création reçoit 4 millions du conseil général. L'association pour le cinéma ne reçoit pas de subventions, nous cotise 1 million, financé soit par la maison de la culture, soit par le centre de création.

## Perdre un peu pour un beau projet

Si l'on escompte environ 3 millions de recettes pour la saison, on arrive à un budget de 25 millions. Le fonctionnement de la maison s'élève à 13 millions. Il en reste donc 12 pour la production et la programmation. Y compris celle du cinéma. Le problème majeur reste celui de la parité entre les subventions de l'Etat et celles des collectivités locales. Le conseil général serait prêt à augmenter sa part, mais le ministère ne suit pas. Le centre international est une sorte de subterfuge, mais imaginez des changements politiques au sein du conseil général, la maison perdrait d'un coup 4 millions.

Si l'aligne les chiffres, le budget global tourne autour de 35-36 millions, et peut franchir la barre des 40 millions si on y a une tournée un peu importante. Comme c'est arrivé avec Le Cid, dans la mise en scène de Gérard Desarthe, qui a tourné pendant plus d'un an à Ponnos un autre exemple : Alain Crombecque m'a demandé d'étudier la possibilité de faire venir Electra, spectacle de la Royal Shakespeare Company, dans la mise en scène de Deborah Warner avec qui j'ai travaillé sur la tournée de Titus Andronicus (venu à Pâques aux Bouffes du Nord). Le projet ne pourrait jamais se faire seulement à Bobigny. Si on arrive à le monter pour Avignon, nous prendrions la production en main. Cela fera des entrées et des sorties d'argent qui, j'espère, s'équilibreront. A la rigueur, j'accepterais de perdre un peu pour un beau projet.

Je ne veux pas employer les mots « entreprise culturelle », « produit culturel ». On ne fait pas des baguettes. Les baguettes expriment elles aussi la culture d'un pays, mais ce n'est pas à nous de les construire. En fait, une quelconque glissade dans la gestion d'un établissement tel que Bobigny se paie très cher. Cela dit, il y a une formule de Borges qu'il a employée au cours d'une polémique avec Ernesto Sabato : « L'éthique n'est pas une branche de la statistique ». Je ne veux pas être contraint de travailler seulement en fonction des données statistiques. D'abord parce qu'on peut les manipuler comme on veut, ensuite parce qu'elles ne sont pas nécessairement le reflet d'une ambition ».

Propos recueillis par OLIVIER SCHWITT.

## Programme

Le Roi Lear en Kathakali, 12 et 13 septembre.

Dom Juan de Molière, avec Pierre Arditi, mise en scène Marcel Maréchal, du 27 septembre au 31 octobre.

Don Giovanni et Les Noces de Fauré par Peter Sellars, du 13 novembre au 23 décembre.

En janvier Les Sonnets de Shakespeare par Jean Jourdeuil, Festival Funk.

(Publicité)

CHAQUE MERCREDI DANS LE DATÉ JEUDI

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE du Monde

C'est + de choix d'affaires en vente et en location

C'est une exclusivité du Monde : « La Sélection des Institutions »

## PHOTO

« Yoknapatawpha », d'Alain Desvergnès

## A l'ombre de Faulkner



Natchez, Mississippi, 1963.

A la manière d'un conte, la publication trente ans après d'un album qui traite le mythe littéraire du vieux Sud.

Alain Desvergnès a vingt et un ans lorsqu'il découvre Faulkner en lisant Le Bruit et la Fureur pendant son service militaire. L'irrésistible envie de voir cet écrivain le saisit, ainsi que celle de connaître sur place ce pays de conquête et d'abandon, où « on brûle les petites filles dans les églises à cause de la couleur de leur peau ».

Engagé en 1963 comme professeur à l'université du Mississippi, il commence à photographier en reliant les livres en version originale. Sa première idée est de poser l'image regard du texte, mais il s'agit bien vite de la rectifier son erreur. Dans le même temps, il se détache de l'influence d'Ansel Adams, et se met à photographier vraiment.

J'ai appris à être irréaliste et à découvrir, à progresser en désordre, sans logique rassurante, dit Alain Desvergnès en avalant les mots. Peu à peu, j'ai procédé par équivalences. Ce pèlerinage initiatique a duré trois ans. J'ai découvert une Amérique aux traditions, sauvage et

poétique, absolument ignorée en Europe. Le célèbre portrait de Faulkner, posant de profil pour Cartier-Bresson (1946) est encore inconnu, et Desvergnès expose chez lui, dans sa maison, à mesure qu'il les prend, ses images dépeintes, intenses et lumineuses.

Son rêve est de les publier chez Gallimard. Plus tard, au Canada, il montrera, à Ottawa, ces instantanés paisibles, qui n'existent ni lynchage ni chiens policiers mordant les membres du Ku Klux Klan. Parce qu'il est poétique, et qu'il voulait garder secrète la quête de ses racines, Alain Desvergnès laisse dormir trente ans, soigneusement classés dans des albums, ses tirages carrés, aux teintes jaunes et roses, sur papier Kodak, reflet palpable de la chaleur, de la terre pourpre, de la poussière d'été.

Partir à la rencontre de Faulkner n'était pas qu'une gageure. C'était une manière d'affronter le temps autant que de s'abriter sous sa coupe. Donnant corps à ses chimères, soudant au cœur cette région lointaine, Desvergnès n'a pas trahi le pittoresque ou le folklore. Dans le comté de Yoknapatawpha, où Faulkner situa l'Intrus, le vieux Sud apparaît non comme le pays

d'un autre âge, mais plutôt comme une contrée magique, insaisissable et sans époque.

Ainsi, l'image mythique du vieux Sud ne pouvait-elle mieux s'incarner que par l'élégante silhouette blanche de ces jeunes femmes en crinoline, tournant distraitement la tête en traversant dans le temps, scène hésitante ou tableau vivant composé dans une vaine indécision, « sans qu'il soit possible de dire si l'instantané fige ce qui était en mouvement ou donne un semblant de vie à ce qui était immobile », comme l'écrit Régis Durand. Oscillant entre le regret du rêve concrétisé et le désir qu'il puisse se prolonger, cette vue resplendissante suggère à elle seule l'aura rare qui émane du livre d'Alain Desvergnès. Exhumant des trésors cachés depuis 1963, l'heureuse initiative d'Yves Marchand fait espérer que le créateur de l'Ecole nationale de photographie d'Arles sache délaisser à l'occasion ses dossiers pour reprendre d'un cœur léger l'appareil et la plume.

PATRICK ROGERS.

Alain Desvergnès, Yoknapatawpha, le pays de William Faulkner, texte de Régis Durand, coll. « Sur la photographie », éd. Marval, 150 F.

« Ariel », d'Aki Kaurismäki

## Le Sud, le vrai

Une petite ville minière au nord de la Finlande, froide donc. De plus, les mines vont fermer. Quelle solution pour ceux qui ont la plus grande partie de la vie derrière eux ? Le suicide. Ce que fait l'un des mineurs, qui lègue toute sa fortune, soit une belle bague américaine, à un garçon, sans doute son fils. Quelle solution pour ce garçon désormais seul au monde ? Prendre ses économies, l'américaine décapotable — la capote dégingandée ne ferme pas — s'emmitoufler et partir sur les routes verglacées vers le sud. Un sud tout relatif : Helsinki, la capitale. Là, évidemment, le garçon, plutôt du genre maladroit, se fait tout piquer. Qu'importe, il va lui même voler. Mais décidément, il n'est pas doué.

Le garçon est un rêveur, un Ariel, un esprit en l'air, qui se pose sans s'arrêter bien longtemps, et le film d'Aki Kaurismäki, Ariel, possède une irrésistible grâce mélancolique, mêlée d'ironie.

Le garçon (l'acteur Turo Pajala) n'est pas doué pour l'amour, mais son charme nonchalant, sa passivité et son mutisme sont bien séduisants et d'ailleurs séduisent une jeune femme (l'actrice Susanna Haavisto) qui vit seule avec son fils. Elle est son contraire : super active, et même fébrile, débrouillard, perpétuellement débordée par la masse des petits boulots qui lui permettent de payer ses

traies et d'élever son gamin. Une femme moderne à l'occidentale, en somme.

En Finlande, dans le stress des années 80, c'est un peu le pendard d'Antoine et d'Antoinette. Les années 50 de Jacques Becker. Ils sont tellement sympathiques tous les deux, tellement proches qu'on s'en va de leur donner des conseils, un peu comme à des enfants. Ce qui, d'ailleurs, ne servirait à rien, ils sont complètement engagés, chacun dans son système. Ils aiment avec pudeur, sans se le dire. Ils vont se balader au bord de la rivière, et fument en silence, savourant un moment de paix comme un luxe suprême. Il l'aide. Elle l'aide. Elle va même jusqu'à le faire évader de prison.

Plus proche du réalisme poétique que du néoréalisme, Ariel emmène dans un pays très inconnu. A la rigueur, de la Finlande, on imagine de hautes forêts odorantes, avec maisons en bois, assises, fougères de fougère dans la neige. Rien de pareil ici. Seulement Helsinki, une grande ville avec des banques, des fast-foods, des boutiques trop chères, des embouteillages dans les rues, et un grand port, fascinant comme toujours, qui semble prolonger les rêves dans le micromonde de l'asphalte, dans le balancement des navires qui vont vers le Sud, le vrai.

COLETTE GODARD.

صلى الله عليه وسلم



# cinéma

## LES FILMS NOUVEAUX

**ARIEL.** Film finlandais d'Åke Kaurismäki, v.m.: Gammont Les Halles, 11 (40-26-12-21); Gammont Opéra, 2 (47-42-60-33); Saint-Amand des-Arts 1, 6 (43-26-12-21); Les Halles, 11 (45-61-10-50); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Gammont Paramount, 14 (43-35-90-30).

**ATTENTION ! ATTENTION ! CIEL.** Film espagnol d'Antonio Mercero, v.m.: Gammont Les Halles, 11 (40-26-12-21); 14 juillet Odéon, 6 (43-52-15-59-83); Pathé 82-83; 14 juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); 14 juillet Beaureganolle, 15 (43-75-79-79); Bistrot Montparnasse, 14 (44-44-25-02); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-58); Gammont Alséa, 14 (43-27-84-50); Impérial, 2 (45-52-94-97).

**HAUTE SÉCURITÉ.** Film américain de John Flynn, v.m.: Forum Horizon, 11 (45-08-37-57); Pathé Impérial, 2 (47-42-56-31); George V, 9 (45-52-94-97); Concord, 9 (43-59-92-82); UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: Rex, 2 (42-46-30-16); UGC Normandie, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-07); UGC Lyon Bastille, 12 (43-53-01-01); UGC Cinéma, 13 (43-61-74-74); Mitrail, 14 (43-59-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-52-12-06); UGC Convention, 14 (43-52-12-06); Le Wexler, 19 (45-52-46-01); Le Gambetta, 20 (46-36-10-6).

**J'AURAIS JAMAIS DU CROISER SON REGARD...** Film français de Jean-Marc Longval. Pathé 82-83; 14 juillet Opéra, 9 (47-42-56-31); Rex, 2 (43-56-83-93); Pathé Hanterfeuille, 6 (46-33-79-38); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); George V, 9 (45-52-94-97); Pathé Concord, 9 (43-59-92-82); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

**UN DUEL, TROIS NOUS**  
**BOULEVARD BARRAS.** Film allemand d'Ernst Glimm, v.m.: Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Reflet Logos 11, 5 (43-54-42-34); Elysees Lincoln, 8 (43-59-92-82); UGC Cinéma, 11 (43-57-90-81); Sept Paradoxe, 14 (43-35-90-31).

## La Cinémathèque

**PALAIS DE CHARLIOT (47-84-24-26)**  
**SAMEDI**  
La Maternelle (1933), de Jean Benoit-Lévy et Marie Epstein, 15 h; Le Jour des khôles (1981, v.a.s.t.), de Maurice Schumacher, 17 h; Les Femmes d'Alger (1982, v.a.s.t.), de Luis Bunuel, 19 h 15; Pique-nique en pyjamas (1957, v.a.s.t.), de Stanley Donen et George Abbott, 21 h.

**DIMANCHE**  
Tartan Bouillabaisse (1936), d'Alexis Granovsky, 15 h; Hécatue (1982), de Daniel Schimid, 17 h; La Marquise d'O (1976, v.a.s.t.), d'Eric Rohmer, 19 h; House by the River (1949, v.a.), de Fritz Lang, 21 h.

**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-26-26)**

34-30)  
SAMEDX

Si vous avez manqué le début : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 ; Paris la nuit : les Avions enlèvent, tombe la neige (1987) de Denis Cocco, le Père Noël est une ordure (1983) de Jean-Marie Poiré, 14 h 30 ; Paris Mondial : Luis Bunuel (1964) de Robert Valey, le Charme discret de la bourgeoisie (1972) de Luis Bunuel, 16 h 30 ; Mariage, mariages : Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Dutcheat, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rouch, le Chat (1971) de Pierre Granier-Deferre, 18 h 30 ; les Paris de l'indolence : Bande annonce : Ma Béatrice (1990) de Charlotte Brändström, 20 h 30 ; Bande annonce : Duvigneau, 20 h 30.

**DOMANCHE**

Si vous avez manqué le début : Paris la nuit : Paris vu par... vingt ans après (1984) de Philippe Vassili. Frédéric Mitterrand, Vincent Nordon, Philippe Garrel, Bernard Dubois, Chantal Achermann, Boy meets girl (1983) de Léa Carax, 14 h 30 ; Paris Mondial : Quenelle de jardins (1982) de Raul Ruiz, les Troisième de Sinterre (1985) de Hugo Santiago, 16 h 30 ; Mariages, mariages : Une histoire d'eau (1958) de François Truffaut et Jean-Luc Godard, Comp de foudre (1982) de Diane Kurys, 18 h 30 ; Paris - Jazz : le Jazz à Paris (1965) de Leonard Neigol, Autour de minuit (1985-1986, v.a.) de Bertrand Tavernier, 20 h 30.

## PARIS EN VISITES

**LUNDI 4 SEPTEMBRE**

## Monuments historiques

- Du Pont-Neuf au pont Alexandre III, 14 h 30, Pont-Neuf, statue d'Henry IV.
- L'église Saint-Sulpice, ses chapelles et son quartier, 15 h, devant l'église.
- La montagne Sainte-Genève l'église Saint-Etienne-du-Mont, 15 façade de Saint-Etienne-du-Mont, place du Parthéon.

**L'été des musées nationaux**  
«Des animaux ou des ancêtres ?  
(5-12 ans), 14 h 30, Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil.

- L'été, une journée d'un paysan » (12 ans), 14 h 30, musée des arts et traditions populaires, avenue du Mahatma Gandhi (bois de Boulogne).
- Bethsabée ou l'histoire d'une séduction », 11 h : « Tapisseries de la Renaissance », 14 h 30, musée de la tapisserie, 10, rue de la Harpe.

sance », 14 h, Musée de la Renaissance  
château d'Econen (vérifier auprès d  
musées que les visites ont bien lieu).

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1039-1043.

$$E_{\text{eff}} = \frac{1}{2} \left( \frac{1}{E_1} + \frac{1}{E_2} \right) \quad (1)$$

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

[illegible]

\_\_\_\_\_

• **Stressors** are the environmental factors that cause stress. They are the external events or conditions that trigger the stress response. Examples include work pressure, financial problems, family conflicts, and health issues.

**Samedi 2 - Dimanche 3 septembre**

[illegible]

### *Les séances spéciales*

ANGEL, RAY (A. v.a.): Grand  
12 h 45 (42-54-66) 12 h 15.

ARSENIC ET LES VIEUX DENTELLES  
(A. v.a.): Club Gaumont (Publicité)  
Matignon, 5\* (43-59-31-97) 19 h 15.

ASSEMBLEE ET CLOUPETAGE (Bel.)  
Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68)  
13 h 45.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.)  
Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68)  
13 h 45.

LA BELLE DE MOSCOU (A. v.a.)  
Saint-Lambert, 15\* (45-32-91-68)  
21 h 15.

BIDDY (A. v.a.): Studio Galanda, 5\* (41-  
52-32-11) 19 h 15.

BLADE RUNNER (A. v.a.): Grand  
Pavois, 15\* (45-54-46-85) 15 h 15  
22 h 15.

BLU VELVET (V) (A. v.a.): Studio  
Galanda, 5\* (45-36-19-09) 0 h 15.

CARMEN (Fr.): Ranching, 16\* (49-58-  
64-44) 18 h 15.

CHAMBRE AVEC VUE (Brit. v.a.)  
Clichon, 6\* (46-33-10-42) 13 h 15.

LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN  
(A. v.a.): Club Beaumont, 3\* (42-  
71-52-36) 11 h 30.

LE DERNIER COMMANDEMENT (Fr.): Studio  
Galanda, 5\* (43-54-72-71) 18 h 20.

LE DERNIER NABAB (A. v.a.): Studio  
Galanda, 5\* (45-36-19-09) 20 h 15.

LE DERNIER TANGO A PARIS (M\*)  
(Fr.-L.) (A. v.a.): Studio des Umapas, 5\*  
(43-26-19-09) 13 h 30.

DESSIN MEDITEURNE (A. v.a.):  
Clichon, 6\* (45-34-07-16) 12 h 15  
14 h 40, 17 h 20, 20 h 15.

DEUX OU TROIS CROISSES QUE JE  
SAIS D'ELLE (Fr.): République  
15 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15.

LES DABILES (A. v.a.): Association,  
5\* (46-33-86-86) 18 h 10.

LE DICTATEUR (A. v.a.): République  
Cinéma, 11\* (48-05-51-33) 11 h 40.

DOORS CADEN (A. v.a.): Studio  
Galanda, 5\* (45-32-91-68) 13 h 45.

DROWNING BY NUMBERS (Brit.  
v.a.): République Cinéma, 11\* (48-05-  
51-33) 22 h 15.

EL CACERES TERRESTRE (A. v.a.):  
Grand Pavois, 15\* (45-54-46-85) 13 h 15.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.)  
Ranching, 16\* (48-58-64-44) 15 h 15  
20 h 30.

LES FIEVES DES CHOSES (A. v.a.): Club  
Beaumont, 3\* (42-71-52-36) 11 h 40.

FASTER PUSSY CAT, KILL KILL  
(A. v.a.): Club Beaumont, 3\* (42-  
71-52-36) 11 h 40.

FANDEL (Brit. v.a.): Grand Pavois

Beanbourg, 3\* (42-71-52-36)  
FASTER PUSSY CAT. KIL

(\*\*\*)  
 (71-52-36) 0 h 45.  
**GANDIHE** (*Rit.*, v.a.): Cusé Beaumont, 3° (42-71-52-36) 0 h 45.  
 (42-71-52-36) 15 s 45.  
**HÉLLELAPOFFIN** (*A., va.*): Studio de  
 Uralville, 5° (42-71-52-36) 18 h 30.  
**L'OMME QUI RÉCÉPTE** (*A., va.*)  
 (42-71-52-36) 15 s 45.  
**INDÉSIRABLES** (*A., va.*): Denfert,  
 1° (42-71-41-01) 19 h 20.  
**LOLITA** (*Rit.*, v.a.): Denfert, 1° (42-71-41-01) 21 h 20.  
 (42-71-41-01) 21 h 20.  
**MAGNANIMITÉ** (*R.*, v.a.): Accotone, 3°  
 (46-33-86-86) 16 h 10.  
**MEGADOLPHES** (\*\*\*) (*A., va.*): Cusé  
 Beaumont, 3° (42-71-52-36) 0 h 20.  
**MÉTAL HURLANT** (*A., va.*): Grand  
 Pavée, 15° (45-54-46-83) 0 h 20.  
 (45-54-46-83) 0 h 20.  
**NIGHTMARE** (*AU .*): Régispho-  
 Céphane, 11° (49-05-51-33) 13 h 40.  
**MIDNIGHT EXPRESS** (\*\*\*) (*Divist*  
*v.a.*): Grand Pavée, 15° (45-54-46-83)  
 20 h 15.  
**MONEY PYTHON A HOLLYWOOD**  
 (\*\*) (*A., va.*): Grand Pavée, 15° (45-54-46-83)  
 20 h 10.  
**MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN**  
 (*Rit.*, v.a.): Cusé Beaumont, 3° (42-71-52-36)  
 0 h 20; 14 Juliette Parnasse, 4° (42-71-52-36)  
 0 h 20.  
**MONTY PYTHON, SACRÉ GRAVE**  
 (*Rit.*, v.a.): Cusé Beaumont, 3° (42-71-52-36)  
 0 h 10; Grand Pavée, 15° (45-54-46-83)  
 19 h 45.

MOONWALKER (A., v.a.): Grand  
Pavlov, 15 (45-54-46-85) 11 h 45.

NOLA DARLING NEEN FAIT QUA SA  
TETE (A., v.a.): Chté Beaubourg, 3  
(45-53-51-78) 11 h 45.

PARIS VU D'EN HAUT (Fr.): République  
Cinéma, 11 (48-05-51-33) 17 h 40.

PINK FLOYD THE WALL (Br.-A.,  
v.a.): Grand Pavlov, 15 (44-54-46-85)  
0 h 20.

PREPARE UP YOUR EARS (P.) (Br.-  
v.a.): Accotons, 5 (44-33-36-86)  
12 h 30.

PRINCE SIGN OF THE TIMES (A.,  
v.a.): Les Linder Panorama, 9 (44-24-  
86-88) 0 h 30.

LE PRIX DE LA PASSION (A., v.a.):  
Deafnet, 14 (49-41-41-01) 15 h 40.

LES TROIS CENTS CENTS (A., v.a.):  
Les Trois Lucebourg, 6 (44-33-36-86)  
17 h 40.

RACING BULL (A., v.a.): Accotons, 5  
(44-36-86) 20 h 10.

REALITY (A., v.a.): Grand  
Pavlov, 15 (45-54-46-85) 12 h.

LA RUZE VEVS L'OR (A.): Deafnet,  
14 (43-41-01) 12 h.

SAS SA SA SA SA SA SA SA SA SA  
SODOME (Fr.) (IL, v.a.): Chté Beau-  
bourg, 3 (42-71-52-36) 0 h 10.

SANDMY ET ROSE SEPVONT EN  
SAISON (A., v.a.): Chté Beaubourg, 3  
(42-71-52-36) 11 h 20.

LE SEIGNEUR DES ANNEAUX (A.,  
v.a.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-  
86) 12 h 30.

## théâtre

## SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première  
et de troisième sont indiqués  
entre parenthèses.)

**OYSSÈRE.** La Vieille Grille (47-  
21-11), 20 h 30 (5).

**GRANDE FÊTE DE NUIT DE  
VERSAILLLES.** Versailles. Parc du  
Musée, bassin de Neptune (39-50-  
22). Samedi à 22 h (2).

**STAGE PARKING.** Point Virgule  
2-78-67-03), 20 h (5).

**DEUX X MAUX.** Arlequin  
5-89-43-22), 20 h 30 (5).

### *Les autres salles*

**CARÉ DE LA GARE** (42-78-52-51). La  
Belle nuit de Vexillats : 20 h 30.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-61-00-11).  
Voleurs ! Folies : 19 h et 21 h 30, dim.  
15 h.

**ÉGLISE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE  
SAINT-EUSTACHE)** (47-06-19-13).  
Le Maître de Santiago : 20 h 30, dim.  
17 h 30.

**KIDNAP** (42-30-85-11). Les Balcons  
d'Or : 20 h 15. Noms ou fait est au creux  
dit de faire : 22 h.

**GRAND THÉÂTRE D'ÉDGAR** (42-30-  
30-09). Existe en trois valses : 18 h et  
21 h 30. L'entour des cravates, l'  
si vous plaît : 22 h.

**HUCHEITE** (42-33-38-99). La Cautrux  
chaive : 19 h 30. La Lepos : 20  
h 30.

**L'ESPACE EUROPÉEN** (42-93-69-68).  
Marsella : 20 h.

**LE ROUILL** (42-73-47-84). Mabel-  
Bergot, ou l'Opéra de quat' fous : 20  
h 30.

**LUCERNAIRE FORUM** (44-57-34-34).  
Théâtre nous. Le Petit Prince : 18 h 45.  
Le Petit Prince : 20 h. L'entour des  
cravates : 21 h 30.

**MUSÉE DE CIRE (HISTORIQUE DE  
MONTMARTRE)** (46-06-78-92).  
Le Buto et l'Abdome (88 h, en terras  
Montmartre) : 20 h 30.

**NOUVEAUTES** (47-70-52-76). Le Grand  
Stendhal : 18 h 30 et 21 h.

**ŒUVRE** (46-74-42-52). Le Bai de  
Monsieur : 20 h 30.

**PALAIS ROYAL** (42-97-59-81). Au se-  
cond, tout va mieux : 19 h 30 et 21 h.

**POCHE-MONTMARTRE** (45-48-  
22-12). La Belle L. Monsieur Songe : 18 h  
et 20 h 45.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20).  
Aqui : 21 h.

**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Camé-  
lions, tout va mieux : 19 h 30 et 21 h.  
20 h 45, dim. 15 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-  
21-93). Mariel Robin est au Splendid : 19  
h 30.

**THÉÂTRE DE PARIS** (42-90-09-30).  
Rédécouverte : 15 h et 20 h 30, dim. 19 h 30.

**THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN  
SÉBASTIEN** (42-06-46-19). Le  
Barbier de Séville : 19 h 30, dim. (dim-  
nuit) 17 h.

**THÉÂTRE MONTROUGE** (42-33-  
50-10). Le Bateau du bonjour : 20 h 30.

**TINTAMARRE** (48-87-3-82). Phébé (à  
passer) : 20 h 15. C'est digne : 21 h  
30.

**VAL D'ISÈRE** (42-13-09-92). La Présidente :  
20 h 30, dim. 15 h.

### Les concerts

**CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA  
SALPÊTRIÈRE.** Ruth Bezinian, Mario-  
Laure Weil-Arnal. 16 h 30, dim. Alo,  
soprano, Michèle Gayard (orgue).  
Œuvres de Nivern, Cosparis, Schutz,  
Schein.

**ÉGLISE AMÉRICAINE DE PARIS.**  
Peggy Kelley Reinburg. 13 h, dim.  
Orgue. Œuvres de Bach, Brahms, Saint-  
Saëns, Boyvin, Alain, Hindemith.

**ÉGLISE DES BELLETTES (42-46-  
06-37).** Michelle Leclerc. 10 h, dim.  
Orgue. Œuvres de Lobeck, Bach.

**LE SOUF DU MAL** (A.v.a.): Denfert,  
14<sup>e</sup> (43-21-61) 17 h 30.

**AUDOUIN L'ÊTE DERNIERE** (A.v.a.):  
Saint-Lambert, 19<sup>e</sup> (45-32-91-68)  
11 h 15.

**SUD** (Arg.-Fr., v.a.): Utopia Chum  
pollion, 5<sup>e</sup> (43-26-34-65) 18 h 15.

**LES QUELQUES ANS** (A.v.a.): Ciné Beau-  
bourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36) 11 h 10.

**PARAM ET LE CHAUDRON MAGI-**  
**QUE** (A.v., r.f.): Saint-Lambert, 19<sup>e</sup> (45-  
32-91-68) 11 h 15.

**LES TEMPS MODERNES** (A.v.):  
Républic Cinemas, 11<sup>e</sup> (48-05-51-33)  
15 h 30.

**HIS ROCKY HORROR PICTURE**  
**BOWL** (C.) (A.v., v.): Studio Galande,  
(Fr.-Bel.), Saint-Lambert, 19<sup>e</sup> (45-32-  
91-68) 17 h 15.

**MONTY PYTHON ET LE LAC AUX REQUINS**  
(Fr.-Bel.): Saint-Lambert, 19<sup>e</sup> (45-32-  
91-68) 17 h 15.

**LA VIE EST A NOUS** (v.): Grand Palais, 15<sup>e</sup>  
(45-54-66-37) 18 h 20.

**N°2 LE MATIN** (C.) (Fr.): Studio  
Galande, 5<sup>e</sup> (43-54-72-71) 16 h.

**LES ULTRAVIDEUX** (A.v.) (A.v.): Ciné  
Beaubourg, 3<sup>e</sup> (42-71-52-36) 0 h.

**LA VIE EST A NOUS** (Fr.): Denfert,  
14<sup>e</sup> (43-21-61) 11 h 30.

**LA VIE EST A NOUS** (Fr.): Studio 43,  
3<sup>e</sup> (47-70-63-40) 15 h.

**LES VOYAGES DE GULLIVER** (A.v.):  
Saint-Lambert, 19<sup>e</sup> (45-32-91-68)  
11 h 15.

**ELUG** (A.v., v.): Accorson, 5<sup>e</sup> (46-33-  
36-36) 22 h 15.

## tre

**ÉGLISE - SAINT-LOUIS-EN-VALE**  
Orchestre de chambre Jean-Jacques Wier  
Wierderker (violin). « Les Quatre sa  
sons » de Vivaldi. « Une petite musiq  
de nuit » de Mozart. Dans le cadre d  
« La Musique en l'Égl. Tél. location  
45-23-12-25 »

**COUSSE DE L'HÔPITAL LABRIOL**  
SIEP. Pierre Kamneff. 18 h, dim. É  
ses consœurs de Russie. Musique tradit

**NOTRE - DAME - DE - PARIS**. David  
Drury. 17 h 45, dim. Org. Œuvres de  
Bach, Widor, Pott.

**SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41)**. Ac  
Antique de Paris. 19 h 15, 21 h 15, dim  
« Les Quatre Saisons » de Vivaldi.  
Téléphone location : 43-40-55-17. Le  
Trompettes de Versailles. 21 h, dim.  
Œuvres de Marcello, Vivaldi, Bach. Tél

*Varz. non rock*

**LAUSANNE - PRESSE**

**LE DUC DE LORRAINE** (42-36-30). Georges  
de Saxe, Bataillon Grout, 23 h, sans  
Soul. Mac Linch Trio, 23 h, din. Aff.  
**BAISER SAUL** (42-33-37-71). Georgina  
Quartet, 22 h 30. Jazz breillat. 40.

**SALUTÉZ** (45-82-84). Gilles  
Fluster, 23 h 45. Piano, chant, Olivié  
Hutman (piano), Lionel Trussardi (clav.)  
Philippe Combelles (batt.).

**LE CAMBRIDGE** (42-30-34-12). Jean  
Pons, 22 h 30.

**SAUL ET LA BUCHETTE** (42-34-  
65-05). Le Fon Jazz Band, 21 h 30, sans  
Riverside City Band, 21 h 30, disins  
Danemark.

**EXCALIBUR** (48-04-14-92). Shalva  
Kobidze, 22 h 30.

**HIPPOCAMPE** (45-48-10-03). Miki  
Way, 21 h, sem. Trio Neo-Orleans.

**JAZZ-CLUB LIONEL-HAMPTON** (47-  
58-12-30). Jazz d'échappement, 22 h  
sans... Patrick (clav.), Tony  
Lionel Hampton (piano), Etienne  
(basse), Luis Augusto (batt.), Sydney  
Thiam (perc.).

**LATITUDES SAINT-GERMAIN** (42-36-  
30-33). Dominique Carvie Trio, 22 h  
sem. Guiz, Francis Demange (clav.,  
Jazz-Michel Davis (perc.).

**LA LOUISIANE** (42-36-38-58). Philippe  
de Preissac Jazz Group, 21 h, sem., clavié  
Montgolfier (46-00-30-30). Chris  
Montgolfier, 22 h 30, avec Peter  
Caligaris et son orchestre.

**NEW MORNING** (45-23-51-41). The  
New York Voices, 21 h 30, sans. Darmon  
and Edge (piano), Tony (bass), Tony  
(piano), Kim Nazarian, Caprice Fo  
(soprano), Sara Krieger (alto).

**"ETIT JOURNAL MONTEARNAS"**  
(43-51-56-70). Da boulangir à la danse  
du monde, 22 h 30.

**"ETIT JOURNAL SAINT-CIMICE"**  
(43-56-28-59). Toaton Swingeres,  
21 h 30, sem. Alligator Jazz Club.

**LA FINITE** (43-56-26-15). Quartet Baghi  
Guns, 22 h 30.

**LES FANTOMES DE LA RUE JACQUÉS**,  
Takaoka (45-89-85-80). Numidia, 18 h  
sem. Piano.

**BLOW-CLUB** (42-33-84-30). Riverside  
City Band, 21 h 30, sans.

**TRIO JACK VA**. Trio Jack Va  
Poll, 22 h 30, sans. Piano, Sangba Ewe  
rell (batt.), Philippe Aerts (cemb.).

**THE HOLLYWOOD SAVOY** (42-36-  
16-73). Hadiza Dockery, 22 h, sans.

**LES ANGES** (42-36-33-37). Opus 4,  
23 h 30, sans. (des pliers), Miquela d'Argentine.

**TOTOJA JAZZ CLUB** (42-39-79-66).  
Kanny et Herbiola, 22 h, sem. RMB, 19 h.

**LE VILLAGE** (42-36-80-19). Michael Ed  
lin Trio, 22 h, sem. Bernard Meary Trio  
23 h, din. Piano.

**Région parisienne**

**MEAUX** (64-34-90-11). Meaux en marche  
vers la liberté; 21 h.

**VERSAILLES (PARC DU CHATEAU)**  
M. de la Roche (42-36-19-39) 19 h 30  
36-22). Grande Fête du nuit de Venise  
musique; 22 h.

### Région parisienne

**MEAUX (64-34-90-11).** Meaux en marche vers la liberté : 21 h 30.

**VERSAILLES (PARC DU CHATEAU BASSIN DE NEPTUNE) (39-50-36-22).** Grande Fête de nuit de Versailles : 22 h.

YVES ROUSSET ROUARD présente

# Une charge époustouflante !

avec Yves Rousset Rouard

**PREMIERE**

attends moi  
au Ciel

avec Yves Rousset Rouard





# Économie

Le Monde • Dimanche 3-Lundi 4 septembre 1989 13

## ETRANGER

Plus de 4 % en 1989

### M. Poehl souligne la forte croissance de l'économie allemande

La croissance de l'économie allemande devrait dépasser 4 % en 1989, un taux « stupéfiant, inconnu depuis des années », a déclaré vendredi 1<sup>er</sup> septembre, à Francfort M. Karl Otto Poehl, président de la banque centrale, précisant que le PNB avait déjà augmenté de 4,5 % au cours des six premiers mois par rapport à la période correspondante de 1988. La croissance du PNB ouest-allemand avait atteint 3,4 % l'an dernier, et 1,7 % en 1987.

Cette croissance record, confirmée par tous les indices, notamment les commandes adressées à l'industrie qui ont augmenté de 13,5 % au deuxième trimestre par rapport à l'an passé, est due pour l'essentiel à l'envolée des exportations, a précisé M. Poehl. Celles-ci ont en effet augmenté de 18 % de janvier à juillet, gonflant l'excédent commercial ouest-allemand de 15 %, alors que la consommation domestique n'a augmenté que de 2,5 %.

Le plus gros de ces exportations s'est dirigé vers l'Europe, « portées par une conjonction extraordinairement favorable, particulièrement en Espagne, au Portugal, en Italie et en Grande-Bretagne », a noté le président de la Bundesbank, estimant que l'aggravation du surplus commercial ouest-allemand ne pourrait être critiquée outre-Atlantique puisque, dans le même temps, le surplus commercial de l'Allemagne vis-à-vis des Etats-Unis avait diminué de moitié.

Peu inquiet des risques inflationnistes, les prix n'ayant augmenté que de 2,9 % depuis un an, M. Poehl s'est prononcé contre un relèvement des taux d'intérêt, ce qui « n'aboutirait qu'à donner plus de capacité disponible pour les industries exportatrices ». Il a enfin estimé que la relative faiblesse du mark vis-à-vis du dollar n'était pas non plus un problème : « Les fluctuations du dollar n'ont plus la même signification qu'il y a dix ou quinze ans », a-t-il dit.

## AFFAIRES

Récusant les affirmations de M. Vernes

### Suez reste « confiant » dans sa capacité à obtenir une majorité dans le groupe Victoire

Le baron von Oppenheim, ancien propriétaire de la société d'assurances allemande Colonia, venue à Victoire, devait reconstruire, ce week-end à Paris, les représentants des deux camps opposés dans la bataille pour le contrôle du groupe Victoire. Alors que M. Vernes tente de dissuader les actionnaires d'apporter leurs titres de la Compagnie industrielle (holding majoritaire du groupe Victoire) à Suez, le président de Suez, M. de La Genière, se déclare, dans le *Figaro* du 2-3 septembre, « confiant » dans la « capacité » de son groupe à obtenir « une large majorité » dans la Compagnie industrielle.

Les dirigeants de Suez qui ont lancé une OPA sur la Compagnie industrielle — holding majoritaire dans le groupe d'assurances Victoire — n'ont pas apprécié les propos que M. Jean-Marie Vernes, président de cette même Compagnie industrielle, a tenus vendredi 1<sup>er</sup> septembre sur Europe 1 (*Le Monde* du 2 septembre). Elle n'est en particulier pas aimée que M. Vernes ait affirmé avoir reçu une offre de 16000 F par titre Compagnie industrielle peu avant le lancement de l'OPA, alors qu'aujourd'hui la banque de la rue d'Assolvi n'offre que 13000 F aux petits épargnants. La Société des Bourses de France (SBF), qui s'est efforcée, elle aussi, de cette différence de prix, a jugé bon de suspendre les cours le même jour.

Quelques heures après la révélation de M. Jean-Marie Vernes, la Compagnie financière de Suez a publié un communiqué dans lequel elle estime qu'« il n'est pas correct

de mentionner, hors de son contrôle, le prix de 16000 F indirectement évoqué lors de discussions antérieures au lancement de l'OPA ». Suez ne nie pas avoir offert, par son prix à M. Vernes, mais affirme qu'il était assorti de conditions telles (les modalités de paiement notamment) « que cela équivaudrait largement au prix auquel nous avons lancé l'OPA. Si M. Vernes avait accepté, nous aurions ensuite fait un maintien de cours pour le reste des actionnaires », affirme-t-on chez Suez. Autrement dit, tous les actionnaires auraient ensuite bénéficié des conditions offertes à un seul.

#### Action psychologique

Cette polémique est cependant révélatrice. Elle indique que M. Vernes, même s'il a renoncé à lancer une contre-OPA sur la Compagnie industrielle, n'a pas fini d'en découdre. Le combat a simplement changé de nature. C'est en Bourse, terrain sensible à l'action psychologique, que la lutte va se poursuivre. Logiquement, faute de contre-OPA, le prix de l'action Compagnie industrielle aurait dû baisser au palais Boursier dès lundi 4 septembre, jour de reprise des cotations, mais en annonçant que le prix offert par Suez était sous-évalué, « M. Vernes a voulu relancer la demande », affirme un banquier.

Autrement dit, le président de la Compagnie industrielle chercherait trois choses : faire croire que le prix auquel l'OPA a été lancée (13000 F) est insuffisant ; obliger Suez à surévaluer son prix ; et enfin, dissuader les petits actionnaires d'apporter leurs titres à l'OPA. S'il n'y a pas le fait pas, M. Vernes gâcherait ainsi le contrôle de la Compagnie industrielle.

La banque de la rue d'Assolvi n'entend pas se laisser faire. Elle estime que 13000 F est un prix déjà bien élevé et ne souhaite pas déboursier un centime de plus. Rappelons que le titre vaut 1000 F il y a peu encore et que Centenaire Blazzy, une holding qui détient 15,9 % du capital de la Compagnie industrielle, les comptabilisait en 1988 à 336 F pièce dans son bilan.

La cotation du lundi 4 septembre donnera très vite une idée claire des orientations du marché. Centenaire Blazzy explique déjà qu'elle « respectera sa parole » d'apporter ses titres au plus offrant mais un de ses responsables ajoute : « Nous avons jusqu'au 18 septembre [date de clôture de l'OPA] pour le faire ». Autrement dit, en trois semaines il peut se passer bien des choses.

YVES MAMOU.

● M. Jean-Luc Michaud, directeur de l'industrie touristique, a été nommé ministre du 30 août à la place de M. Jean-Luc Michaud, actuellement directeur adjoint du cabinet de M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, au poste de directeur de l'industrie touristique, en remplacement de M. Francesco Frangilli.

[Né le 4 juin 1945, à la Tronche (Isère), M. Michaud, docteur en géographie, a été chargé de mission à la DATAR (1969-1973), puis chargé du service des études du secrétariat d'Etat au tourisme (1973-1979). Il a été ensuite membre de plusieurs cabinets ministériels, avant de rejoindre l'administration touristique en tant qu'inspecteur général adjoint (1986), puis d'inspecteur général (1988). Il était directeur adjoint du cabinet de M. Olivier Stirn, ministre du tourisme, depuis le mois de juin 1988.]

Venant à la rescousse des salariés et des dirigeants

### British Airways s'associe à la contre-OPA sur la compagnie United Airlines

United Airlines, la deuxième compagnie aérienne américaine, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, qu'elle avait reçu une offre publique d'achat (OPA) amicale de la part d'un consortium regroupant ses employés, des membres de sa direction et British Airways. Le montant de cette offre est de 6,5 milliards de dollars (43 milliards de francs environ). Le conseil d'administration d'United Airlines étudie actuellement cette offre, qui évalue le titre à 300 dollars (1 950 francs environ) soit 25 % de plus que celle présentée le mois dernier par l'investisseur américain Marvin Davis. Celui-ci pourrait ne pas avoir dit son dernier mot, ayant annoncé qu'il pourrait surenchéir au-delà des 300 dollars proposés.

Le consortium est composé de 75 % par les employés et les pilotes de la compagnie américaine, à 15 % par British Airways (prêt à investir 4,9 milliards de dollars, soit environ 4,9 milliards de francs), les 10 % restants venant de personnalités associées. Le président d'United Airlines, M. Stephen Wolf, s'est associé à cette offre. Sa participation était jugée essentielle pour en assurer le succès. Ce serait la deuxième restructuration de la compagnie en moins de deux ans. British Airways et United Airlines sont déjà liés depuis fin 1987 par un accord de coopération pour l'utilisation d'équipements dans cinq aéroports américains. — (Reuters, AP, AFP.)

### Procter et Gamble vend Crush à Cadbury Schweppes

Le groupe international de produits ménagers et de toilette Procter et Gamble va vendre à la firme britannique Cadbury Schweppes sa filiale de boissons sans alcool Crush International pour 220 millions de dollars (1,4 milliard de francs).

Cet achat va permettre à Cadbury d'acquiescer les droits sur la marque Crush en Amérique du Nord mais également en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique.

Crush International, que Procter et Gamble avait achetée en 1980, a enregistré un chiffre d'affaires de 71 millions de dollars pour les six premiers mois de son exercice fiscal 1989. En achetant Crush International, Cadbury Schweppes va porter sa part du marché américain des boissons gazeuses non alcoolisées de

3,6 à 4,7 % et accroître celle du marché canadien de 10,8 à 15,1 %.

En mai, Procter et Gamble, durement concurrencé par Coca Cola et Pepsi, avait indiqué son intention de vendre Crush International en expliquant qu'il estimait que « ses intérêts seraient mieux servis en concentrant ses ressources sur d'autres possibilités sur le marché des boissons gazeuses ».

Procter et Gamble détiennent notamment les cafés Folgers, les jus de fruits Citrus Hill, et, en France, les marques Ariel, Lenor, Camay, Pampers et Gini. Le chiffre d'affaires de Procter et Gamble a totalisé 21,4 milliards de dollars en 1988 dont 3 milliards engendrés par ses activités boissons et produits alimentaires.

## SERVICES PUBLICS

Les suites du rapport Prévot

### M. Rocard hostile au « statu quo destructeur » aux PTT

« Il n'y a pas de pire menace que le statu quo destructeur (...). Si on ne fait rien pour la Poste, dans dix ans ce sera la sidrurgie », a déclaré, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, à Quimper (Finistère), M. Michel Rocard. Le premier ministre, qui était reçu par le maire de la ville, M. Bernard Poignant (PS), alors qu'une cinquantaine de postiers étaient venus à l'appel de la CGT manifester leur opposition au rapport Prévot (qui propose une séparation de la poste et des télécommunications et leur maintien dans le secteur public), a précisé que son objectif est « de discuter, de négocier et de réfléchir ». « Nous n'imposons rien d'une manière unilatérale », a ajouté M. Rocard, qui a rappelé que, à l'heure actuelle, « 40 % du courrier, en dehors des lettres, est déjà en libre concurrence ».

### M. Quilès répond à M. Jospin

M. Paul Quilès, ministre de la poste, des télécommunications et de l'espace, a réaffirmé, dans un entretien publié, samedi 2 septembre, dans *Ouest-France*, que « sur le dossier des PTT, le calme et la prudence devaient prévaloir ». « Cela vaut aussi pour la prudence dans l'expression », a-t-il ajouté, en réponse à aux propos tenus par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, qui lui avait suggéré, jeudi, « une extrême prudence » afin de « ne pas prendre le risque d'un conflit très grave ». « Il vaut mieux que le rapport Prévot reste un rapport au lieu de devenir une politique », lui avait conseillé M. Jospin. « Je me détermine exclusivement en fonction de l'importance des enjeux économiques, sociaux et politiques des dossiers que je traite », a déclaré M. Quilès.

## SOCIAL

### La difficile mesure de l'évolution du pouvoir d'achat

Le calcul des gains de pouvoir d'achat peut aussi donner lieu à polémique entre un gouvernement soucieux de rigueur salariale et des organisations syndicales désireuses d'améliorer, en faveur des travailleurs, le partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits.

Faut-il pour « mesurer » l'évolution du pouvoir d'achat prendre en compte les salaires bruts ou les salaires nets après paiement des cotisations

sociales ? Comment intégrer les hausses dues à la technicité, à l'ancienneté, aux promotions ?

Depuis plus d'un an, le débat sur l'évolution réelle du pouvoir d'achat dans la fonction publique s'est envenimé. Les concepts utilisés ne sont plus tout à fait les mêmes. On tira sur le sujet l'article de M. Michel Goya, pseudonyme derrière lequel s'est abrité un haut fonctionnaire désireux de garder l'anonymat.

## POINT DE VUE

### Enrichissement des concepts ou manipulation

per Michel Goya  
pseudonyme d'un haut fonctionnaire

Le progrès de la connaissance et le débat social entraînent de curieux rapports. Les traitements des fonctionnaires en fournissent un exemple, que les récents travaux du CERC et de l'INSEE ont remis dans l'actualité.

De quoi s'agit-il ? Le ministère de l'économie et des finances, le CERC et l'INSEE de prendre en compte dans la hausse du pouvoir d'achat les progressions de carrière : ancienneté, promotions, concours. Ce en cas de révalorisation, générales ou catégorielles et à situation professionnelle inchangée, qui seules étaient en cause jusqu'à présent dans les négociations salariales.

C'est seulement depuis peu, que les statistiques commencent à mesurer l'effet de carrière. Faut-il mettre à profit ce progrès pour mesurer l'évolution du pouvoir d'achat, objet de la négociation ? Un rapport technique a été contesté au sein du Conseil national de l'information statistique. Il avait été préparé dans un groupe « administratif » réuni à l'initiative du nouveau directeur de l'INSEE et comprenant la direction de la fonction publique et celle du budget. L'appareil incohérent de l'adjectif « administratif » dissimule mal, en fait, le risque d'une confusion des fonctions entre celles, techniques, du gouvernement et celles, non moins techniques, de l'organisme public de statistiques.

Dans un combat où l'autorité des chiffres est invoquée, on sollicite les définitions et les concepts qui sont parfois mis à mal. On se réclame notamment de la procédure Tourde, instituée après la grève des mineurs de 1963, celle-ci organisait les négociations salariales des quatre grandes entreprises nationales : SNCF, EDF, GDF, RATP et Charbonnages. Elle distribuait les rôles et responsabilités entre les représentants du personnel, les gestionnaires et les pouvoirs

publics. Ces derniers étaient seulement la masse des salaires, importante pour l'équilibre général. La répartition se discutait dans l'entreprise entre syndicats et direction. Le gouvernement n'avait pas à entrer dans le détail de savoir s'il valait mieux réviser le salaire de base, ou plutôt telle prime, ou reclasser telle catégorie. A l'inverse, il ne fallait pas que la variété de ces dispositions particulières permette de contourner l'objectif général : elles s'inscrivaient à l'intérieur de la masse assignée.

#### Masse et hors-masse

Il fallait être au clair dans la distinction entre la masse à répartir entre les agents et la « hors-masse », qui traduisait l'autonomie industrielle de l'entreprise. La procédure Tourde comportait une phase de constatation conduite par une commission technique (ditte Grégoire, du nom de son président), où le gouvernement n'était pas représenté.

Lorsque, plus tard, on tenta d'étendre la procédure à la fonction publique, la séparation des acteurs et des rôles n'a plus été si nette. En particulier, la direction du budget intervint à la fois dans l'équilibre d'ensemble et dans les négociations particulières. Et elle tenta de s'introduire dans la définition technique des indicateurs de mesure.

La masse des salaires dépend de ce que chacun des différents agents touche, mais aussi de leur nombre et de leur répartition selon la qualification et l'ancienneté. Dans une masse donnée, on ne pourrait recruter qu'en baissant les autres salaires. Pour déconnecter l'évolution de ceux-ci de la politique d'emploi de l'entreprise, on plaça « hors masse Tourde » l'effet des variations d'effectif et de structure. C'est là qu'est apparu un sigle qui devait faire fortune, le GVT : glissement-vieillesse-technicité.

La technicité mesure l'accroissement de la masse dû au remplacement des salariés par d'autres plus

qualifiés. Le vieillissement mesure l'effet d'un changement des effectifs dans les divers échelons d'ancienneté ; résultat dérivé de la politique de recrutement depuis vingt ans et plus, ce terme ne peut être maîtrisé une année donnée. Le glissement, enfin, est une notion plus ambiguë. Il consistait à réviser « hors masse » le tarif de certains métiers : par exemple, s'ils étaient très recherchés. On risquait, en effet, en ce temps-là, de voir désertir les informaticiens. Cette souplesse évitait de prendre en surcoût sur les autres salaires. On voit aussitôt combien la frontière est délicate entre cette nécessité du marché de personnels particuliers et la participation générale à la croissance.

On aura compris que le GVT est un concept global, statistique. Parler de GVT au niveau individuel est tout simplement un non-sens. C'est pourtant ce qu'on a commis ! Chaque agent pourrait ainsi se voir évaluer un petit bout de GVT... On a désigné par « GVT positif » ce qui s'appellerait plus correctement « effet de carrière » : le jeu pour l'agent des avancements et des promotions. Donner un nom à quelque chose est important. Cela permet de le manipuler. Certes, il y a un lien numérique entre cette progression individuelle et l'agrégat statistique ; mais pas une identité conceptuelle. Le renouvellement du personnel, qui échappe à une traduction individuelle, était à son tour désigné « GVT des entrées-sorties ». Enfin, le vrai GVT, reconstruit comme résultante des deux, était le glissement-vieillesse-technicité. Ainsi était consacré l'invasion de la logique, on récupérait les travaux nouveaux des statisticiens sur l'effet de carrière. Et on réintroduisait dans la négociation ce qui en avait été d'abord retranché.

Il s'agit d'induire chez les mesuriers les cadres conceptuels favorables. Les temps ne sont plus où le pouvoir politique essayait de truffer les chiffres. La manipulation est devenue plus subtile...

En cas d'échec des discussions avec le gouvernement

### Les syndicats des finances menacent de « bloquer les recettes de l'Etat »

Les appels à la grève se multiplient parmi les agents du ministère des finances. Après les fonctionnaires des impôts, dont les débrayages affectent le fonctionnement du service de la TVA depuis près de deux mois, les syndicats du Trésor, des douanes, de la concurrence et de la répression des fraudes, mais aussi de l'administration centrale, se mobilisent aussi.

Pour les représentants du personnel, il s'agit de faire « monter la pression » avant l'entretien prévu le 5 septembre avec M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et M. Michel Charasse, ministre du budget. Ainsi l'intersyndicale FO-CFDT-CFCC-CGC du Trésor menace de « bloquer les recettes de l'Etat » en « gelant » les versements des contribuables à l'occasion du versement du dernier tiers de l'impôt sur le revenu, dont l'échéance est fixée au 15 septembre prochain.

Dans un communiqué commun, les fédérations FO-CFDT, CFDT, CGC et CGT de l'administration des finances (180000 agents) ont, le 31 août, appelé le personnel à se rassembler le 12 septembre à Paris, afin de se « retrouver coudé à coudé dans une grande manifestation nationale ». L'intersyndicale des finances revendique « la reconnaissance des qualifications, l'amélioration des

carrières et des rémunérations », ainsi que l'arrêt des réductions de postes (en 1990, 624 emplois, soit 0,34 % des effectifs du ministère doivent être supprimés).

A la direction générale des impôts (81000 agents), où l'agitation a pris le plus d'ampleur, les syndicats indiquent que les centres informatiques de Lille, Amiens, Poitiers et Rouen sont paralysés. Par ailleurs, un certain nombre de recettes principales et de recettes divisionnaires sont perturbées dans le Languedoc-Roussillon, la Sarthe, la Gironde et l'Oise, notamment.

Selon la CGT, vingt-cinq départements ou directions sont concernés par ces mouvements de grève, qui entravent l'encaissement de la TVA versée par les entreprises. Le Syndicat national unifié des impôts (SNUI), principale organisation syndicale de la DGI, évalue à plus de 10 milliards de francs les sommes bloquées depuis le mois de juillet, alors que l'Etat ouvre précise que dans le département du Gard, où 40 000 chèques sont « neutralisés », 6 millions de francs seulement ont pu être perçus en juillet au titre de la TVA, contre 298 millions en juillet 1988. Au ministère des finances, on indique cependant que l'impact de ces débrayages sur les rentrées budgétaires est limité.

Conscients que la mobilisation des agents des impôts reste assez inférieure (celle-ci, par exemple, très modeste dans la région parisienne), les syndicats se gardent pour l'instant de lancer des appels à la grève, laissant aux assemblées générales le soin de déterminer localement les modalités d'action les mieux adaptées. Néanmoins, ils n'excluent pas un durcissement du mouvement à l'issue de la rencontre du 5 septembre.

Lors de cette entrevue, l'intersyndicale des finances entend réclamer l'attribution de trente points d'indices supplémentaires (environ 700 F) et une amélioration du déroulement de carrière ainsi que le renforcement des effectifs.

JEAN-MICHEL NORMAND.

● Grève des pompiers des aéroports de Paris. — La grève des pompiers des aéroports de Paris a provoqué, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, des retards d'une heure à une heure et demie à Roissy et de vingt à vingt-cinq minutes à Orly. Seule une piste sur deux à Roissy et une sur trois à Orly a été ouverte en raison du manque de surveillants, et un service minimum a été mis en place. La grève, selon la direction des aéroports de Paris, a été suivie à 100 %. Les pompiers, qui répondaient à l'appel d'une intersyndicale (CGT, CFDT, SPE-CGE, FO, autonome), demandent une revalorisation de leurs salaires, des effectifs supplémentaires et la retraite à cinquante-cinq ans.



## Économie

A partir du 15 septembre

## Une nouvelle pièce de 100 F

Une nouvelle pièce de 100 F en argent, frappée sur le thème des droits de l'homme sera lancée le 15 septembre, a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> septembre un communiqué du ministère de l'économie, des finances et du budget. Il s'agit de la quatrième pièce de 100 F mise en circulation depuis la pièce Liberté émise en 1986.

Cette nouvelle pièce sera frappée à 4900000 exemplaires. Elle représente une œuvre réalisée en 1791 par Augustin Dupré, graveur de l'époque révolutionnaire. On verra sur cette pièce, un génie allé gravant, sur une stèle, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

## FISCALITÉ

## Objections communautaires au projet de suppression de la TVA à 5,5 %

La suppression de la TVA sur les médicaments actuellement taxés à 5,5 %, envisagée par le gouvernement, se heurte à certaines difficultés en raison de la réglementation communautaire.

Une telle mesure rapprocherait la situation de la France de celle de la Grande-Bretagne, où il n'y a pas de TVA sur les produits alimentaires, la pharmacie, les fournitures scolaires. Mais la réglementation européenne — une directive de 1977 — n'a admis de « taux zéro » de TVA par dérogation que dans les cas existants à l'époque : Grande-Bretagne, Irlande, Portugal. Elle n'a pas prévu d'autres dérogations, a indiqué vendredi 1<sup>er</sup> septembre un porte-parole de la Commission des Communautés européennes.

En France, en revanche, la suppression de la TVA sur les médicaments est évidemment vue d'un bon œil du côté de la Sécurité sociale : coûtant entre 4 et 5 milliards de francs à l'État en 1990, elle permettrait aux régimes de sécurité sociale d'économiser 2 à 3 milliards de francs — selon le montant des dépenses de médicaments. En 1988, celles-ci se sont élevées à 83 milliards de francs, dont une partie seulement est remboursée par l'assurance-maladie. Approuvant le projet, le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés (la plus importante), M. Maurice Derlin, a toutefois réclamé « un échange approfondi » avec le ministre des finances : il souhaite que l'on n'oublie pas les taxes qui pèsent sur les hôpitaux.

## AGRICULTURE

## Pour protester contre les projets de Bruxelles Deux mille éleveurs de moutons ont manifesté à Limoges

LIMOGES de notre correspondant

Quelques deux mille éleveurs de moutons ont convergé, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, vers Limoges, pour manifester leur opposition au projet d'organisation commune du marché ovin, en cours d'élaboration à Bruxelles. Ils venaient de treize départements et ont investi la ville avec un imposant cortège de deux cents tracteurs.

La France et la CEE étant largement déficitaires en viande ovine, les éleveurs reprochent au projet de Bruxelles de ne pas jouer le jeu européen de la préférence communautaire et de pénaliser les productions ovines spécialisées (agneaux de lait, d'agneaux de boucherie, etc.), d'autre part, des partenaires méditerranéens, pour lesquels la viande de mouton n'est qu'un sous-produit de la production laitière.

Pour illustrer le thème de la désertification, les manifestants ont déposé plusieurs tonnes de rochers,

de bois de taillis et de souches à tous les carrefours du centre-ville, bloquant la circulation tout l'après-midi. La manifestation s'est terminée par un concert.

La préfecture était protégée par un dispositif de sécurité dont l'ampleur et le développement spectaculaire ont surpris les manifestants et les observateurs. Les manifestants ont mis le feu à plusieurs barricades autour de la préfecture ; les policiers ont répliqué par des lancers de gaz lacrymogènes. Plusieurs charges de police ont fait quelques blessés parmi les manifestants.

En fin d'après-midi, les organisations agricoles (FDSEA, CRJA, Fédération ovine) ont publié une déclaration pour protester contre les « provocations policières », à l'encontre d'une manifestation qui « avait été rendue digne », tandis que leurs représentants étaient repus à la préfecture de la région.

GEORGES CHATAIN.

## INSOLITE

## Un petit potiron

Le potiron, cet énorme légume jaune orangé, qui faisait penser, sur les marchés, à la citrouille de Candorine, et dont on achetait une énorme tranche en forme de croissant pour faire des soupes, va-t-il disparaître pour laisser la place à une version miniaturisée ? Le mini-potiron, de la taille d'un gros melon, pèse au maximum 2,5 kilos — au lieu d'un mètre de diamètre et plus de 40 kilos — est né en Belgique, et porte le nom poétique de « merveille de Tourinnes », du nom du village où il a été créé

par la Société de diffusion agricole.

Cette nouvelle cucurbitacée a été obtenue grâce à des sélections successives sur plus de cent cinquante variétés de potirons, en provenance de Californie et de Nouvelle-Zélande. Ses créateurs espèrent qu'elle sera adoptée par la Communauté européenne, la « merveille de Tourinnes » pourra se répandre au-delà des frontières belges. Plusieurs centaines de tonnes de mini-potirons ont déjà été récoltées.

## REPÈRES

## Etats-Unis

## Stabilisation

## du taux de chômage

à 5,2 %...

Le taux de chômage américain s'est stabilisé, en août, à 5,2 % de la population active, a annoncé, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, le département du travail. Ce taux recouvre la création de 110 000 emplois contre 184 000 en juillet, un chiffre révisé en hausse de 15 000 postes. Une fois de plus, les services ont été le secteur le plus dynamique avec 70 000 nouveaux emplois. Éléments de réconfort pour ceux qui inquiètent de la dégradation de la situation, les salaires horaires moyens se sont, eux aussi, stabilisés après leur poussée de 0,7 % en juillet. Sur les douze mois se terminant en août, ils augmentent de 3,9 %, alors que les années précédentes, toujours sur douze mois, une progression de 5,5 % en juillet.

## ...modeste hausse de l'indice composite

L'indice composite américain, censé préfigurer le niveau d'activité outre-Atlantique, a, pour la première fois depuis trois mois, progressé de 0,2 % en juillet. Cette progression modeste conforte les analystes qui ne voient pas de réel risque de récession à l'horizon.

## Japon

## Contraction de l'excédent commercial

L'excédent commercial du Japon s'est sensiblement contracté en juillet pour revenir à 6,97 milliards de dollars (45 milliards de francs) contre 8,88 milliards un an auparavant, a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> septembre le ministère des finances. Par rapport à juillet 1988, les exportations ont progressé de 10 % et les importations de 11,5 %, en données corrigées des variations saisonnières. Cette tendance porte l'excédent de la balance des comptes courants à 4,05 milliards de dollars contre 6,31 milliards un an auparavant.

## Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre

## L'otage des statistiques

**M**ONTERRA, montons pas ! Le moins que l'on puisse en dire est que la Bourse de Paris a beaucoup hésité ces derniers jours sur la conduite à prendre, avant de battre un nouveau record d'altitude au cours des cinq dernières minutes, quand plus personne ne s'y attendait.

Le film de la semaine rend très bien compte de cette grande incertitude à choisir la voie de la hausse plutôt que celle de la baisse. Lundi, après les efforts exercés la semaine précédente, qui l'avaient mené sur un nouveau sommet, le marché avait jugé préférable de prendre un peu de recul, mais pas trop (-0,59 %). Le lendemain, le placement des cours représentait l'ouverture. Mais au fil des cotations, la résistance s'organisa et, en fin de journée, le retard pris était réduit à sa plus simple expression (-0,09 %). De nouveau, mercredi, la Bourse pliquait du nez (-0,19 %), mais parvenait cette fois, non seulement à résister l'équilibre, mais à reprendre le dessus (+0,14 %). Jeudi, elle accablait nettement son avance, surtout en clôture (+0,87 %). D'ores et déjà, l'indice CAC avait pénétré son précédent record. Mais la performance ne devait être homologuée qu'à la veille du week-end, le calcul de cet indice s'effectuant uniquement sur les cours d'ouverture.

Hier, vendredi, car vendredi le marché est toujours sous le signe de l'attente. D'abord en très légère hausse, il se retourna dès 14 h 30 et, en milieu d'après-midi, son alourdissement dépassant 0,30 %. Mais, une nouvelle fois, la tendance devait se renverser et, à la clôture, l'indicateur instantané enregistrait une légère avance de 0,29 %. De sorte que, d'un vendredi à l'autre, les divers indices ont encore monté de 0,8 % environ.

Pourquoi tant de détours ? A dire vrai, le phénomène n'est pas nouveau : la Bourse a été littéralement prise en otage par les statistiques. Aucun événement particulier n'était attendu ces derniers jours, selon la publication, à Washington, d'une série de données clés, pensées donner la température de l'économie américaine. A l'heure de la manifestation, le dernier trimestre (-2,7 %). Vient après, pour le mois de juillet, les revenus personnels des citoyens américains (+0,7 %), les commandes de l'industrie (-1,1 %), le taux résidentiel de l'habitat (4,6 % en rythme annuel de 4,9 %), et pour le 2010, dans la veine du week-end, le taux de chômage (5,2 %), le nombre d'emplois créés (110 000) et l'état prévisionnel de la conjoncture à court terme tel que le traduit l'indicateur avancé (0,2 %), un précurseur très attendu de la tendance.

## Croissance douce

De la première série de chiffres, la Bourse a déduit que l'expansion se poursuivait aux Etats-Unis. Ce qui n'est pas en soi une mauvaise chose, surtout sans hausse exagérée des prix et dans la mesure où l'atténuation en douceur paraît devoir se confirmer. En revanche, la communauté financière a été d'abord déçue par la deuxième série de chiffres publiés vendredi, estimant que les taux des bons du Trésor, ce qui n'a pas semblé de très bon augure. En outre, le déficit commercial de la France s'est aggravé pour juillet (7,48 milliards de francs contre 3,99 milliards pour juin), amenant beaucoup d'investisseurs à trouver un peu longue l'arrivée des premiers résultats

commerciaux provenant du rééquipement et de la modernisation des entreprises françaises.

Mais le marché n'est pas longtemps du vagabond. Plusieurs bonnes raisons à cela : à tort ou à raison, les analystes de la place sont nombreux à estimer que l'économie française se trouve dans une situation, sinon privilégiée du moins assez confortable. Autant que l'on puisse en juger, les résultats publiés par les entreprises pour la première moitié de l'année sont excellents, comme ceux de Roussel-Uclaf (+42,8 %) ou de Rhône-Poulenc (+49,8 %), et laissent espérer que l'exercice 1989 en entier sera encore un très bon exercice. L'indicateur est contenu dans des limites raisonnables et, fait un peu négatif, il semble que notre pays dispose d'une toute petite marge de manœuvre par rapport à ses grands voisins pour assouplir un peu sa politique de crédit. M. Pierre Bérégovoy n'a-t-il pas fait allusion à l'excédent du marché obligataire national ? Autre élément positif : la perspective d'un nouvel allègement de la charge fiscale sur les bénéfices supportée par les sociétés dans le projet de budget pour 1990.

La perspective d'une croissance de 4 % en RFA pour 1989 évoquée par M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, est bonne pour la France, premier fournisseur de la République fédérale.

Une étude reprise par *Valeurs actuelles* montre d'autre part que « les conditions économiques (hausse et baisse du PNB) sont d'une amplitude de plus en plus faible » et que « nous sommes dans la phase de croissance la plus longue jamais observée (quatre-vingt ans) ». Et l'hebdomadaire de suggérer, à l'instar de certains experts, que « le monde est peut-être entré dans une nouvelle ère de croissance douce ».

Une analyse pour la Bourse au moment où, d'après la firme de courtage américaine Salomon Brothers, « le marché international des actions a récupéré des effets du krach », comme en témoigne, par exemple, l'accroissement des transactions internationales de 10 % en 1988. Salomon Brothers estime que le montant des transactions internationales pourrait être multiplié par trois d'ici à l'an 2000, pour atteindre 3 900 milliards de dollars et progresser jusqu'à 12 850 milliards de dollars d'ici à 2010. Par ailleurs, les chances de profiter de ce gonflement des affaires, à juger le niveau relativement bas de l'appréciation boursière des bénéfices industriels et commerciaux. Au moment du krach, les résultats des entreprises françaises capitalisées vingt fois étaient légers. Le coefficient est tombé à 14 pour 1988. La moyenne est d'environ 12 pour les bénéfices escomptés pour l'an prochain. Faut-il, dans ces conditions, s'attendre au climat de confiance qui règne sous les colonnes ? Avec l'abondance des liquidités, dont on espère que la masse sera encore accrue grâce aux remboursements des opérations financières en cours (OPF de Suez sur Victoire, rachat de Caisse par Rhône-Poulenc et Lafarge...), le marché parisien n'a, semble-t-il, pas trop de mauvais sang à se faire pour son avenir immédiat.

Alors, faut-il voir dans les réactions tardives du marché à se redresser la première annonce d'une reprise d'autisme ? Sans prendre le pari, quelques professionnels n'ont pas l'air de le croire. Pour la société de Bourse Didier Philippe, le franchissement de la barre des 510/515 points à l'indice « constitue un facteur haussier capable d'entraîner le marché jusqu'au niveau 530 ». Acceptons-en l'augure.

ANDRÉ DESSOT.

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 25 août 1989

Nombre de contrats : 34 917.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90	Jun 90
Premier .....	-	-	-	-
+ haut .....	109,30	109,06	108,80	108,40
+ bas .....	109	108,84	108,68	108,40
Dernier .....	109,20	108,98	108,68	108,40
Composition ....	109,20	109	108,72	108,46

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	28 août	29 août	30 août	31 août	1 <sup>er</sup> sept.
RM .....	1 687 280	2 085 822	2 685 971	3 401 649	-
Comptant .....	5 594 320	6 984 073	6 482 053	6 259 087	-
R. et obl. ....	268 776	233 091	240 988	1 246 226	-
Total .....	7 550 376	9 302 986	9 409 012	10 906 962	-

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

Françaises : 123,2 ; 122,9 ; 122,9 ; 124,1 ; 124,1  
Étrangères : 120,4 ; 120,0 ; 119,2 ; 120,0 ; 120,0

## SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

Tendance : 123,3 ; 123,4 ; 123,7 ; 125,0 ; 124,0

(base 100, 31 décembre 1988)

Indice gén. : 523,2 ; 520,7 ; 520,8 ; 523,1 ; 526,4

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 : 1 853,98 ; 1 855,19 ; 1 859,71 ; 1 875,92 ; 1 885,20

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF 50 : 520,37 ; 518,88 ; 518,44 ; 524,11 ; 523,93

● Scandibel repris par un groupe britannique. — Le groupe britannique Renaissance a finalement remporté le bataille juridique engagée pour la reprise du fabricant français de vêtements pour enfants Scandibel (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre). Suivant sur le sort de cette entreprise de deux cent vingt et un salariés, filiale du groupe Finabel, mise en liquidation judiciaire le 22 août, le tribunal de commerce de Saint-Omer (Pas-de-Calais) a autorisé la cession (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre). Suivant sur le sort de cette entreprise de deux cent vingt et un salariés, filiale du groupe Finabel, mise en liquidation judiciaire le 22 août, le tribunal de commerce de Saint-Omer (Pas-de-Calais) a autorisé la cession (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre). Suivant sur le sort de cette entreprise de deux cent vingt et un salariés, filiale du groupe Finabel, mise en liquidation judiciaire le 22 août, le tribunal de commerce de Saint-Omer (Pas-de-Calais) a autorisé la cession (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre).

● Valéo rachète l'américain Blackstone. — Le groupe d'équipement automobile français va racheter la société américaine Blackstone, spécialisée dans le contrôle thermique des moteurs de voitures et de camions. L'acquisition représente 1,5 milliard de francs payés à Mark IV Industries, l'actuel propriétaire.

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	Nbre de titres	Val. en esp. (F)
Navigat. Mize	756 336	790 055 110
Bon Marché	718 689	743 018 526
Euromat	5 385 569	669 998 492
CFE	1 561 286	655 003 406
CGE	1 126 010	623 022 129
Saint-Gobain	563 406	592 032 531
Suez Finance	844 647	509 739 810
Fininvest	21 744	509 739 810
LYME Inter-H	63 435	275 336 812
CEBRUS	583 349	256 043 988
Peugeot SA	273 302	253 041 044
Gen. Vici	2 104	240 599 180
Ciments Franc.	141 446	238 373 882
CPAO	332 948	220 455 115

(\*) Du vendredi 25 au jeudi 31 août inclus.

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 25-8-89	Cours 1-9-89
Or fin (livre en barre) .....	77 080	77 080
Or fin (livre en barre) .....	77 200	77 080
Pièces françaises (20 F.) .....	447	448
Pièces françaises (10 F.) .....	388	370
Pièces suisses (20 F.) .....	444	448
Pièces suisses (10 F.) .....	443	440
Souverains .....	890	894
● Souverains Elizabeth II .....	898	898
● Souverains Elizabeth II .....	898	898
Pièces de 20 dollars .....	2 710	2 718
● 10 dollars .....	1 380	1 386
● 5 dollars .....	800	800
● 20 marks .....	2 870	2 880
● 10 livres .....	568	548
● 10 florins .....	468	481
● 5 realités .....	311	312

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire d'ouverture.

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Nex. Mide	+16,6	ALSP	-11,6
Roux-Lol. Ord.	+10,5	Bouca (O)	-7,7
Rafin. Dist.	+10,4	SCDA	-5,5
VIA Banque	+9,5	Orsind	-5,5
Fichtel Busch	+8,5	Fininvest	-4,9
SRDA	+8,4	Lachain SA	-4,5
Suez	+8,4	Agencis	-4,5
BP France	+8,2	Orsind	-4,5
Sigep	+7,1	Truffaut (Fin.)	-4,3
Gal. Lafayette	+6,7	Valloire	-4,3
Genel	+6,6	Internat. Int.	-4,3
CFAD	+6,6	Uchil	-4,3
MMA (C de)	+6	CMC	-3,7
Catino	+5,6	CFI (C Fin. Int.)	-3,5

## BOURSES ÉTRANGÈRES

## NEW-YORK

Nouveau sommet

A l'exception d'une journée, mardi, pour corriger quelques excès, Wall Street a poursuivi sa marche en avant pour atteindre de nouveaux sommets. En effet, l'indice Dow Jones a battu par deux fois son précédent record pour terminer vendredi la semaine au niveau de 2 752,09, en hausse de 19,73 points par rapport à la clôture du 25 août.

	Cours 25 août	Cours 1 <sup>er</sup> sept.
Alcoa .....	76	76 3/4
ATT .....	39 3/4	40 3/8
Boeing .....	55	56 3/8
Chase Man. Bank .....	30	30
Du Pont de Nemours .....	118 3/4	119 1/2
Eastman Kodak .....	49 1/8	48 1/2
Exxon .....	53 1/8	54 1/2
Ford .....	52 1/8	54 1/4
General Electric .....	58 5/8	58 1/4
General Motors .....	47 7/8	50
Goodyear .....	43 1/2	43 3/4
IBM .....	116 1/8	117 3/8
ITT .....	43 5/8	43 3/8
Mobil Oil .....	54 3/8	55 1/8
Pfizer .....	63 1/8	63 1/4
Schlumberger .....	44 3/8	44 1/2
Tecoco .....	53 3/4	50 7/8
UAL Corp. (ex-Alleg.) .....	277 5/8	287 1/4
Union Carbide .....	49 3/8	50 1/8
USX .....	34 3/8	36 1/8
Westinghouse .....	69 3/8	69 3/8
Xerox Corp .....	68 1/8	67 1/2

## LONDRES

Une semaine morose

La semaine a été morose à la Bourse de Londres où le niveau des échanges a été faible en l'absence d'éléments saillants qui auraient permis au marché de sortir de sa torpeur. L'indice Footsie a décliné le soir des 2 400 points et a terminé au niveau des 2 407,5 points, en hausse de 10,1 points. La semaine avait plutôt mal commencé en raison des dernières estimations du pétrole qui prévoyait une diminution des taux d'entente britanniques à leur niveau actuel jusqu'en début de 1990. Le marché s'est toutefois par la suite redressé, soutenu par la fermeté de Wall Street et par une assez bonne activité spéculative.

L'indice « FT » du 14 avril : 100 valeurs, 2 053,6 (contre 2 045,7) ; 30 valeurs, 1 691 (contre 1 683) ; fonds d'Etat, 86,02 (contre 86,06) et mines d'or 192,5 (contre 189).

	Cours 25 août	Cours 1 <sup>er</sup> sept.
Beecham .....	498	495
Bovater .....	305 1/2	304 1/2
BP .....	569	566
Charter .....	389	390
Comrade .....	14,25	14,25
De Beers (*) .....	14,25	14,25
Free Gold (*) .....	15,78	15,59
Glaxo .....	15,78	15,59
ICI .....	13,19	13,18
Ramster .....	956	978
Shell .....	432 1/2	434
Unilever .....	671	671
Vickers .....	238	244
Wor. Loan .....	38 9/16	38,25

(\*) En dollars.

## FRANCFORT

En hausse malgré tout

A la Bourse de Francfort, la semaine s'est achevée sur une hausse en dépit de nombreux facteurs négatifs qui avaient pesé sur la tendance pendant plusieurs jours. L'indicateur instantané DAX a fini à 1 608,33 points, en hausse de 3,95 points par rapport à vendredi dernier. L'indice de la Commerzbank a progressé de 13,1 points à 1 955,7 points.

	Cours 25 août	Cours 1 <sup>er</sup> sept.
ABG .....	242,30	242,50
BASF .....	201,50	200,50
Bayer .....	313,50	313,50
Commerzbank .....	254	251,50
Deutschebank .....	669	665,50
Hoechst .....	288,70	288,70
Karstadt .....	603	609
Mannesmann .....	264	257,50
Siemens .....	601,50	600,50
Volkswagen .....	484,40	485,50

## TOKYO

Baisse

Pour la deuxième semaine consécutive, la Bourse de Tokyo a baissé alors que le dollar repassait pour la première fois depuis deux mois la barre des 145 yens. L'indice Nikkei, qui avait perdu 323,21 yens la semaine précédente, a



صباح الخير

COURSES  
ÉTRANGÈRES

# Crédits, changes, grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Paris attire

La rentrée s'est faite dans la plus grande animation sur le marché international des capitaux que les emprunteurs ont été très nombreux à solliciter dans presque tous les compartiments. La plupart d'entre eux cherchaient à tirer parti des conditions d'arbitrage tout à fait favorables liées aux opérations de swap. Mais les investisseurs ont eu trop souvent l'impression d'une hâte et d'une précipitation des débiteurs devant la menace d'une montée générale du niveau de l'intérêt. Aussi, dans de nombreux cas, les prêteurs sont-ils demeurés indifférents à ce qu'on leur proposait, préférant attendre une éventuelle amélioration des rendements.

Le compartiment de l'eurofranc a bien contribué à l'animation de ces derniers jours. Deux émissions nouvelles y ont été lancées. Mardi 29 août, un des tout premiers noms de la finance japonaise, IBI, annonçait son intention de lever 500 millions de francs sur cinq ans, les titres émis à 101,30 % du pair, étant rémunérés au taux de 8,75 % l'an. Ces conditions correspondent alors à une marge de 50 centimes au-dessus des fonds d'Etat de même durée. Cette marge est très supérieure à celle qui, un mois auparavant, séparait le rendement des obligations du Trésor d'un nouvel euro-emprunt de 500 millions de francs auquel procédait la Deutsche Bank (36 centimes). La comparaison s'impose car les deux banques, l'allemande comme la japonaise, bénéficient non seulement d'une notoriété mondiale, mais également du plus grand crédit qui soit. Elles ont toutes deux partie du groupe très restreint des établissements bancaires auxquels les agences américaines spécialisées (Moody's et Standard & Poor's) accordent leur plus haute notation (Aaa/AAA). IBI doit payer l'intérêt de son emprunt au taux de 8,75 %, qui est le même que celui des obligations de l'Etat français, c'est en raison du placement des titres. Les banques allemandes sont en mesure de distribuer leurs obligations auprès de leur propre clientèle dans une proportion considérable. Le Trésor français, en revanche, ne peut pas le faire. IBI n'a guère trouvé mieux dans son pays, son montant y étant jugé trop faible pour susciter l'appétit des prêteurs. Les titres ont donc été placés pour l'essentiel en Europe continentale.

IBI est la première banque japonaise à solliciter le marché du franc. En plus de son caractère financier, sa transaction a un indéniable aspect politique car elle souligne l'importance de la place de Paris pour la communauté bancaire japonaise. De fait, les fonds sont destinés à la filiale française du groupe IBI qui n'est dispersée que dans les formes sous laquelle ils auront été recueillis.

Un contrat d'échange procure en effet à IBI France des fonds, certes en francs, mais qu'il lui faudra rémunérer en fonction de l'évolution des taux d'intérêt à court terme sur le marché interbancaire. L'opération est placée sous la conduite de la Société générale.

La seconde émission euro-obligataire en francs de la semaine écoulée consiste en la réouverture de l'emprunt 8,75 % d'Interfrance Crédit national qui viendra à échéance en 1996. La nouvelle tranche est de 250 millions de francs. Dans environ trois mois, lorsque toutes les obligations, anciennes et nouvelles, seront parfaitement interchangeables, le montant de cette ligne sera ainsi porté à 1 milliard de francs. Le prix d'émission a été fixé à 101,875 %, soit, au pied des commissions, un rendement supérieur de 44 centimes à celui des obligations gouvernementales françaises. Comme l'aurait fait à l'occasion de son opération originale, l'émission a conclu un accord de tirage différé des fonds (voir le Monde daté 18-19 juin 1989). Le chef de file, le Crédit commercial de France, fait état d'un vif intérêt pour ces titres dont le placement n'a guère exigé plus d'une demi-heure.

Si, comme on peut l'espérer, le comportement de l'eurofranc français est appelé à se développer ces prochains mois de façon aussi saine et vigoureuse qu'il l'a fait depuis le début de l'année, il sera difficile d'écarter la question de sa libéralisation. Ce qu'on attend avec impatience, ce n'est plus tant des allègements de nature technique, tels qu'un raccourcissement des durées minimales de façon à autoriser le lancement de programmes de *medium term notes* à l'américaine. Nombreux sont les spécialistes qui ont déjà anticipé de telles

mesures qui s'inscrivent dans la logique des événements. Le cœur du débat est ailleurs. Il porte sur la question de savoir qui prendra la direction des émissions nouvelles. Jusqu'à présent, seules des banques françaises ont dirigé des euro-emprunts en francs. Quelques banques étrangères souhaiteraient être autorisées à en faire autant. Pourrait-on longtemps encore les laisser frapper à la porte alors que l'attitude de Paris en tant que place financière est plus grande que jamais ?

Pour leur part, les banques françaises n'auraient guère à redouter d'être sur leur propre terrain exposées aux vents de la concurrence internationale. L'exemple du marché des obligations en ECU le montre bien. Cette unité monétaire, grâce au soutien que lui confèrent les autorités, est devenue une sorte de seconde monnaie nationale. C'est en tout cas la seule, hormis le franc, dans laquelle est libellé un emprunt d'Etat. Qui plus est, les niveaux de l'intérêt sont très proches en francs et en ECU. La comparaison entre les marchés euro-obligataires en ECU est donc tout à fait significative.

Or les banques françaises ont abondamment contribué à la vague d'emprunts en ECU qui a déferlé durant la dernière décennie du mois d'août. Elles en ont dirigé trois (pour un total de 375 millions sur les dix qui viennent de voir le jour pour 1,06 milliard d'ECU). Et toutes les trois opérations ont été remarquables par la qualité des débiteurs et la justesse de leurs conditions. Deux d'entre elles (pour Electricité de France et la Banque d'Alsace-Lorraine) ont favorisé leur apparition jadis 24 août (par le truchement du CCF et de l'eurobanque londonienne de la BNP).

### Intérêt japonais pour l'ECU

La troisième, pour le compte d'un organisme officiel du Japon, la Banque de développement de ce pays, est toute récente. Lancée mercredi 30 août sous la direction du Crédit japonais, elle porte sur 200 millions d'ECU. Les obligations ont été rémunérées au taux facial de 8,625 % l'an durant huit ans, le prix d'émission étant de 101,375 %. Au pied des commissions, le rendement se situe à 8,74 %, soit, au départ, une vingtaine de centimes de plus que ce que rapportait alors l'emprunt d'Etat français en ECU dont la durée est la même.

La transaction de la Banque japonaise de développement a ceci d'intéressant qu'elle met en évidence un ensemble d'opérations pour l'ECU de la part des institutions nipponnes. La taille de

l'emprunt, nettement supérieure à la moyenne, est apparue de nombreux investisseurs institutionnels comme une assurance de liquidité des titres lorsqu'ils seront négociés sur le marché secondaire. Il s'agit seulement de la troisième émission de l'année en ECU à bénéficier de la garantie du Japon. Le très bon accueil qu'elle a trouvé devrait encourager une quatrième signature de cette qualité à se présenter prochainement dans ce secteur. Le produit de l'emprunt est échangé contre des fonds en yens à taux fixe après un passage en dollars à taux variable. Le tout revient au débiteur moins cher que s'il s'était directement adressé au marché des capitaux de Tokyo.

CHRISTOPHE VETTER.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Regain d'activité

Après deux semaines de calme plat, où les opérateurs affirmaient « *survivir d'essai* », le marché américain du crédit est brusquement reparti à la hausse le vendredi 1<sup>er</sup> septembre. Le rendement de l'emprunt placé à trois ans du Trésor américain s'est élevé à 8,1/8 %, qui s'ajoute à un gain de 8,20 % depuis plusieurs jours, s'est brusquement détendu vendredi, à 8,12 %. Est-ce à l'annonce d'une stabilisation du change aux Etats-Unis en août, 5,2 % de la population active ? A celle d'une hausse modérée de 0,2 % de l'indice composite américain en juillet, censé préfigurer la conjoncture à court terme ? Il semblerait que, plus qu'à ces indicateurs importants de l'économie des Etats-Unis, le marché ait réagi au plus modeste indice des directeurs d'achat. Celui-ci, qui fournit généralement une bonne indication de l'état d'esprit des industriels, a connu son plus haut niveau depuis le mois de décembre. Et si les opérateurs sont dans leur ensemble persuadés que les autorités monétaires américaines ne procéderont pas prochainement à un nouvel assouplissement du crédit, ils ont néanmoins salué la baisse de cet indice, qui suggère un ralentissement de la croissance économique.

La Réserve fédérale a pour sa part publié les minutes de la réunion de son comité d'open market (chargé de l'élaboration de la politique monétaire) du début de juillet : le rapport confirme l'assouplissement de la politique monétaire qui fut alors décidé afin de répondre au ralentissement de la croissance économique. Il révèle également ce que la plupart des analystes avaient deviné au cours des dernières semaines. Après avoir desserré le crédit à plusieurs reprises depuis le début de l'été, les responsables de la Réserve fédérale entendent maintenant se montrer prudents, « en l'absence de signes supplémentaires d'affaiblissement de l'activité économique ». Cette attitude n'a sans doute pas tout pour plaire à l'admi-

nistration, qui paraît favorable à une politique de taux d'intérêt bas, afin de retarder le plus possible la venue d'une éventuelle récession.

Sur le marché français, toujours bien orienté, aucune tendance particulière ne s'est dégagée au cours des dernières semaines. La vigueur du marché américain le 1<sup>er</sup> septembre a cependant ramené un peu d'activité dans les salles de marché parisiennes. Sur le MATIF, le contrat notional échéance septembre a clôturé vendredi à 109,13, soit pratiquement au même niveau que la semaine précédente (109,22), après être tombé jusqu'à 108,80. Le marché français paraît pour l'instant protégé de toute chute importante par les achats étrangers, qui se font plus nombreux dès que les taux se tendent, ainsi que par le paiement des primes d'assurance. Traditionnellement, ces dernières alimentent le marché au mois de septembre, les assureurs plaçant à long terme les sommes collectées.

### Pas de baisse des taux

Si la plupart des spécialistes, y compris dans les milieux officiels, estiment qu'il existe actuellement un potentiel de baisse des taux en France, peu prévoient sa mise en œuvre prochaine. La Banque de France a d'ailleurs maintenu inchangé, à 8,75 %, son taux d'intervention au cours de son appel d'offres du 1<sup>er</sup> septembre. A cette occasion, elle a même réalisé une légère ponction de liquidités (6,5 milliards de francs environ). En conséquence, le taux au jour le jour a terminé la semaine à un niveau très proche de la barre de 9 % (8 13/16 - 15/16 %).

Malgré la bonne santé du franc et la baisse des taux d'intérêt à long terme (le rendement de l'OAT 10 ans 8 1/8 % se situe aux alentours de 8,40 %), le desserrement du crédit en France apparaît chaque \$'il

s'est félicité de la bonne tenue du marché obligataire, a affirmé la nécessité d'alléger la charge de la dette publique et a proclamé que les taux d'intérêt dans le monde sont trop élevés. M. Pierre Bérégovoy n'a pas été le seul à émettre ces idées. La possibilité d'une diminution des taux directeurs français. La politique monétaire allemande paraît trop incertaine. La Bundesbank n'a-t-elle pas relevé cette semaine le taux des bons à trois jours ? Quant aux Etats-Unis, si la croissance économique confirme sa vigueur actuelle, les craintes en matière d'inflation pourraient resurgir rapidement.

Le marché primaire français n'a, quant à lui, pas manqué d'animation, puisque plusieurs emprunts importants ont été lancés cette semaine. La Caisse nationale des autoroutes a émis un emprunt de neuf ans de 1,4 milliard de francs, au taux facial de 9 %, et dont le rendement actuariel est ressorti à 8,75 %. Il a reçu un accueil mitigé, en particulier parce que son prix d'émission était fixé au-dessus du pair. Charbonnages de France a lancé 1,2 milliard de francs de titres à dix ans, à 8,60 % et dont le rendement a atteint 8,65 %. Devant le succès de cette émission, le Crédit foncier de France a avancé le lancement de deux tranches représentant un total de 1,5 milliard, la première à onze ans, au taux de 8,60 % (8,64 % de taux actuariel), et la deuxième à huit ans, au taux de 9 % (8,52 % actuariel). Un bon exemple d'évolution de la structure des taux. Malheureusement, les opérateurs estiment que le marché manque actuellement de « profondeur » (d'acheteurs potentiels de titres) pour absorber un trop grand nombre d'émissions. Ils attendent beaucoup de la adjudication mensuelle du Trésor, le 7 septembre (au cours de laquelle seront émis 9 milliards de francs d'obligations seront émises) afin de mieux évaluer l'appétit des investisseurs.

F. L.

## LES DEVISES ET L'OR

### Seul le Japon s'inquiète

Depuis maintenant plusieurs semaines, les opérateurs paraissent convaincus que la croissance économique des Etats-Unis reste vigoureuse, et que, en conséquence, le dollar doit s'orienter à la hausse. Pourtant, alors que plusieurs statistiques économiques américaines satisfaisantes ont été publiées au cours des derniers jours, ce n'est que le 1<sup>er</sup> septembre que la devise américaine a entamé une véritable progression.

Ainsi, la révision en hausse, le 29 août, de la croissance du PNB américain au deuxième trimestre à 2,7 %, alors qu'un taux de 1,7 % avait été précédemment publié, a laissé les marchés des changes presque indifférents. Il a fallu attendre la toute fin de semaine, après l'annonce d'une progression du nombre de créations d'emplois en août et d'une hausse pourtant modérée de l'indicateur composite (0,2 %), en juillet, pour que les opérateurs se laissent finalement aller à des achats massifs de devises américaines. Le dollar clôturait ainsi vendredi à New-York à 6,6835 F et 1,9810 DM, alors qu'il s'était établi à 6,6015 F et 1,96 DM une semaine auparavant.

Il paraît clair que la limite supérieure du cours du dollar face aux principales devises définies par les accords du Livre de février 1987 est à nouveau dépassée. Cependant, contrairement à la situation de juin dernier, où d'aucuns s'excluaient pas une réunion extraordinaire du groupe des Sept alors que le dollar avait atteint 150 yens, 2,04 DM, et frôlé la barre des 7 F, personne ne s'inquiète aujourd'hui publiquement du niveau des parités de change. Seuls les dirigeants japonais multiplient les déclarations en faveur d'une limitation de la poussée du dollar, tandis que la banque centrale nipponne intervient toujours périodiquement sur les marchés des

changes pour défendre le cours du yen, tombé vendredi à 145,55 pour un dollar alors qu'il atteignait encore 135 à la mi-juillet. Les principaux autres instituts d'émission sont pour leur part restés absents du marché depuis leur intervention concertée - et ponctuelle - du 11 août et, devant le mouvement de hausse du dollar du 1<sup>er</sup> septembre, la Réserve fédérale se serait, au dire des cambistes, contentée de s'informer précisément des cours des changes.

Les interventions de la Banque du Japon contribuent toujours à la baisse des réserves de changes du pays, les plus importantes du monde. En juillet, ces réserves ont diminué de 547 millions de dollars pour s'établir à 88,318 milliards. Quatre mois auparavant, la barre symbolique des 100 milliards de dollars avait pourtant été atteinte. La faiblesse du yen, largement liée aux crises politiques qui se sont abattues sur le pays, ne se manifeste pas seulement au profit du dollar. Elle est également perceptible à Paris, où 100 yens étaient cotés le vendredi 1<sup>er</sup> septembre 4,567 F contre 4,6007 F le vendredi 25 août.

Ne retenant pas à son compte l'irritation affirmée à plusieurs reprises de son homologue japonais M. Satoshi Sumita, le gouverneur de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a pour sa part tenu, lors d'une conférence de presse le vendredi 1<sup>er</sup> septembre, à montrer que les cours actuels du dollar ne l'inquiétaient pas. Car s'il a souligné que la devise américaine se trouve à des niveaux supérieurs à ceux de février 1987 (alors 1,83 DM et 6,10 F environ), il a cependant ajouté que les fluctuations sont devenues moins importantes qu'il y a quelques années et qu'en tout état de cause l'Allemagne réalise une part croissante de ses échanges commerciaux avec des pays à taux de change fixe.

### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 AU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$/F	DM/F	DM/DM	DM/DM	DM/DM	DM/DM
New-York	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688
Paris	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688
Zurich	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688
Frankfurt	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688
Bremer	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688
Amsterdam	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688
Milan	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688
Tokyo	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688	1,5688

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 1<sup>er</sup> septembre, 4,567 F contre 4,6007 F le vendredi 25 août.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Les non-ferreux en ébullition

L'été aura été chaud pour les non-ferreux. Pas à tout, le cuivre, le zinc, le plomb et l'aluminium ont connu des accés de fièvre subits. Dans ce contexte général, ces matières premières industrielles ont bénéficié de la bonne santé des économies occidentales, le spectre de la récession semblant en effet écarté de part et d'autre de l'Atlantique. Mais ce sont les situations spécifiques à chaque capitale qui ont provoqué des flambées de cours brutales.

Particulièrement sous pression, le cuivre a été balloché au gré d'une grève des mineurs péruviens, des sabotages à la mine géante de Bougainville (Papouasie-Nouvelle-Guinée), des accidents dans certaines fonderies et des mouvements sociaux qui ont touché quelques gros fonderies de concentré. Aujourd'hui, c'est la confirmation d'une grève à la mine de Salvador (100 000 tonnes de concentré annuelles), au Chili, premier exportateur mondial de minerais de cuivre, qui inquiète le négoce. Sur le London Metal Exchange (LME), la tonne à trois mois, qui avait, dans un premier temps, subi quelques prises de bénéfice, est remontée à 1903 livres à la fin de la semaine. Son niveau se situe à 25 livres du record historique enregistré il y a huit jours.

D'ores et déjà, il apparaît certain que l'industrie occidentale du cuivre manquera de concentré au quatrième trimestre. De nouveaux records sont donc probables. C'est d'ailleurs dans ce contexte de grande nervosité des cours qu'il faut lire la polémique qui oppose actuellement les prévisions du LME à la Commission Futures Trading (CFTC), l'autorité de tutelle des marchés américains sur-

veillant les opérations du Comex, le marché new-yorkais des métaux. Compte tenu du décalage horaire, les fortes volatilités enregistrées à Londres se répercutent dès l'ouverture du marché du cuivre à New-York.

Dès lors, nombre d'opérateurs américains préfèrent intervenir au LME, considéré comme le marché dur, d'autant que cette Bourse n'exige pas d'importants dépôts de garantie. Au nom de la sécurité des transactions, la CFTC a obtenu des autorités britanniques que les clients américains convertissent leurs comptes non garantis en comptes garantis, ce qui fait perdre bien des attraits au LME et provoque de vives réactions du lobby des brokers anglais qui craignent de voir

s'envoler une bonne part de leur commission.

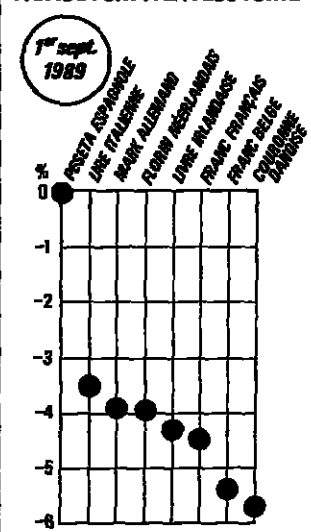
Le plomb, que beaucoup avaient pourtant enterré, revient sur le devant de la scène. La tonne, à trois mois, a touché son plus haut niveau depuis huit ans (467 livres), avant de clôturer à 466 livres, enregistrant ainsi une progression de près de 6 % sur la semaine. Là encore, la grève des mineurs péruviens a eu un large impact. L'arrêt de travail des mineurs sur un site yougoslave et les probabilités de fermeture, début 1990, d'une fonderie en Sardaigne n'ont fait que renforcer la tension. La bonne santé de l'industrie automobile - la fabrication d'accumulateurs est l'un des principaux débouchés du plomb - contribue également à la hausse de ce métal.

La santé du secteur automobile soutient d'ailleurs également les cours du zinc, mais le manque de matière disponible qui caractérise actuellement ce marché, devrait, selon les observateurs, s'atténuer dès septembre. L'aluminium, quant à lui, a connu des retours après une forte contraction des stocks détenus au LME. Dans un premier temps, le courtier Marc Rich, qui n'en est pas à sa première manipulation des marchés, était montré du doigt. Mais il s'est, en fait, avéré que la forte baisse des réserves du marché londonien provenait des retards dans l'expédition des 45 000 tonnes du producteur brésilien Alcan, en conflit avec le département commercial de la Banque du Brésil sur une question de prix. Vendredi, la tension remontait alors qu'un maximum de grèves touchait une unité d'électrolyse de 200 000 tonnes annuelles appartenant à la société américaine Noranda.

ROBERT REGUER.

### FRANÇOISE LAZARE.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN : AMPLIÉES VARIATIONS DES CHANGEMENTS MONÉTAIRES PAR RAPPORT À LA PLUS FORTE



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La célébration du cinquantième anniversaire de la seconde guerre mondiale. 4 L'investiture du nouveau président du Panama. 5 La rencontre Mitterrand-Thatcher. 6 Le voyage du premier ministre japonais aux États-Unis.	6-7 La politique du gouvernement et les débats au sein du PS. 7 L'université d'étés des jeunes Démocrates sociaux.	8 La sécheresse en 1989 et en 1978. — Sports : l'Open de tennis des États-Unis. 9 Les punks de Grenoble. 10 De nouvelles mesures sont proposées pour réduire l'hécatombe routière.	10 Le Dossier Adams, un film d'Enzo Angileri. — Ariel Goldstein, directeur de la Maison de la culture de Bobigny. — Yakovlevitch, un album d'Alain Desvergnes. 7 Communication : Bernard Pivot annonce la fin d'Apostrophes.	13 Suez reste « confident » dans sa capacité à obtenir une majorité dans le groupe Victoire. — Point de vue : « Enrichissement des concepts ou manipulation », par Michel Goya. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 12 Météorologie ..... 12 Mots croisés ..... 12 Spectacles ..... 11 Télévision ..... 12	Les événements du Liban heure par heure 3615 tazes LEMONDE  Les offres d'emplois du Monde 3615 tazes LM

## LIBAN

## La reprise des combats éclipse les initiatives diplomatiques

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

La guerre a repris tous ses droits au Liban, où les démarches des ambassadeurs soviétiques et français venus avec le principe d'un cessez-le-feu paraissent bien lointaines. Recommandés avec plus de violence au deuxième jour de la visite du secrétaire général du quai d'Orsay, M. François Schœer, à Beyrouth, mercredi, les duels d'artillerie et les affrontements sur les lignes de front du pays chrétien opposent les brigades de l'armée fidèle au général Michel Aoun aux miliciens des partis alliés de Damas épaillés par l'armée syrienne n'ont fait que s'amplifier depuis lors.

Le bilan de la seule journée du vendredi 1<sup>er</sup> septembre, 20 morts, 103 blessés, dont 77 victimes dans les régions contrôlées par l'armée syrienne et 46 dans le pays chrétien, est particulièrement lourd.

Plus que des bombardements aveugles sur toutes les régions, les affrontements de ces derniers jours se sont concentrés essentiellement sur la ligne de démarcation, longue d'environ 12 kilomètres, qui sépare le secteur chrétien et le secteur à majorité musulmane de Beyrouth, ainsi que, depuis jeudi soir, sur le front de Bickfaya-Dhour-Choucri, dans le Metn nord, à 20 kilomètres à l'est de la capitale.

Ce dernier front, calme depuis trois ans, s'était ravivé à deux reprises depuis le 16 août, pour de brèves échauffourées opposant les miliciens du Parti national syrien (PNSS, parti libanais laïc allié de Damas), soutenus par l'artillerie syrienne, à une brigade de l'armée fidèle au général Aoun.

Si l'armée libanaise parle d'une tentative de percée, le PNSS l'accuse, pour sa part, d'avoir ouvert le feu pour couvrir l'édification de nouvelles fortifications, et « a appelé la population », chrétienne pour sa majorité des deux côtés de ce front, « à empêcher les brigades fidèles au général Aoun d'installer ses batteries dans les zones résidentielles ». Toute la montagne dans cette zone est truffée de positions d'artillerie, et les duels, qui ont duré toute la journée de vendredi, ont été particulièrement violents. Deux avions israéliens ont survolé à haute altitude cette région pendant les combats.

Parallèlement à ces combats, le commandement de l'armée libanaise relevant du gouvernement à majorité musulmane de M. Selim Hoss a affirmé avoir ouvert le feu, vendredi matin, sur un bateau qui tentait de

## Vers l'apaisement dans l'affaire du carnage d'Auschwitz ?

Le pape a adressé, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, un appel à « la réconciliation et à l'amour fraternel » aux participants de la rencontre interreligieuse de prières qui se tient à Varsovie jusqu'au dimanche 3 septembre, pour le cinquantième anniversaire de l'invasion de la Pologne par les nazis. Les délégués devaient se rendre samedi 2 septembre sur les lieux du camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau, qui est l'objet d'un contentieux, récemment aggravé, entre les Juifs et l'Eglise catholique polonaise.

Divers indices permettent toutefois de croire à une certaine détente. A la suite de sa visite, au Vatican, jeudi 31 août, le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, devait faire une déclaration « apaisante » aux participants de cette rencontre. Au Congrès juif américain on faisait état samedi matin d'une intervention possible de Jean-Paul II demandant à l'Eglise catholique polonaise de revenir aux accords de Genève. Ceux-ci prévoyaient la construction d'un nouveau couvent et d'un centre de recherche et de prière interreligieuses à l'extérieur du camp de concentration.

(Lire également page 3.)

s'approcher du port de Jounieh. Celui-ci a pu finalement accoster en fin de matinée, alors que toute la région de Jounieh était artillée par l'artillerie posée à Beyrouth-Ouest sous contrôle syrien.

En revanche, la navette par hydroglisseur entre Jounieh et Larnaca, seule liaison maritime entre le pays chrétien et Chypre, a été annulée pour des raisons de sécurité.

La concentration des affrontements sur les lignes de front traditionnelles a l'avantage pour Damas de privilégier l'aspect interlibanais du conflit sur celui libano-syrien, tout aussi réel mais que dénoie l'exclusion du chef du gouvernement militaire chrétien, le général Michel Aoun.

Le président syrien Hafez El Assad qui, comme prévu, a eu à Tripoli, où il assiste aux festivités du vingtième anniversaire de la révolution libyenne, de longs entretiens avec deux des trois chefs d'Etat membres du comité tripartite arabe, le président algérien Chadli Bendjedid — qu'il a rencontré à trois reprises — et le roi Hassan II du Maroc, aura sans doute eu l'occasion de leur faire observer les « dangers », dans ces conditions, d'un retrait de l'armée syrienne, précipité par le triumphe et le rejet par Damas.

Reste à savoir si le président syrien a convaincu ses pairs de revenir sur leur rapport et ce qu'il est éventuellement prêt à leur donner en échange.

C'est toutefois dans l'angoisse que les Libanais attendent les prochains jours d'une « guerre de libération » qui a fait, en près de six mois, 776 morts et 3 649 blessés — en grande majorité des civils.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Le vingtième anniversaire de la révolution libyenne

## Le colonel Kadhafi dans les fastes

Déjà connu pour être un homme imprévisible ainsi que pour son goût immodéré pour le spectacle, le colonel Kadhafi a fait preuve, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, d'une rare ingratitudo vis-à-vis de la France. Alors que celle-ci avait pris le soin de dépêcher à Tripoli un secrétaire d'Etat, M. Thierry de Beaucourt, chargé des relations culturelles internationales, pour la représenter aux fêtes du vingtième anniversaire de la révolution libyenne, le colonel n'a rien trouvé mieux, pour remercier Paris de ce geste, que de s'en prendre à son « colonialisme » dans le Pacifique. Et le « guide de la révolution » d'annoncer triomphalement « à tous les combattants de la liberté du Nicaragua, du Panama, de Nouvelle-Calédonie, de la Réunion, de Mayotte, d'Afrique du Sud, de Namibie, de Palestine, de Guyane française et d'Amérique centrale » que non seulement il ne les « abandonnera pas », mais que lui-même « se renforce ». An lendemain de ses aventures militaires — malheureuses — au Tchad, le colonel Kadhafi a prédit que « le colonialisme ira dans les poubelles de l'histoire ».

« Nous vaincrons », a-t-il encore affirmé, en réitérant son soutien indéfectible à la « révolution internationale ». Emporté par son élan, il a prédit, devant une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement (essentiellement arabes ou africains), que le monde entier suivrait, à terme, l'exemple de la « révolution libyenne ». Le gouvernement libyen a annoncé que les forces armées libyennes prendraient désormais pour nom « Peuple armé ». Un changement dont les militaires ne devraient pas s'inquiéter outre mesure puisqu'il ne s'accompagne apparemment pas de modifications

de structure ou hiérarchique. On est, en tout cas, loin des promesses antérieures de suppression pure et simple de l'armée.

Le « guide » paraît avoir assuré le succès de ce vingtième anniversaire du coup d'Etat qui lui a permis d'accéder au pouvoir, au moins en ce qui concerne le spectacle, dans une Tripoli littéralement transformée en fête foraine, parcourue par des défilés folkloriques. Plus discrètement, un tel rassemblement de responsables arabes a permis des rencontres diplomatiques dont le président syrien Hafez El Assad a incontestablement tenu la vedette pour cause de « crise libanaise ». C'est ainsi qu'il a rencontré plusieurs de ses pairs, dont deux jouent un rôle de premier plan dans les tentatives de règlement de cette crise, le roi Hassan II du Maroc et le président algérien Chadli Bendjedid. Rien n'a filtré de ces entretiens, au-delà du traditionnel communiqué mentionnant l'examen, par le président Assad et ses interlocuteurs de « la situation au Liban et des problèmes concernant l'application de la décision du sommet arabe de Casablanca au sujet du Liban ».

Y. H.

● Libération d'un groupe de prisonniers libyens par le Tchad. — Un communiqué de la présidence de la République du Tchad a annoncé vendredi 1<sup>er</sup> septembre la libération d'un groupe de prisonniers de guerre libyens à titre de « geste de bonne volonté et de fraternité à l'égard du peuple frère de Libye et de son guide qui fêlent ce jour le vingtième anniversaire de leur révolution ». Le nombre des libérés n'est pas précisé. Les Tchadiens avaient laissé entendre la possibilité de ce geste dès l'annonce de l'accord signé jeudi à Alger, mais en précisant que le gros des prisonniers ne serait élargi que progressivement, dans le cadre de l'application multilatérale de l'accord.

## En Cisjordanie et à Gaza

## Impasse politique et regain de violence

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Palestiniens et Israéliens sont au moins d'accord sur le constat : les affrontements dans les territoires occupés depuis quelques semaines presque aussi meurtriers qu'au plus fort du soulèvement, et le débat sur les perspectives d'une amorce de règlement négocié a sombré dans l'oubli.

Le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, observait, mercredi 30 août, que l'absence de perspectives politiques était à l'origine du regain de violence dont la Cisjordanie et la bande de Gaza sont le théâtre depuis le milieu de l'été. L'écho était le même dans les propos de ce journaliste palestinien, Radouane Abu Ayache, qui, le ton quelque peu déprimé, nous confiait récemment : « C'est l'impasse, avec l'impression que nous n'allons nulle part et que les frustrations engendrées (par ce vide politique) ne peuvent conduire qu'à la radicalisation des positions ».

Au cours des huit derniers jours, plus d'une dizaine de résidents de Cisjordanie et de Gaza ont été tués, lors d'affrontements avec l'armée ou victimes de ces règlements de compte interpalestiniens qui se poursuivent à un rythme soutenu — trois assassinats vendredi — au nom de la « lutte contre les collaborateurs ».

Les semaines précédentes et le mois de juillet avaient connu des bilans semblables, qui doivent porter à près

de six cents le nombre de Palestiniens tués depuis le début d'un soulèvement bientôt vieux de vingt-deux mois.

Mais les chiffres rendent mal compte de l'évolution de la confrontation. De la révolte populaire des premiers temps, on est passé à une mini-guérilla entre l'armée — toujours aussi présente dans les territoires — et des petits groupes de militants de mieux en mieux organisés. Patrouilles contre « comités de choc », de l'infidélité, raids surprise d'unités d'élite de l'armée ayant appris à connaître le terrain et embusquées à coups de pierres et de cocktails Molotov.

Pour expliquer la montée des violences, les autorités invoquent le mot d'ordre « d'intensification de la lutte » dans les territoires qui a conclu le dernier congrès du Fatah, la principale composante de l'O.L.P. La consigne aurait été au regain de mobilisation pour empêcher que la révolte de Cisjordanie et de Gaza l'eût, pour un temps, reléguée au premier plan de l'actualité proche-orientale.

Certains milieux nationalistes, adeptes de la théorie du complot, ne sont pas loin de penser que l'affaire des otages et la guerre à Beyrouth n'ont qu'une seule et vraie finalité : occulter l'intifada. Le propos n'est souvent tenu qu'à demi-

sérieusement, mais n'en est pas moins révélateur de certaines craintes.

## « Moins de blessés mais plus de morts »

Plus prosaïques, nombre d'observateurs, notamment parmi les responsables d'organisations humanitaires, avancent d'autres explications pour rendre compte de la dégradation sur le terrain. « Il y a moins d'incidents, moins de blessés, mais plus de morts », disait l'un d'eux en évoquant les modes plus durs qu'utilisent les unités israéliennes. Depuis quelques semaines, le général Itzhak Mordechai, nouveau responsable militaire de la Cisjordanie, y a fait appliquer certaines des pratiques qui, jusqu'à présent, n'avaient cours que dans la bande de Gaza.

Les soldats ne tiennent plus seulement lorsqu'ils tiennent face en situation de légitime défense. Ils peuvent ouvrir le feu sur tout individu au visage masqué — lanceur de pierres ou non — après avoir, en principe, observé les procédures d'interpellation (communications, etc.). Des membres d'unités d'élite opèrent en civil, circulant à bord de voitures banalisées à plaque palestinienne, le plus souvent réquisitionnées au préalable dans la population. Fin août, à quelques jours d'intervalle, deux jeunes Palestiniens ont été retrouvés morts, victimes d'une balle tirée à courte distance, dans des circonstances restées pour le moins mystérieuses. Un troisième, âgé de quinze ans, aurait succombé à une crise cardiaque au moment de son arrestation.

Sanctions collectives, les couvre-feux, les destructions ou mises sous scellés d'habitations et les campagnes très musclées de collecte des impôts, accompagnées d'intimidations diverses, sont plus que jamais en vigueur. Le rythme des arrestations ne faiblit pas : selon les estimations, de treize mille à quinze mille personnes sont aujourd'hui détenues.

Dans la bande de Gaza, les autorités viennent d'interdire possession, vente et location de machines à fax pour tenter de couper court aux

contacts entre organisations militantes de l'« intérieur » et de l'« extérieur ». La mesure intervient alors que l'administration et les nationalistes ont au beau milieu d'une bataille pour le contrôle de la population du territoire. La première a instauré à la mi-août (Le Monde daté 20-21 août) un « permis d'entrée » — une carte magnétique — pour tous les Gazans désireux de se rendre en Israël ; les seconds ont répliqué en lançant une vaste et quelquefois brutale campagne de récupération des fausses cartes et en interdisant aux résidents de quitter le territoire durant au moins deux semaines.

Le mot d'ordre a été largement suivi, mais les résultats politiques sont mitigés. La direction unifiée du soulèvement et les « comités populaires » n'ignorent rien de l'extrême dépendance économique des territoires à l'égard du travail en Israël. Ils pourraient bientôt devoir revenir sur leur consigne de boycottage d'Israël sauf à risquer un grave conflit avec une population de plus en plus démunie. Ce serait faire le jeu des Israéliens, qui misent sur l'isolement des militants.

Une telle évolution serait d'autant plus mal venue pour les nationalistes que certains d'entre eux ne cachent pas que l'enthousiasme de nombre des résidents des territoires n'est plus ce qu'il était. Lassitude, fatigue, en même temps, une incontestable dérive de rue-le-bol — très rarement avouée en public — se seraient récemment traduits par une réponse plus hésitante aux mots d'ordre de grève et d'action collective. Propos récents d'un responsable nationaliste de Jérusalem : « Allez donc dire à un commerçant qu'il faut continuer à fermer boutique sous les après-midi pour la cause de l'intifada, et il vous répliquera : Mais qu'avez-vous obtenu en deux ans de lutte ? »

ALAIN FRACHON.

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1989 a été tiré à 531 335 exemplaires

A B C D E F G H

## M. Le Pen ironise sur M. Rocard « le nouvel Hercule français »

LA BAULE  
de notre envoyé spécial

M. Jean-Marie Le Pen a clôturé vendredi 1<sup>er</sup> septembre à La Baule la cinquième université d'été du Front national au cours d'un banquet qui réunissait environ quatre cents personnes. Le président du mouvement d'extrême droite a raillé « le nouvel Hercule français », c'est-à-dire le premier ministre. « On dit qu'il a été affaibli de ce pseudonyme parce que la tâche qui est la sienne s'apparente à celle d'un héros légendaire », a-t-il dit. « Je ne suis pas celui d'entre eux que M. Rocard a déjà commencé d'exécuter », a dit M. Le Pen, qui trouve le premier ministre bien frêle pour venir à bout de « tels dangers ».

A voir M. Rocard aux prises avec « les graves problèmes que sont la sécurité extérieure de la France, le maintien d'un niveau matériel et moral de l'armée, le problème du chômage avec ses quatre millions et demi de chômeurs réels, celui de l'immigration », M. Le Pen s'est posé plusieurs questions. « Qu'en est-il du problème du sida, dont la grave épidémie n'a pas diminué d'intensité ? Qu'en est-il de la drogue, dont on parle en Colombie mais pas chez nous ? Qu'en est-il du niveau de l'enseignement français ? Qu'en est-il de notre situation économique ? Quelles raisons avons-nous de croire qu'il puisse diriger demain ? », s'est interrogé M. Le Pen, par un gouvernement qui se borne à pratiquer l'autosatisfaction en l'absence totale d'une opposition politique.

M. Le Pen a indiqué qu'« avec ou sans les partis de l'opposition, le Front national pose sa candidature à l'alternative au socialisme », qui, selon lui, ne peut conduire qu'« aux plus graves avatars ». Il a accusé l'opposition de « ne plus avoir d'idées, plus de programme, car le PS, trahissant son idéal leur a volé

leur programme de centrisme médiocre ».

Evocant le prochain congrès de son mouvement prévu au printemps 1990, le dirigeant d'extrême droite l'a placé sous le signe de « la stratégie du pouvoir ». « Pour parvenir nos moyens et nos capacités s'en sont améliorés, nous allons faire, dès la rentrée, un effort tout particulier pour recruter nos adhérents dans la portion de la population où nous avons la plus grande audience, c'est-à-dire les jeunes de dix-huit à trente-cinq ans (...) parce que le sort de la France va dépendre d'eux ». Il a appelé ses militants à orienter leur activité « dans les universités, dans les lycées, dans les collèges, dans les centres d'apprentissage ». Enfin, M. Le Pen a fixé comme objectif au congrès « la démission de l'an 2000 », car il la considère comme « la dernière chance de l'Occident ».

OLIVIER BIFFAUD.

## M. Krasucki prévoit un automne « animé »

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, qualifie de « formule ronflante qui sonne bien » le « pacte de croissance » proposé par le premier ministre. Le dirigeant cégétiste, qui s'exprimait, vendredi 1<sup>er</sup> septembre, sur Antenne 2, a ironisé sur le caractère « agaçant » de la formule, « mais, a-t-il ajouté, les actes du gouvernement, les actes de Michel Rocard, c'est un autre PDG des entreprises nationales pour leur dire : rien sur le pouvoir d'achat ».

L'automne, a conclu M. Krasucki, sera « animé ». « Les gens en ont assez, ils ne croient plus aux paroles », a-t-il assuré, avant d'imputer au gouvernement « l'injustice qui grandit et que les gens ressentent pendant qu'ils perdent du pouvoir d'achat et que tous les ans les profits augmentent ».

## EN BREF

● Plusieurs incendiaires arrêtés dans le Midi. — Le gardien d'un ranch situé dans les collines d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) a été inculpé le 1<sup>er</sup> septembre pour avoir provoqué cinq incendies autour de la propriété dont il avait la charge. Ces feux avaient nécessité trente rotations aériennes. D'autre part, un touriste britannique a reconnu être à l'origine d'un départ de feu en bordure de la route de Bagnols-en-Forêt, près de Fréjus (Var), qui n'avait brûlé que quelques mètres carrés. Il a été remis en liberté. Enfin, un enseignant de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, actuellement suspendu de ses fonctions pour raisons médicales, s'est présenté spontanément à la mairie d'Agde (Hérault), en avouant avoir mis le feu au mont Saint-Loup, au cap d'Agde, la semaine précédente, « pour observer le comportement des gens devant le feu ».

● Inondations en Corse. — Les pluies qui se sont abattues, le vendredi 1<sup>er</sup> septembre, sur la Corse ont provoqué de brusques inondations sur la côte orientale, où plusieurs voitures et caravanes ont été emportées. Près de trois cents personnes ont dû être évacuées des campings d'Aléria et de Ghisonaccia, ainsi qu'une cinquantaine d'habitants de hameaux isolés. Aucun blessé n'a été signalé. Plusieurs centaines de pompiers, militaires, gendarmes et policiers ont été dépêchés sur les lieux pour porter secours à la population.

RAYONNAGES  
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES

PRIX TRÈS COMPÉTITIFS  
25 années d'expérience  
R.-M. Levy, éditeur - 206, rue de la Harpe  
75014 Paris, M<sup>étro</sup> Alibi - Tél. : 45-48-57-48



Éprouvé  
mais  
mieux faire

CLAUDI  
L'AC



صكنا من الامم